

Retrait indien du Sri-Lanka

Les premiers soldats indiens ont commencé de quitter le Sri-Lanka samedi 28 juillet. Ce retrait met un terme à la crise entre les deux pays depuis que le président sri-lankais Premadasa avait exigé leur départ, précédemment avant cette date. M. Rajiv Gandhi avait refusé d'obtempérer à cet ultimatum, réclamant une concertation. C'est chose faite.

Le départ de ce corps expéditionnaire de 45 000 hommes, arrivé en 1987 à la demande expresse de l'ancien président Jayewardene, qui affrontait une insurrection séparatiste tamoule dirigée par les « Tigres » du LTTE, a débuté dans une atmosphère dramatique. Près de cent trente personnes ont en effet trouvé la mort vendredi lors de violents affrontements avec les forces de l'ordre. L'appel au calme lancé par M. Premadasa et le couvre-feu imposé dans l'île n'y ont rien fait.

Considérée longtemps comme un paradis, puis comme une oasis de démocratie parlementaire dans le tiers-monde, l'île de Ceylan, devenue Sri-Lanka, paraît sombrer dans l'anarchie. Elle a débuté de l'année lors d'un scrutin contesté par l'opposition. M. Premadasa en porte une part de responsabilité. En surenchère démocratique et nationaliste anti-indienne, il a contribué à maintenir au état de tension qui fait le jeu du mouvement extrémiste cinghalais JVP (Front de libération populaire). Celui-ci est responsable de l'assassinat de milliers de personnes et a infiltré les rangs de l'Etat.

M. Premadasa a certes entamé des négociations avec les « Tigres ». Anciens protégés des indiens, ceux-ci ont été devenus la cible des troupes de New-Delhi ; ne reculant devant aucun moyen pour consolider leur emprise sur la minorité tamoule vivant au nord de l'île, ils ont éliminé de nombreux dirigeants tamouls modérés ou appartenant à des formations rivales. Une fois les indiens partis, l'armée sri-lankaise aura fort à faire pour se faire respecter du LTTE.

Après la longue présidence de M. Jayewardene, puis l'arrivée au pouvoir de M. Premadasa, les contentieux semblent désormais se régler dans le sang au Sri-Lanka. Assassinats, attentats, pogromes, répression brutale ou discrète, manipulations de groupes terroristes à des fins politiques sont devenus monnaie courante.

New-Delhi ne sort pas non plus indemne de cette affaire. Appelé pour rétablir l'ordre, il n'était pas pressé de retirer ses troupes. Le gouvernement de M. Gandhi, qui suit en cela la politique de sa mère, a tendance à affirmer sa vocation de grande puissance régionale aux petits pays qui l'entourent.

L'armée indienne était intervenue l'an dernier aux Maldives, voisines du Sri-Lanka, pour réprimer une tentative de coup d'Etat. Le Bangladesh continue d'avoir des problèmes frontaliers avec l'Inde. Le Népal est l'objet, dans l'indifférence générale de l'opinion internationale, d'un véritable blocus visant à l'écraser pour obtenir qu'il accepte une tutelle indienne de fait. Enfin, la situation demeure tendue entre l'Inde et le Pakistan, en dépit de la récente visite de M. Gandhi à Islamabad. « Gandhi » du sous-continent, l'Inde n'est pas au bout de ses peines.

M 0146 - 0731 0 - 6,00 F



3790146006000 07310

Réunie à Paris avec la participation des quatre factions khmères

La conférence sur le Cambodge tente de mettre fin à dix-neuf ans de guerre

La conférence internationale sur le Cambodge s'ouvre, dimanche 30 juillet à Paris, sous la présidence des ministres français et indonésien des affaires étrangères. Convoquée à l'initiative de la France et à la demande du prince Sihanouk, elle comprend, outre les chefs des quatre parties cambodgiennes : le prince, MM. Son Sann (nationaliste), Khieu Samphan

et le général Lon Nol reversa le prince Sihanouk le 17 mars 1970 avec la connivence de l'Amérique de MM. Nixon et Kissinger, plongeant le petit royaume dans le conflit indochinois, personne ne se doutait que, dix-neuf ans plus tard, le Cambodge serait toujours en guerre.

Depuis lors, rien n'aura été épargné aux Cambodgiens : d'abord cinq années de guerre et de bombardements incessants qui ont coûté la vie à des centaines de milliers de personnes, des millions de réfugiés et faisant le lit des Khmers rouges. En 1970, un jeune lycéen de province rejoignait la résistance Khmers rouges ; il s'appelait Hun Sen.

Le Cambodge supporta ensuite trois ans et demi d'un régime Khmer rouge qui fit de tout un peuple déraciné des déportés mourant de faim, de maladie et des massacres. Depuis, il a connu plus de dix ans d'occupation vietnamienne avec la mise en place, à Phnom-Penh, d'un « régime-freux » ayant troqué le communisme primitif et sanglant de M. Pol Pot contre celui de Hanoi. Une guerre intestine accompagnée d'une répression plus sourde s'est ensuivie, chassant vers la Thaïlande des foules de réfugiés. Le casse-tête cambodgien se compliquait par les rivalités entre clans : trois d'entre eux - les partisans du prince Sihanouk, ceux

du nationaliste Son Sann et les survivants de la déroute Khmers rouges - se sont réunis pour former, le 9 juillet 1982, un gouvernement de coalition antiviétnamien (GCKD) face au pouvoir en place à Phnom-Penh, dirigé aujourd'hui par M. Hun Sen.

Mariage de la carpe nationaliste cambodgienne et du lapin Khmer rouge, alliance de convenance pour faire contrepoids à l'armée khmers-vietnamiens, qui occupait la plus grande partie du pays, le GCKD ne faisait pas illusion sur les sentiments qu'éprouvaient ses dirigeants l'un pour l'autre.

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 5.)

Bombardements et désorganisation de la vie quotidienne

« Beyrouth, c'est fini... »

Les deux secteurs de Beyrouth ont subi dans la nuit du vendredi 28 au samedi 29 juillet, de nouveaux bombardements aveugles, moins violents toutefois qu'au cours des deux nuits précédentes. La population continue de fuir une ville qui semble vouée à la destruction.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

« Beyrouth, c'est fini... » Dans sa BMW flamboyante, réparée pour la sixième fois, Nahouk n'est ni amer ni en colère. Il constate simplement, et le spectacle même de Beyrouth-Ouest, le

secteur à majorité musulmane de la capitale libanaise, étaye largement ses propos. Plus impressionnant peut-être que les destructions, pourtant incroyables dans leur ampleur, est le vide de la ville. Des quartiers entiers sont quasiment déserts, et le long de rues habituellement grouillantes, aucune voiture n'est plus garée. Les rideaux de fer des magasins sont baissés. A 10 heures du matin, comme à midi, nul passant n'arpente plus le front de mer, et les camionnettes des petits marchands ambulants de café et de jus de fruits restent closes.

Réparateur électrique, Moustapha, dont l'immeuble de vingt-deux appartements n'est plus habité que par deux personnes,

s'est reconverti en vendeur de légumes, et aligne ses quelques caisses de courgettes et de tomates au bord du trottoir. « Pour qui ? demande-t-il pourtant. En une journée, je n'ai vu passer que trois personnes. »

Lui n'a pas pu fuir l'enfer de Beyrouth, comme plus de la moitié des habitants de la ville. Samedi, il a cherché en vain un refuge dans l'Idlib Al-Kharroub, région majoritairement sunnite, au sud de la ville. Mais la moindre chambre vaut aujourd'hui 150 dollars par quinzaine, et elles sont rares. Tout le Liban est devenu un vaste refuge, le malheur des uns faisant le bonheur des autres.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 4.)

Des critiques publiées dans la « Pravda »

En URSS, les conservateurs repassent à l'offensive

La critique que la « Pravda » a publiée, vendredi 28 juillet, contre plusieurs aspects de la perestroïka semble confirmer que les conservateurs du parti repassent à l'offensive contre M. Gorbatchev et ses réformes. Cette mobilisation coïncide avec de nouvelles difficultés pour le dirigeant soviétique, manifestées par une aggravation de la situation en matière d'emploi et par une sévère augmentation de la criminalité en URSS.

(Lire nos informations page 3.)

Le Conseil constitutionnel censure deux textes de loi

- Les pouvoirs de la COB réduits
- La responsabilité du juge administratif réaffirmée dans les procédures contre l'immigration irrégulière

PAGES 6 et 16

L'enlèvement d'un hezbollah

Israël pourrait s'en servir comme monnaie d'échange

PAGE 4

M. Rafsadjani, président iranien

Il a été élu avec plus de 90 % des suffrages

PAGE 4

L'affaire des « dix » de Renault

Un point de vue de M. Daniel Labbé
secrétaire de la CFDT Renault-Billancourt

PAGE 13

Date : l'assassinat de Jaurès

Il y a soixante-quinze ans, le dirigeant socialiste tombait sous les balles de Raoul Villain

PAGE 2

Le Monde

RÉGIONS

A Besançon, l'expérience d'une entreprise de réinsertion.

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

LE MONDE diplomatique

AOÛT 1989

L'HOMME BROYÉ PAR LES NOUVELLES LOGIQUES MARCHANDES

Dans divers domaines - environnement, recherche génétique, économie, culture - les droits des citoyens et la protection de la nature passent après le désir de faire des profits. Ce moderne affairisme s'impose souvent sous le masque du progrès et du bon de prétendus « impératifs gestionnaires ou technologiques ». Dans un important dossier, René Passet, Thierry Damerval, Riccardo Petrella, et Herbert J. Schiller analysent ces nouvelles logiques marchandes et disent pourquoi l'homme doit continuer de réclamer des droits plus étendus et une démocratie plus efficace.

ETRE JEUNE EN CHINE

La crise en Chine, c'est bien au-delà de la répression sur la place Tiananmen, celle d'une jeunesse déboussolée. Il est plus « rentable » de commercer que de s'instruire, écrit Isabelle Malhot, Solon Ardizis analyse les efforts du régime pour préserver l'école des corvées. Le grand poète Bei Dao dit son angoisse, et Philippe Vidélier rappelle que, dans les années 20 un certain Deng Xiaoping travaillait à Montargis.

Egalement au sommaire :

• AMÉRIQUE CENTRALE : La population dans la marée des conflits, par César A. Chelala.

En vente chez votre marchand de journaux

Les collections de haute couture de l'hiver

Le luxe, la pureté et la surcharge

Défilés saunas, femmes-pépites et petits scandales. On a longuement commenté l'absence d'Inès de la Fressange chez Chanel et l'ère de Karl Lagerfeld, furieux qu'elle ait accepté d'être la Marianne 1989. De mauvaises langues se sont demandées si la couture parisienne n'était pas en train de devenir italienne. Car l'événement, ce fut aussi les collections très applaudies de Gianfranco Ferré chez Dior (dé d'or de la saison) et d'Angelo Tarlazzi chez Guy Laroche. On se croirait à l'aube d'une belle époque placée sous le double signe de la pureté et de la surcharge.

Chez Dior, le succès est là. Une soixantaine de pièces commandées en moins de quatre jours. Les prix : de 59 000 à 35 000 F. Le Milanais Gianfranco Ferré, quarante-cinq ans, successeur de Marc Bohan

(démissionné en un jour après trente-sept ans de services), semble avoir suivi à la lettre les consignes du maître : « Révolutionner la mode n'était pas mon dessein, mais réaliser honnêtement ce dont j'avais envie. Mon idéal était d'être classé bon faiseur », avait écrit Christian Dior dans ses mémoires.

Réalisée en deux mois et demi, la collection de couture reprend, sans rien oublier, le premier album de famille avec ses « femmes-fleurs aux épaules douces et buste épanoui, aux tailles fines comme corolles ». Présentées dans un décor néo-Louis XVI à la Grandpierre (médallion de stuc drapé blanc), les modèles, comme échappés d'une photo d'Henri Clarke ou de Willy Maywald, donnent le ton. Ils s'appellent Cecil, Orage, Trot, Autenil et même Grelot.

Paris, « le sens du fin, du parfait », vient de retrouver dans ses redingotes en grain de poudre noir aux poignets mousquetaires

d'organza blanc ses femmes de la Cafe society trottant sur le podium avec une toque et un manchon de renard platiné. Toilettes d'après-midi fignolées, tissus somptueux, cabans d'autruche à col de lynx, imperméables de faille beige grise doublés d'un « tweed de renard ». En somme, une reprise, avec le son dolby stéréo en plus, un confort, la souplesse de ses écharpes d'organza, de ses jupes-paros en crêpe de soie. « Je veux le luxe du luxe », avait dit Gianfranco Ferré, dont certaines robes ont exigé jusqu'à quatre cent dix heures de travail.

Théâtral, le soir se prolonge en longues traînes de satin duchesse, se fleurit, se brode, inspiré du célèbre modèle « Chérie ». 21 mètres de plissé soleil se soulèvent, juponnés par 11 mètres de tulle point d'esprit, 12 mètres de tulle noir, 18 mètres de galon et 12 mètres de crin.

LAURENCE BENAÏM.

(Lire la suite page 9.)

Dates

Il y a soixante-quinze ans

L'assassinat de Jean Jaurès

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléfax MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bourde-Méry (1944-1969)
Jacques Faurès (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wais.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Téléfax MONDIPUB 296 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2657

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tel. FRANCE MONDIPUB MONDIPUB MONDIPUB

3 mois 365 F 6 mois 730 F 9 mois 1095 F 1 an 1360 F

6 mois 730 F 9 mois 1095 F 1 an 1360 F

9 mois 1095 F 1 an 1360 F

1 an 1360 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne

tarif sur demande.

Pour voir abonner

RENOVEZ CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

PORTAGE :

Pour tous renseignements :

Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse :

non abonnée peut être

informée par lettre de

service avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les chèques en espèces

d'impératrice. 821 MONDIP

« *Ils ont tué Jaurès* » : le cri poussé au café du Croissant par Marguerite Poisson le vendredi 31 juillet 1914 s'est comme évanoui à travers le temps. J.-P. Bellescoï en a fait, en 1963, le titre d'un film, et François Fontaine-Alquier, en 1968, celui d'un livre. Si l'intitulé — *Jaurès assassiné* — du livre de Jean Rabaut, récemment paru, ne restitue pas aussi passionnément l'horreur de l'instant, il permet au lecteur non spécialiste d'en parcourir les alentours.

Aucun mystère ne pèse d'ailleurs sur les derniers instants de la vie du grand tribun socialiste. Arrivé ce vendredi vers 20 heures à l'*Humanité*, son journal, alors installé 142, rue Montmartre, pour consulter les dernières dépêches et savoir surtout si l'Angleterre allait se décider à proposer sa médiation dans le conflit continental en train de s'ouvrir, il en sort vers 21 heures avec plusieurs militants, certains accompagnés de leurs femmes, pour aller dîner dans un restaurant tout proche. Il a lui-même choisi « Le Croissant », moins bruyant, plus intime que d'autres. Il

mars 1919, l'assassin sera acquitté et M. Jaurès, partie civile, condamnée aux dépens, conformément à la loi. En novembre 1924, ce sera le Panthéon.

Qui a tué Jaurès ? Question à la fois simple et complexe. L'insignifiance de l'assassin, Raoul Villain, aussitôt arrêté, ajoute le désespoir à la tragédie. Un homme d'une trentaine d'années, dont le père est greffier au tribunal de Reims ; un médiocre qui vit des subsides de sa famille ; un vaniteux qui fait sonner haut son titre d'élève de l'École du Louvre, où il vient d'être reçu le 28 juin 1914 grâce à l'indulgence du jury. Un nationaliste aussi, un patriote comme il dira, membre de la Ligue des jeunes amis de l'Alsace-Lorraine (Barrès, Déroulède, Madelin, Siegfried), un individu qui associe de plus en plus souvent l'idée de tuer Jaurès aux « dangers » courus par la « patrie ».

Qui a tué Jaurès ? Qui a inspiré Villain ? La question a été passionnément débattue. Au plan international d'abord. Jaurès n'avait-il pas, pendant l'après-midi du 31 juillet, dénoncé les responsabilités

depuis 1908 un quotidien spécialisé dans les campagnes calomnieuses. Depuis les débats sur la loi de trois ans, Charles Maurras, le maître à penser de l'*A.F.*, n'avait cessé de dénoncer en Jaurès un traître, un agent de l'Allemagne. En juillet 1914 il en tirait la conséquence : « Nous ne voudrions déterminer personne à l'assassinat politique, mais que M. Jaurès soit pris de tremblement » (*A.F.*, 23 juillet 1914).

Cette piste fut explorée par le juge d'instruction Drioux pendant les longues années qui séparèrent la mort de Jaurès du procès de Villain. Il fut démontré que Villain n'avait jamais appartenu à l'Action française et ne lisait l'*A.F.* qu'exceptionnellement. Dès lors, les deux « témoignages » énoncés en 1971 par un académicien soviétique, Milhaud Salomonovitch Strogovitch, dans une brochure consacrée au « procès de l'assassinat de Jaurès », s'effondrent, notamment celui d'un émigré russe, Liouboumov, dans un livre de souvenirs qu'il publia en 1963 à Moscou, où il venait de rentrer : il ne suf-

sans limite aux rapports de police, se demander si le rapport numéroté 298 866 (archives de la préfecture de police) a raison de suggérer, le 29 janvier 1908, que l'argent fut fourni en partie par le directeur du *Matin*, Bunau-Varilla, en partie par certains radicaux de droite. Plus profondément, il peut chercher du côté de Jaurès, victime, certes, mais aussi acteur de l'histoire, l'origine de ces haines meurtrières. Villain a tué dans un certain état d'esprit. Ce « il » qui, métaphoriquement, ont tué Jaurès, pourquoi l'ont-ils choisi, lui, comme cible ? Pourquoi tant de haine contre lui au fil des années qui précèdent le grand massacre ?

Qu'il soit difficile de repérer, chez un militant, ce qui va le désigner à l'assassinat politique, nul n'en doute. Jaurès avait autant de titres à être haï qu'à être aimé : les mêmes en somme. Il s'était toujours rangé du côté des ouvriers en grève et il lui était arrivé plus d'une fois d'être, y compris dans la rue, leur leader : sa ville, c'était Carmaux (1). Il avait soutenu le droit à se syndiquer des instituteurs — on a du mal aujourd'hui à imaginer le tollé soulevé par un tel projet — et il avait été un des plus ardents dreyfusards. L'essentiel n'est pourtant pas là : la chronologie n'est pas la cause. Jaurès n'a cessé, depuis quelques années, d'être haï par les milieux d'affaires ralliés aux conquêtes coloniales et les officiers supérieurs qui s'y taillaient leur part de gloire. Il n'a cessé, notamment dans l'*Armée nouvelle* et à travers la campagne conduite contre la loi de trois ans, de souligner les responsabilités de ces « maquignons de la patrie » qui, consciemment ou inconsciemment, le bradaient. Voilà les bases sur lesquelles il s'était battu pour faire reconnaître le poids propre du « génie ouvrier » dans les luttes décisives, pour obtenir que s'engage entre la SFIO et la CGT un rapprochement difficile. Voilà aussi les bases sur lesquelles il travaillait à faire de l'Internationale socialiste une puissance politique, c'est-à-dire capable de peser sur les événements. Voilà la source des haines nouvelles, susceptibles de cristalliser d'anciennes rancunes et d'armer le bras de l'individu qui a tué Jaurès.

« C'est la guerre »

Il est vrai qu'à la veille de la guerre la vigilance de Jaurès a fléchi. Lui aussi, il a été gagné par la vague d'optimisme née du dénouement des guerres balkaniques en 1913. Lui plus que d'autres peut-être, puisque la demi-victoire électorale d'avril 1914 montrait que la note dominante de l'opinion publique française n'était pas au nationalisme agressif. Plus que d'autres, car il en suivait le mouvement avec minutie, il a été sensible à l'apparente détente des rapports anglo-allemands. Pas plus que d'autres, en tout cas, il n'a décelé dans l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche le « petit fait » qui allait déclencher le jeu mortel des alliances secrètes. Le 15 juillet encore, au congrès extraordinaire de la SFIO, il a cherché et trouvé, pour définir l'arme suprême de paix, les mots : « la grève ouvrière simultanément et internationalement organisée » — qui choquaient le moins possible les socialistes allemands en vue du congrès de l'Internationale prévu pour le 9 août, ces sociaux-démocrates en qui il avait, semble-t-il, repris confiance. Le 30 juillet encore, il dissuadait le bureau confédéral de la CGT d'organiser un meeting contre le 2 août : la situation était, certes, exceptionnellement sérieuse, mais la paix avait encore le temps.

Ni Franc-Nohain, ni Gohier, ni Maurras, ni Péguy ne se montrèrent sensibles à cette situation. Et, après tout, sur le fond, n'avaient-ils pas, d'une certaine manière, raison ? C'est Jaurès qui avait dit à Vaise, le 25 juillet : « Chaque peuple paraît à travers les rues de l'Europe avec sa petite torche à la main, et maintenant voilà l'incendie ». L'angoisse alors énoncée — il a parlé d'une « sorte de désespoir » — n'avait pu disparaître de sa conscience. Il restait l'ennemi numéro un. Les tentatives, un temps réussies, pour mettre, sans discussion possible, son œuvre au service de l'Union sacrée ont, certes, inspiré la défense de sa mémoire lors du procès de 1919 avec le résultat que l'on sait : Jaurès et Villain, deux patriotes, l'assassinat, un malentendu. Elles n'oblitéraient pas cependant cette évidence politique mise en lumière par les démarches du 31 juillet et par l'angoisse avec laquelle il guettait les nouvelles en finissant sa tarte à la fraise : il était le seul homme capable, à l'heure ultime, de peser sur le gouvernement Viviani pour que celui-ci obtint de l'Angleterre la démarche décisive dont l'urgence le hantait ; le seul, aussi, que le monde du travail écoutait.

C'est en ce sens aussi, et non seulement au rythme de la chronologie funèbre — 31 juillet : l'assassinat ; 1^{er} août : la mobilisation « qui n'est pas la guerre » ; 3 août : la guerre — qu'ils avaient raison les Parisiens et les Carmauxins, les paysans, les ouvriers et les intellectuels, les syndicalistes et les socialistes, qui, lorsqu'ils apprennent l'assassinat, se disent : « Jaurès est mort, c'est la guerre. »

MADELINE REBERIOUX.

(1) NDLR : siège de bouillottes dans le Thun.



Amnésie comme la nouvelle de la mort de Jaurès, la foule se rassemble devant le café du Croissant.

mange copieusement comme à son habitude et réfléchit à l'article qu'il va rédiger dès son retour au journal : un article dont il annonce, peut-être, dans l'après-midi, l'orientation à Abel Ferry, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui l'avait reçu Quai d'Orsay : « Nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère » qui ne faisait pas tout le possible pour échauffer la guerre : un article dans lequel, selon Marcel Cachin, qui le rapporta dans l'*Humanité* le 1^{er} août, il aurait « déposé la responsabilité du parti ».

Et voici le récit d'Ernest Poisson, le co-opérateur socialiste : « Le rideau derrière sa tête vient de se plier, de se soulever légèrement ; un revolver s'est glissé, tenu par une main ; et cette main seule apparaît, à 20 centimètres derrière le cerveau. Paul ! Pas d'éclair pour ainsi dire, une étincelle rougeâtre. La fumée d'un cigare. » « Je regarde figé, ajoute Poisson, abrité un quart de seconde ; puis un deuxième coup ; mais Jaurès est déjà tombé sur Renaudel (...). Il a à peine tressaillé, n'a pas eu le temps de faire le geste de se retourner ; il n'a rien dit, pas même pensé peut-être. » Quelques minutes plus tard, le médecin qu'Amédée Dunois est allé chercher en courant constate la mort : il est 21 h 40.

L'hypothèse russe

La nuit est tombée sur Paris. Lucien Lévy-Bruhl, ami très cher, annonce l'assassinat de son père à Madeleine Jaurès, seule dans la petite maison du 8 villa de la Tour, à Passy, où le corps va être gardé. Frère du journal, la foule pleure : c'est donc vrai. Plus tard, un rassemblement vite dispersé par la police, s'esquisse à Belleville. Le lendemain, à l'exception de la *Libre Parole*, le quotidien antisémite de Drumont, tous les journaux concluent l'attentat. Viviani, le jeune président du conseil, signe une affiche à la fois habile et ferme : M. Jaurès, « en ces jours difficiles, a, dans l'intérêt de la paix, soutenu de son gouvernement l'action patriotique du gouvernement (...) L'assassin est arrêté. Il sera châtié ». Le 4 août : obsèques. Jugé en

de la Russie et, en premier lieu, celles de son ministre des affaires étrangères, Isvolsky, au pouvoir depuis les grandes confrontations de 1908 avec l'Autriche-Hongrie ? « Vous êtes victimes d'Isvolsky et d'une intrigue russe », avait-il déclaré selon les notes prises à l'instant même par Abel Ferry.

Ce qu'on a appelé l'« hypothèse russe », qui avait, pendant la guerre, pris la forme d'une vague soupçon dans la presse social-démocrate allemande, n'est apparu en France qu'au lendemain de la guerre, sous des plumes pacifistes : Jacques Mesnil, Madeleine Ker, Georges Demarçay dans *la Mobilisation des consciences*, Gouttard de Tourny à travers *Jaurès et le parti de la guerre*, Paul Vaillant-Couturier enfin. André Blumel s'en fera encore l'écho dans *Almanach* (28 juillet-3 août 1949). Et Grégoire Bessedovsky, ancien fonctionnaire des affaires étrangères soviétiques, reprendra en août 1964 dans *la Nouvelle Revue de Lausanne* une information qui lui aurait été transmise par le dernier attaché militaire du tsar à Paris : l'assassinat aurait été perpétré sur sa suggestion et une note du 25 juillet 1914 mentionnerait la remise à Villain d'une somme de 5 000 francs pour payer ses voyages parisiens.

De cette argumentation, Jean Rabaut a fait justice dans le premier livre qu'il a consacré, en 1967, à l'assassinat de Jaurès, *Jaurès et son assassin*. Les bolcheviks, attachés pourtant à rendre publiques les méthodes de la diplomatie tsariste — cf. les témoignages rassemblés en 1931 sur le rôle de Raffalovitch dans l'*Abominable Vénalité de la presse* — n'ont produit aucun document permettant de mettre en cause un quelconque service secret russe dans ce meurtre. Et Bessedovsky jouissait unanimement de la triste réputation d'un faussaire patenté ; il ne suffit pas d'avoir rompu avec l'URSS pour devenir crédible. Exit donc la Russie.

Reste la France, où les choses sont nettement plus compliquées. Raoul Villain a été soupçonné dès le départ d'avoir des liens privilégiés avec l'Action française : ce mouvement néomondarchiste né en 1898, en pleine affaire Dreyfus, publiait

fit pas d'avoir réintégré l'URSS pour être crédible quand on affirme sans preuves que Villain avait reçu des subsides de l'Action française.

Nul besoin au total d'évoquer la responsabilité directe de Maurras et de Daudet. Le seul mouvement explicitement politique auquel Villain appartient jamais était le Sillon de Marc Sangnier — « Marc » — s'effondrant, d'ailleurs, au procès pour Villain, — mais cette organisation qui se donnait des objectifs démocratiques n'avait jamais suggéré que l'assassinat fût une bonne méthode pour régler les conflits politiques.

Autant haï qu'aimé

Il existe en revanche un véritable florilège des accusations, à la limite de l'appel au meurtre, produites contre Jaurès par des « nationalistes » souvent venus de l'extrême gauche. Ainsi Urbain Gohier, ex-dreyfusard, condamné à un an de prison en 1905 comme responsable de l'Association internationale antimilitariste : « S'il y a un chef en France et qui soit un homme, M. Jaurès sera collé au mur en même temps que les affiches de mobilisation » (*le Matin*, 16 juillet 1914). Sans oublier, un an plus tôt, Charles Péguy : « Il ne faut pas se dissimuler que la politique de la Convention nationale c'est Jaurès dans une charrette et un roulement de tambour pour couvrir cette grande voix » (*l'Argent*, suite, avril 1913). Et, de la *Liberté* à l'*Echo de Paris*, la litane peut s'allonger dans la droite dite raisonnable de ceux à qui les positions de Jaurès sur les milices inspirèrent de véhémentes conclusions. On ne citera que Franc-Nohain : « La présence de M. Jaurès à la commission de l'Armée est un danger pour la défense nationale » (*l'Echo de Paris*, 31 mars 1913), *l'Action française*, décidément, n'était pas seule.

Bien. Mais si le juge d'instruction avait raison de ne pas déceler dans ces pénibles litaines des preuves directes de complicité avec le criminel, l'historien, lui, a le devoir d'enquêter sur des responsabilités plus politiques. Il peut éventuellement s'interroger sur les origines financières de la campagne de presse conduite depuis 1908 contre Jaurès et, sans faire une confiance

مكاتب النجف

Etranger

• Le Monde • Dimanche 30-Lundi 31 juillet 1989 3

URSS : une critique voilée de la « Pravda » contre les réformes de M. Gorbatchev

Les conservateurs repassent à l'attaque

MOSCOU

de notre correspondant

Comme il fallait s'y attendre, les grèves des mineurs ont ébranlé le monde politique soviétique et mis à nu les divergences au sein du Parti communiste entre partisans et adversaires de M. Gorbatchev. Celles-ci n'ont jamais été aussi franches et ouvertes, et tout laisse à penser que les conservateurs sont en train de se mobiliser.

Le principal enjeu politique qui se dessine maintenant sont les élections régionales et locales, que les conservateurs redoutent particulièrement, craignant que la plupart de leurs partisans ne soient désavoués. Les grèves ont rappelé au pays et aux députés combien les cadres locaux étaient sévèrement jugés par les Soviétiques.

On sentait venir l'offensive des conservateurs depuis plusieurs jours, mais c'est la Pravda elle-même, le quotidien du Parti communiste, qui a été le premier à ouvrir le feu, vendredi 28 juillet, en dressant un véritable réquisitoire contre la politique de M. Mikhaïl Gorbatchev. L'article, publié en première page et signé d'un des responsables de la rédaction, Viktor Gorlenko, frappe par sa franchise sans précédent.

Les Soviétiques sont désormais habitués aux dénonciations ouvertes des périodes stalinienne et brejnevienne, mais les critiques à l'encontre de la perestroïka étaient jusqu'ici beaucoup plus allusives et feutrées. Viktor Gorlenko ne nomme pas précisément M. Mikhaïl Gorbatchev, mais expose clairement ce qui apparaît maintenant comme le principal grief des conservateurs à son égard : « Il ne faut pas se hâter de faire des rapports et des déclarations ni se hâter de détruire un mécanisme sans savoir quel sera le nouveau ».

L'auteur passe alors en revue plusieurs réformes engagées par le numéro un soviétique depuis son arrivée au pouvoir en 1985, pour les critiquer de façon implacable : la lutte contre l'alcoolisme, les « changements successifs » dans la gestion de l'agriculture et l'autonomie accordée aux entreprises.

Cible particulière de Viktor Gorlenko, le Gosagroprom ou Comité d'Etat aux questions agricoles. Il s'agit d'une création de M. Gorbatchev mise en place quelque temps après son arrivée au pouvoir et confiée à l'un de ses proches, M. Mouralchovskii. Il a finalement été décidé au début de l'année de supprimer ce comité. La Pravda ironise en expliquant que le Gosagroprom, après « avoir avalé toute une série de ministères », s'est trans-

formé en « frein du développement agricole ».

Dans la lutte contre l'alcoolisme, menée dès 1983 sous Andropov et reprise avec vigueur en 1985, avant que M. Mikhaïl Gorbatchev ne l'assouplisse quelque peu, Viktor Gorlenko dénonce le « paquet de documents » adoptés dans ce domaine et les « échecs sur de nombreux points ».

Troisième reproche de la Pravda : les formes d'autonomie accordées aux entreprises ont entraîné des réductions de personnel qui, selon l'auteur de l'article, peuvent se révéler lourdes de conséquences. Prenant pour exemple les compressions de main-d'œuvre dans les chemins de fer, Viktor Gorlenko explique

ganisons tout le temps et ne réalisons rien de pratique ».

Cet éditorial de la Pravda ne devrait pas rester sans écho dans les milieux politiques. Plusieurs journaux libéraux ont laissé entendre qu'ils comptaient riposter, d'autant plus que l'offensive de Viktor Gorlenko avait été précédée de signes avant-coureurs.

Un curieux poème

La Pravda, toujours elle, avait publié quelques jours auparavant, dans la grande tradition littéraire russe des épigrammes, une « fable » campagnarde dont les locuteurs soviétiques savent mieux que quiconque

avait semé un véritable désarroi pendant quelque temps dans les instances du parti. Il avait fallu plusieurs semaines à la Pravda pour publier une riposte.

Après quelques mois de silence, Nina Andreeva revient à la charge dans le dernier numéro de Molodaja Gvardia (la Jeune Garde), une revue connue pour ses positions conservatrices. « Il y a toutes les raisons de supposer que les forces antisocialistes qui s'activent dans notre pays, aidées par les éléments révisionnistes, ont déployé au sein de la perestroïka des processus semblables aux événements de 1956 en Hongrie, et de 1968 en Tchécoslovaquie », écrit la sociologue. Elle s'en prend également à ce qu'elle considère comme des excès de la transparence et, après avoir fustigé des revues connues pour leurs sympathies à l'égard des réformes, elle estime que « malheureusement, le manque de preuves et la démagogie sont devenus les cartes de visite d'une importante partie de la presse et des émissions télévisées pour la jeunesse ».

Alors que le Parti communiste est, de l'aveu même de ses dirigeants, en plein désarroi, qu'un mouvement social sans précédent vient de secouer le pays et que les nationalistes baltes viennent de marquer des points dans l'affirmation de leur autonomie. Les conservateurs ont vraisemblablement décidé de se mobiliser et de jouer leur va-tout avant les élections locales. Les premières charges font preuve de combativité et de pugnacité. L'intervention enflammée faite devant le Soviet suprême par M. Evgueni Kogan, qui défend les intérêts des russophones en Estonie, est révélatrice à cet égard : le député a comparé les dirigeants au pouvoir à des « équipes de pompiers » qui n'agissent que lorsque surgissent « des incendies, des grèves et ainsi de suite ». Ses propos ont recueilli les applaudissements d'une bonne partie des parlementaires.

(Interim.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : persécution chez des dissidents. Des persécution ont été effectuées dans les appartements de sept dissidents, jeudi 27 juillet, à Prague, à Kladno et à Gottwaldov (centre du pays). Ils étaient les auteurs d'une pétition diffusée à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie, et on a appris de source dissidente. Plusieurs de ces opposants avaient rencontré le semaine dernière une délégation polonaise de Solidarité en visite en Tchécoslovaquie. — (AFP.)

ITALIE : les débuts du gouvernement Andreotti

« Giulio VI » déçoit un peu

ROME

de notre correspondant

Vraies perspectives ou trompe-l'œil ? L'Italie s'interroge sur la consistance et l'avenir du gouvernement qui vient de former, pour la sixième fois en dix-huit ans, M. Giulio Andreotti.

Rares sont ceux qui n'admirent pas la nouvelle performance du « vieux mandarin » de la Démocratie chrétienne qui a réussi à recoudre une coalition à cinq, si malmenée au printemps par l'épave du Parti socialiste de M. Bettino Craxi et les feux d'âme du petit Parti républicain. Beaucoup d'Italiens veulent croire que, derrière le simple, quoique habile, repli du 23 juillet, se profile un projet politique ferme et cohérent, sinon tout à fait clair. Parmi eux, certains estiment que l'art du compromis et de l'esquive, dont « Giulio VI » vient encore de donner des preuves, pourrait permettre d'atteindre simultanément, en 1992, l'échéance européenne et la fin normale de la législature italienne.

Les premiers pas de M. Andreotti ont pourtant été quelque peu en deçà de ces espérances. Seuls les plus fidèles ont pu ne pas être déçus. Le discours d'investiture qu'il vient de prononcer devant le Sénat n'était, en effet, guère convaincant, tant il était volontairement plat et flou.

Déjà, la classe politique fait entendre des craquements plus ou moins assourdis. Cent nominations de ministres et de sous-secrétaires d'Etat n'ont pas suffi à calmer tous les appétits. Notamment au sein du parti du président du conseil. La « gauche » de la Démocratie chrétienne — dont le chef de file, le premier ministre sortant, M. Ciriaco De Mita, s'est retiré sur son Aventin pour panser ses blessures d'amour-propre et éviter que ses compagnons de courant ne le marginalisent davantage — n'a obtenu que 5 ministères sur les 15 dévolus à la DC et 12 sous-secrétaires d'Etat sur 35. Elle a hérité de la défense au lieu des affaires étrangères, département qui lui semblait promis, du Mezzogiorno au lieu des participations d'Etat (ministères synonymes de grosses affaires). D'autres courants s'estiment lésés.

M. Giovanni Goria, qui avait peut-être trop bien réussi son retour aux européennes, et plusieurs de ses proches ont été écartés. M. Carlo Donat Cattin, éloigné du portefeuille de la santé, source de grands pouvoirs financiers et locaux, ne cesse de vitupérer contre la Démocratie chrétienne, « folle d'avoir laissé ce poste à un laïc » et qui, faute de le laisser terminer son entreprise de réaménagement de

l'avortement, « aurait des centaines d'assassins de bimbos sur la conscience ».

Avec les partis alliés, aucun problème de fond n'est, au demeurant, réglé. Parmi leurs 30 postes de ministres et de vice-ministres, les socialistes ont récupéré, outre la vice-présidence du conseil, le portefeuille prestigieux des affaires étrangères, troqué le Trésor contre les finances et gardé la justice. Ils sont en apparence satisfaits. Mais rien dans le programme de gouvernement ne leur a été concédé. Auront-ils des compensations dans les industries et les banques d'Etat, quitte à recommencer, à tous les niveaux, la valse des nominations, qu'on appelle ici la « loterie des fauteuils » ?

« Shadow-cabinet »

En tout cas, la politique que leur camarade Giuliano Amato avait menée au Trésor, confié désormais à l'ancien gouverneur de la Banque d'Italie, M. Guido Carli — un monétariste convaincu, très proche du pactisme italien, — va être révisée. On devrait moins jouer sur les économies budgétaires et la réforme progressive d'un système fiscal profondément inégalitaire que sur les accroissements d'impôts indirects et la réduction de l'écrasant service de dettes par la manipulation des taux d'intérêt. Déjà, on sait que la très impopulaire mesure du ticket modérateur sur les frais hospitaliers sera levée.

Surveillé de très près par les syndicats et désormais soumis aux contre-propositions du « cabinet-fantôme » habilement constitué par le PCI, M. Andreotti voit sa marge de manœuvre sensiblement réduite. Or l'inflation court presque au rythme de 7 % l'an et le déficit commercial se creuse.

La politique de réglage conjoncturel et budgétaire, comme la réforme institutionnelle, la réglementation du paysage audiovisuel — en souffrance depuis treize ans — et la répartition des postes dans le secteur public portent en germe des conflits avec le PSI. Surtout si M. Craxi, secrétaire du Parti socialiste, voyait l'image de sa formation peu à peu ternie par son paradoxaux arrangement à M. Andreotti, l'homme symbole de la « nomenklatura blanche ».

Dans sa compétition avec le PCI pour l'hégémonie à gauche, une telle évolution lui serait insupportable. Resurgiraient alors les projets d'alternance actuellement enterrés, PSI et DC se concurrençant pour gagner le soutien d'un Parti communiste qui, quoique dans l'opposition, se présente comme un partenaire potentiel, rénové, pragmatique et sérieux.

(Interim.)

Près de six millions de personnes « sous-employées »

L'URSS compte « près de 6 millions » de chômeurs, soit 3,75 % de sa « population laborieuse », a indiqué vendredi 28 juillet l'agence Tass, citant le comité d'Etat aux statistiques.

« Sur tous ceux qui travaillent à des tâches ménagères ou ne sont pas occupés en raison du caractère saisonnier de leur travail, près de 6 millions de personnes pourraient être engagées dans la production sociale si on créait les conditions pour cela », a indiqué l'agence officielle soviétique, sans parler ouvertement de chômage. La moitié de ces personnes non employées à temps plein vivent en Asie centrale, en Transcaucasie, au Kazakhstan et dans le sud de la Russie, précise l'agence.

Sur la population totale de l'URSS, qui s'élevait à 287,8 millions de personnes au 1^{er} juillet selon une estimation du comité d'Etat, la population laborieuse, qui regroupe en fait

toute la population en âge de travailler, s'élève à 160 millions de personnes, soit 57 %. Le secteur des entreprises d'Etat emploie 73,5 % de cette population, les collectifs agricoles (kolkhozes et sovkhozes) 7 %, les loges individuelles 2,6 %, les coopératives et le secteur privé seulement 1,1 %. Les étudiants représentent 7,7 % du total.

Le même comité d'Etat aux statistiques confirme par ailleurs l'augmentation de la criminalité pendant la dernière période. Un million cent deux mille délits ont été enregistrés depuis le début de cette année en URSS, soit 32 % de plus qu'au cours de la période correspondante de l'an dernier.

Toujours selon le comité, l'accroissement de la criminalité générale a été le plus fort en Estonie (+ 87 %), en Lituanie (+ 55 %) et en Kirguizie (+ 42 %). — (AFP/Tass.)

ESPAGNE

Un capitaine de cargo chypriote accusé d'avoir jeté trois passagers clandestins à la mer

Accusé d'avoir jeté trois passagers clandestins par-dessus bord, en pleine mer, le capitaine d'un cargo chypriote a été incarcéré jeudi 27 juillet à Ceuta, enclave espagnole sur la côte nord du Maroc, et-on appris vendredi auprès de la délégation du gouvernement (préfecture) de Ceuta.

Le juge chargé de l'affaire a refusé de préciser l'identité du capitaine du Seaorch. Arrivé à Ceuta dimanche dernier, le cargo a été mis

en quarantaine à la suite du décès d'un officier, sans doute de la fièvre jaune. Le capitaine a été dénoncé par deux des dix-sept membres d'équipage, pour la plupart philippins.

Les trois passagers clandestins seraient de race noire. Le cargo venait de la Côte d'Ivoire et se dirigeait vers l'Arabie saoudite lorsqu'il ont été passés par-dessus bord. — (AFP.)

Asie

JAPON

Le successeur de M. Uno sera désigné le 8 août

TOKYO

de notre correspondant

La direction du Parti libéral-démocrate (PLD) a décidé, vendredi 28 juillet, que le successeur du premier ministre démissionnaire M. Sosuke Uno serait désigné le 8 août par les quatre cent trois parlementaires de la majorité gouvernementale. Nommé dans un premier temps président du PLD, le successeur de M. Uno deviendra *ipso facto* premier ministre, étant donné la majorité dont dispose toujours le parti conservateur à la Chambre basse.

L'élection du chef du gouvernement par le Parlement devrait avoir lieu deux jours plus tard.

Dans le cas d'un premier ministre démissionnaire, les statuts du PLD prévoient que son successeur peut être désigné par une assemblée de parlementaires libéraux-démocrates et non une convention du parti comme c'est généralement le cas. Un autre mode de sélection étant la négociation entre les grands chefs de clan. Cette procédure fut retenue dans le cas de la nomination de M. Takeshita puis de M. Uno, mais les libéraux-démocrates ont préféré renoncer afin de donner un caractère plus « ouvert » à leurs arbitrages.

Si la procédure est arrêtée, il reste à trouver le ou les candidats. Certains noms circulent mais aucun prétendant à la succession de M. Uno ne s'est pour l'instant formellement déclaré. Avec l'annonce, vendredi, par l'ex-vice-premier ministre et grand manipulateur des coulisses du pouvoir, M. Shin Kanemaru, qu'il n'avait aucune intention de se présenter, il reste comme candidat éventuel l'ancien ministre de la planification, M. Komoto, et surtout l'actuel secrétaire général du PLD, M. Hashimoto.

Ce dernier paraît le mieux placé : il appartient au clan de M. Takeshita, numériquement le plus important du PLD ; ensuite, son âge (cinquante et un ans) pourrait faire de lui un dirigeant capable de contrebalancer la popularité de M. Doi, président du PSJ, et ayant de bonnes chances de demeurer durablement en fonction. Mais le clan de l'ex-premier ministre Takeshita est loin d'être uni sur la candidature éventuelle de M. Hashimoto, qui n'a pas accompli le *curriculum* traditionnel pour prétendre au poste de chef du gouvernement (il n'a été ni ministre des affaires étrangères ni ministre du commerce international ou de l'industrie).

PHILIPPE PONS.

CHINE

Plus de nourriture spéciale ni de privilèges pour les dirigeants...

Réuni pendant deux jours à Pékin, le bureau politique du PCC a annoncé, vendredi 28 juillet, une série de mesures destinées à réduire les privilèges et à contrôler la corruption et la népotisme parmi les dirigeants et à « inspirer l'esprit du Parti et les aspirations du peuple en commençant par les dirigeants ».

Ces mesures répondent aux critiques qu'avaient faites les étudiants contre le régime.

Ainsi, à partir du 1^{er} septembre, les dirigeants n'auront plus droit à une nourriture spéciale, ils devront se déplacer en voiture chinoise et non plus étrangère, l'accès aux magasins spéciaux sera limité. Ils ne pourront plus effectuer de voyages à l'étranger en dehors de leurs fonctions et donc n'accepteront plus d'invitations, et les banquets seront interdits. Les épouses et les enfants de « hauts responsables » devront démissionner des fonctions qu'ils occupent dans des sociétés commerciales.

En même temps, deux sociétés, dont la Kanghua Development Corp., fondée par le propre fils de M. Deng Xiaoping, M. Deng Pufang, pour gérer l'argent du Fonds d'assistance aux handicapés, et qui avait été accusée de malversations, ont été fermées. D'autres, dont la société Everbright, dirigée par le beau-frère de l'ancien président Liu Xiaoli, et la CITIC (trust chargé d'attirer les investissements étrangers), feront l'objet d'une enquête.

Le régime entend ainsi redorer son image ternie non seulement par

la répression, mais surtout par la corruption. Si ces mesures sont plus précises, elles ne sont pas nouvelles. Il y a des années que les familles de dirigeants se sont vu interdire — sans effet — de faire des affaires, et que le PCC mène une lutte contre la corruption qui n'a jamais touché que des complices.

Pendant ce temps, la répression se poursuit. Un président d'université a été révoqué dans la zone économique spéciale de Shenzhen, proche de Hongkong. Selon l'agence UPI, au moins une quarantaine de personnes ont été exécutées dans la banlieue de Pékin au cours des deux dernières semaines. L'agence cite des sources chinoises et des habitants du bourg voisin du pont Marco-Polo — site traditionnel pour les exécutions capitales — qui ont entendu des coups de feu tirés au petit matin. Ces exécutions n'ont pas été annoncées par les autorités, devenues très réticentes à publier des bilans précis des arrestations et des condamnations.

● Défection d'un officier chinois à Panmunjom. Un commandant de l'armée chinoise a franchi, samedi 28 juillet, avec son épouse la ligne de démarcation séparant les deux Corées au village de Panmunjom, et a demandé à se rendre dans « un pays tiers ». D'autre part, une diplomate chinoise qui avait fait défection au Japon en juin dernier, a obtenu l'asile politique en Allemagne fédérale. — (AFP.)

Proche-Orient

Le dignitaire chiite enlevé au Liban sud pourrait servir de monnaie d'échange entre Israël et le Hezbollah

Le président Bush a implicitement critiqué, vendredi 28 juillet, l'enlèvement d'un responsable du Hezbollah pro-iranien par un commando israélien au Liban sud, affirmant que de tels actes ne servent pas le processus de paix au Proche-Orient. De son côté, le porte-parole du département d'Etat a déclaré que les États-Unis n'avaient « pas été consultés et n'étaient pas impliqués dans l'opération israélienne ». « Nous présumons

qu'il n'y a pas de rapport entre cette opération et les otages », a-t-il ajouté.

Londres craint cependant une possible répercussion sur la situation des otages détenus au Liban. Un porte-parole du Foreign Office a indiqué que la Grande-Bretagne demanderait aux Israéliens la libération du cheikh Obeid, « comme nous demandons la libération de tous les otages au Liban, qu'ils soient britanniques ou de

toute autre nationalité ». De son côté, l'archevêque de Cantorbéry, Mgr Ronald Runcie, dont l'envoyé spécial Terry Waite est otage au Liban depuis janvier 1987, a condamné « sans réserves » l'opération israélienne.

Enfin, Téhéran a qualifié, vendredi soir, l'opération d'« acte de terrorisme officiel et d'État » et a appelé « les pays islamiques à réagir ».

JERUSALEM
de notre correspondant

Le cheikh Abdel Karim Obeid a-t-il été enlevé pour servir de monnaie d'échange avec le Hezbollah dans la libération de militaires israéliens ? C'est l'hypothèse la plus plausible qui circule en Israël sur l'objectif véritable de l'opération hélicoptère menée par une unité de Tsaï, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans le village de Jibit, au Liban sud. Avec le cheikh Obeid, deux de ses adjoints ont également été capturés ; cela fait donc trois membres du Hezbollah entre les mains d'Israël, exactement le même nombre que celui des soldats israéliens détenus par l'organisation chiite pro-iranienne.

En 1986, en effet, deux militaires israéliens avaient disparu au Liban

sud, et on avait appris ensuite qu'ils avaient été capturés par le Hezbollah, tout comme un navigateur dont l'avion s'était écrasé la même année au Liban. Depuis, des informations paraissent régulièrement sur les efforts entrepris par Israël pour obtenir leur libération, mais sans résultat.

Les divers gouvernements israéliens ont toujours cherché par tous les moyens à récupérer les soldats prisonniers ou détenus en otages. Ils ont souvent accepté de relâcher un nombre extrêmement élevé de prisonniers arabes en échange de la libération de militaires israéliens, ce qui leur a valu parfois de vives critiques.

L'enlèvement du cheikh Obeid permettrait-il à Israël d'échanger ce « déséquilibré » ? Discrètement on a admis de source

militaire à Tel-Aviv que cette opération devrait effectivement permettre d'« accélérer » la signature d'un accord sur un échange de prisonniers avec le Hezbollah. Officiellement, cependant, les autorités israéliennes observent le mutisme le plus total à ce sujet.

Il a fallu attendre plusieurs heures avant que le porte-parole de l'armée confirme la capture du cheikh Abdel Karim Obeid et de ses deux adjoints. Le communiqué publié vendredi après-midi n'a apporté aucune indication sur le déroulement de l'opération. En revanche, de nombreux détails sont fournis sur le rôle du cheikh Obeid dans des attaques anti-israéliennes au Liban sud.

Les militaires israéliens expliquent que le village de Jibit, au nord de la zone de sécurité contrôlée par Israël, constitue le véritable lieu

du Hezbollah dans le secteur et une sorte de « petit Téhéran ». Et le cheikh Obeid est présenté comme le principal dirigeant de ce « lieu » : « Il prêchait et planifiait des attentats, transmettait des armes et donnait l'abri à des terroristes ».

Tout cela justifie-t-il cette opération hélicoptère et l'enlèvement du cheikh et de ses adjoints, même si la véritable raison d'être de cette action était effectivement d'« accélérer » un échange de prisonniers ? La radio israélienne a rapporté que le chef d'état-major, le général Dan Shomron, avait félicité l'unité de Tsaï qui a effectué le raid au Liban sud. Reste à savoir si cette opération aura droit également aux félicitations de la presse israélienne, qui — après le repos substatique — aura sans doute de nombreuses questions à poser.

(Interim.)

« Beyrouth, c'est fini... »

(Suite de la première page.)

La dernière semaine de bombardements, après deux mois de trêve relative, a fait, à elle seule, soixante morts et deux cent quatre-vingt blessés. Elle a eu raison des plus endurcis. « Les voisins qui n'avaient jamais quitté leur appartement en quinze ans de guerre, même durant l'invasion israélienne, ont cette fois craqué », explique Toni. Aux premières heures de l'aube, ils ont ramassé leurs affaires et ont quitté la ville. L'un d'eux a décidé d'émigrer, comme beaucoup de Libanais, même ceux appartenant aux couches les moins favorisées. Ils vendent tout pour tenter de rejoindre les lointains cousins installés à l'étranger.

L'exode est particulièrement important chez les jeunes qui veulent soit poursuivre leurs études, soit tout simplement se construire un avenir. Dans sa grande maison préservée de la banlieue sud, Inad, lui, veut rester, mais, dit-il, « si quelqu'un prend cette décision, il doit savoir qu'il ne peut rien faire, et à partir de là, bricoler sur un fond de désespoir total... » Le pire, ajoute-t-il pourtant, à son adresse, c'est le vide. Dans vingt ans, il n'y aura plus personne dans ce pays.

Si l'exode est massif à Beyrouth-Ouest, il l'est moins dans le secteur chrétien, pour la simple raison qu'il est plus difficile de le quitter. La montagne du « pays chrétien » n'est pas à l'abri des obus. Mis à part les stations de ski de Faraya et de Fakra, sur les crêtes du mont Liban, réservées aux hyper-privilegiés compte tenu des prix pratiqués, aucun coin n'est véritablement sûr et les habitants se sentent pris au piège.

Un produit de luxe : l'eau

L'unique bateau de trois cent trente places qui fait quotidiennement la liaison Jounieh-Larnaca-Jounieh est pris d'assaut chaque soir et affiche complet une semaine à l'avance. Fait nouveau, pourtant, après plus de quatre mois de ce nouvel épisode d'une guerre sans fin, beaucoup de familles qui avaient émigré se voient contraintes et forcées de rentrer au pays, la peur au ventre, après avoir épuisé leurs ressources financières.

Dans leur malheur au moins, les habitants du pays chrétien comme les Beyrouthins de l'Ouest sont unis, et les pénuries d'électricité, d'eau, de gaz parfois, de pain souvent, n'épouvantent personne. Dans la chaleur du été, le manque d'eau consécutive à l'absence quasi permanente d'électricité est le plus cruellement ressenti et les cours du précieux liquide ne cessent d'augmenter. Avec un salaire minimum de 25 000 livres, l'eau est, à Beyrouth, devenue un luxe. La mer ne peut même pas être un remède pour se rafraîchir, les plages désertées étant quotidiennement bombardées.

L'électricité, absente totalement pendant cinq à six jours d'affilée, revient quelquefois pour une à deux heures par jour, au gré des livraisons de fuel effectuées par camion à la centrale de Zouk, dans le pays chrétien depuis Tripoli, au nord du pays, sous contrôle syrien, ou Zahran au sud, tenu par la milice chiite Amal. Or, sans électricité, non seulement il n'y a pas d'eau, mais pas de réfrigérateur et, en conséquence, une obligation pour tous : faire quotidiennement le marché. Les produits alimentaires ont d'ailleurs nettement renchééri, les bouchers répercutent sur les clients l'augmentation des

coûts due à l'essence nécessaire pour faire tourner les générateurs en permanence. Réaction en chaîne qui touche aussi les boulangeries, laveries, salons de coiffure.

Dans cette situation incontrôlable où tout est permis, les Libanais pratiquent le « chacun pour soi », pour essayer de s'en sortir au mieux. Ainsi les boutiques valent-elles chez les commerçants suivant l'heure du jour, les prix des taxis augmentent-ils au gré de l'exode à l'Ouest, ou de la rareté de l'essence à l'Est, où le bidon de 20 litres s'échange au marché noir entre 8 000 et 10 000 livres. Au prix officiel, il coûte 2 600 livres.

Plus fort que la peur

La réouverture le 4 juillet des routes reliant le pays chrétien au reste du Liban a toutefois contribué à faire chuter quelque peu les prix des produits frais qui avaient atteint des sommets. Dans la montagne chrétienne, sous contrôle de l'armée syrienne et des miliciens du Parti populaire syrien (PPS), parti libanais laïque allié de Damas, la rumeur des habitants du réduit chrétien a été telle qu'il ne leur fallait pas moins de quinze heures d'attente aux barrages tenus à 20 mètres de distance par les soldats syriens, d'une part, et les brigades de l'armée libanaise fidèles au général chrétien Michel Aoun, d'autre part, pour regagner « leur » secteur.

« En moins de trois jours, nous avons été dévalisés », raconte un propriétaire de supermarché, et « nous n'avons même pu sauver un paquet de biscuits ou une boîte de conserve ».

« Les légumes et l'essence ont été plus forts que la peur », affirme un responsable du PPS, et nous avons vu des gens qui n'étaient plus venus ici depuis le début de la guerre du Liban, il y a quinze ans. Aujourd'hui, il faut encore quelques heures d'attente pour franchir les barrages. Entre les deux secteurs de Beyrouth, au passage du Mouton, c'est encore plus pour les voitures. Des milliers de piétons traversent donc chaque jour dans les deux sens. Les portefaix ont trouvé là un nouvel emploi et offrent leurs services pour transporter colis, valises, etc. d'un côté à l'autre du barrage.

Si le blocus du pays chrétien demeure, il reste toutefois très étincelant et, affirme une source portefaix de l'Est, quatre à cinq bateaux accostent presque chaque jour dans ses ports, y compris celui de Beyrouth. En fait, plus politique qu'économique, le blocus n'empêche pas le commerce qui le font qu'à ceux qui le franchissent, et son enjeu politique — le général Aoun et le camp chrétien font de sa levée un préalable à toute négociation — est plus important que son efficacité réelle. « A condition d'y mettre le prix, nous trouvons tout ce que nous voulons », affirme une mère de famille de Berout-Est, qui ajoute toutefois que « la vie ici a augmenté d'environ 50 % ces dernières semaines ».

Or, dans la tourmente, les salaires ne sont versés qu'irrégulièrement, le plus souvent ne sont payés que les employés et ouvriers qui vont à leur travail, démarche qui s'apparente parfois à un exploit. Certaines entreprises ont annulé les heures d'ouverture ou laissé à leurs salariés la liberté de choisir leurs horaires de travail en fonction des circonstances. « Les ouvriers viennent chaque matin depuis une semaine, affirme le propriétaire d'un atelier de couture, mais ils ne peuvent rien faire. Le générateur éteint en panne. » Tous

ceux qui ont été contraints à l'exode, abandonnant ainsi leur emploi, ont perdu leur source de revenus.

Beaucoup de chantiers ont dû être arrêtés, mettant en « vacances » leurs ouvriers, d'autres tournent au ralenti. Faire venir la matière première coûte de plus en plus cher, et nul n'ose garder des stocks qui risquent chaque jour de partir en fumée. De plus, la situation incertaine rend les banques d'autant plus prudentes que le vent de panique qui a suivi la chute de trois banques libanaises à Paris a amené beaucoup de petits épargnants à fermer leurs comptes dans les banques locales pour en ouvrir dans les banques étrangères. De même, dans la perspective d'un départ précipité, beaucoup de gens ont accumulé aux guichets pour retirer leurs avoirs en livres et les billets de banque manquent, ajoutant à la crise.

Dans ces conditions de vie de plus en plus difficiles dont personne ne sait combien de temps elles dureront, les bombardements jetent dans des abris insalubres ou des cages d'escalier mal protégées des centaines de milliers de gens, au milieu des cris et du bruit des tirs de l'armée israélienne et de la terreur des adultes. Il faut voir trembler ses proches, les mains sur les oreilles pour tenter d'assourdir les bruits, reconnaître dans les moindres recoins comme pour donner moins de prise aux impacts, pour comprendre toute l'atrocité de ces bombardements aveugles qui déchirent la ville.

Le cercle se resserre

« Le cercle se resserre », affirme un jeune architecte d'Achrafiyé. Il n'y a plus une famille maintenant qui ne connaisse pas une victime dans son entourage. « Véritable Vite russe, les obus pleuvent indistinctement sur tous les quartiers d'habitation au milieu desquels sont installées, à l'Est comme à l'Ouest, les batteries d'artillerie. A ce rythme, il n'y aura bientôt plus d'immuablement épargné, et, de toute façon, beaucoup n'ont plus les moyens de réparer leurs appartements. Après deux ou trois tentatives, l'envie même de le faire disparaît. Ce sont des quartiers historiques de Beyrouth, vieilles demeures libanaises qui ne seront jamais reconstruites, qui disparaissent ainsi chaque jour dans le fracas des roquettes.

Mais plus encore que ce désastre et ces destructions, ce qui pèse aujourd'hui le plus sur une population au désespoir, c'est l'absence totale de perspective. « Au moins s'il y avait une cause, s'il on savait que tout cela sert à quelque chose, peut-être pourrait-on s'accrocher », affirme une jeune femme de Beyrouth-Ouest qui se pose avec angoisse la question : « Partir pour assurer au moins les études des enfants, ou rester ? Après tout, c'est mon pays. » Mais même on n'y croit plus, explique cette femme âgée d'Achrafiyé, nous avions espéré aller à l'étranger, mais elle et nous l'avons abandonné. Alors arrêtons de rêver. Il n'y a plus d'espoir. La libération, c'est fini. Nous voulons seulement vivre ».

Vivre ou plutôt survivre, c'est le seul objectif pour les Beyrouthins, qui ont remplacé quand ils se rencontrent ou se parlent au téléphone le mot bonjour par « Hamdullah ala as-salam ». (Remerciements à Dieu d'être encore saufs et saufs.)

FRANÇOISE CHIPAUX.

IRAN : selon les premiers résultats

M. Rafsadjani est élu président de la République avec plus de 90 % des suffrages

Selon les premiers résultats de l'élection présidentielle du vendredi 28 juillet, M. Rafsadjani l'emporterait avec plus de 90 % des voix. Samedi matin, le décompte officiel lui accordait 4 175 000 voix sur 4 567 495, soit 91,4 % des suffrages. Plus de 95 % des électeurs se sont en outre prononcés en faveur de la réforme de la Constitution.

Dès vendredi soir, les autorités iraniennes s'étaient félicitées du bon déroulement de la double consultation organisée pour élire le président de la République et se prononcer sur des amendements à la Constitution. « Tout s'est déroulé sans aucun incident, en dépit de conspirations pour torpiller les élections », a déclaré M. Mohtachami, le ministre de l'Intérieur. Ouverts à 7 heures, les bureaux de vote ont fermé leur porte à 21 heures. Cette fermeture, prévue pour 17 heures, avait été repoussée à deux reprises « en raison de la forte participation des électeurs », selon le ministre de l'Intérieur.

Les résultats de l'élection présidentielle et du référendum constitutionnel ne faisaient d'ailleurs aucun doute. L'unique souci des organisateurs était d'assurer une participation massive.

Participation et devoir divin

Tout avait d'ailleurs été fait dans ce sens. Tout dans la matinée, la télévision, qui est dirigée par le propre frère de M. Rafsadjani, avait commencé ses émissions en lançant des appels à la participation. « Je vote, tu votes, nous votons pour la liberté et l'indépendance, afin que nos enfants vivent heureux, en bonne santé et fiers grâce à la révolution », répétait inlassablement une ritournelle publicitaire diffusée à la radio et à la télévision.

Le thème central de cette journée électorale a donc été celui de la participation, « devoir divin » selon les principes prônés par l'imam Khomeiny. Les slogans appelant à « participer » apparaissaient sur de nombreuses banderoles tendues à travers les avenues de la capitale et sur des ballons captifs jaunes, immobiles dans le ciel. Pour donner l'exemple, tout ce que le système compte de personnalités religieuses avaient voté, tôt le matin, notamment dans le nord de la capitale, à Djennar, quartier où réside l'imam Khomeiny.

Plusieurs jours avant la double consultation, les plus hauts dignitaires du régime avaient appelé le peuple à voter massivement afin de « jeter à bas les espions du pays de l'arrogance, dévaliser les ennemis de la révolution et satisfaire ses amis ». Le quotidien Jomhuri Islami écrivait de son côté : « Chaque bulletin de vote est une balle tirée dans le camp des ennemis de l'Iran. » (Reuter, AFP, UPI.)

Amériques

ARGENTINE : sur la question des Malouines et les relations avec Washington

Le nouveau pragmatisme diplomatique de Buenos-Aires

Le nouveau gouvernement péroniste argentin, qui a pris ses fonctions le 8 juillet dernier, vient de faire connaître ses projets concernant deux importants dossiers.

De source proche du ministère de la défense, on indiquait que le gouvernement envisageait l'amnistie pour les 300 officiers impliqués dans les trois maritimes qui ont ébranlé le pouvoir de l'ancien président Alfonsín, en 1987 et 1988. Au sujet du conflit des Malouines, le président Carlos Menem a demandé à son ministre des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, de prendre contact avec les autorités britanniques en laissant de côté la question de la souveraineté des îles Malouines.

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Le président Carlos Menem veut placer la gestion de son gouvernement sous le signe du pragmatisme. Son ministre des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, préfère le « réalisme » pour définir la nouvelle diplomatie argentine. Simple manne de vocabulaire car, en un peu plus de quinze jours de gouvernement, les grands axes de la politique étrangère du pouvoir péroniste furent clairement tracés à partir des besoins économiques d'un pays en crise qui cherche des alliés généreux. Après des années d'impasse, Buenos-Aires a annoncé sa volonté de normaliser ses relations avec la Grande-Bretagne. Celles-ci sont suspendues depuis la guerre des Malouines en 1982. Cette ouverture en direction de Londres veut aussi avoir un écho dans le reste de l'Europe.

« Une des raisons fondamentales pour lesquelles nous voulons avancer dans la normalisation des relations (avec la Grande-Bretagne) est que l'Argentine a besoin d'une relation sans obstacle avec la CEE », explique M. Cavallo. Flatte, l'approche prudente « à petits pas » du gouvernement argentin, butant sur l'écueil de la souveraineté sur les deux îles de l'Atlantique sud, la diplomatie argentine actuelle se déclare prête à « lever tous les obstacles, mais dans le contexte d'un règlement global », a précisé le ministre.

M. Menem avait pris l'initiative, au lendemain de son entrée en fonction, en proposant que le thème de la souveraineté soit mis « sous une cloche de verre ».

La levée des barrières commerciales contre les produits britanniques et la déclaration de la fin des hostilités — formalité que l'Argentine n'a pas encore remplie — ont été évoquées comme gages de bonne volonté.

La multiplication de déclarations parfois contradictoires, a dans un premier temps, surpris Londres, peu habituée à cette diplomatie médiatique. La Grande-Bretagne a réagi avec prudence, attendant qu'un message concret lui soit transmis. C'est samedi-tail chose faite, par le biais du Brésil, alors que le président Sar-

guinetti d'Uruguay évoquait la question de l'Argentine avec M. Thatcher, à Paris, lors des cérémonies du Bicentenaire.

Encouragements américains

La première rencontre directe entre des fonctionnaires argentins et britanniques ne se produira certainement pas avant plusieurs mois, mais il est indéniable que plus de chemin a été parcouru en quinze jours que pendant les cinq années antérieures. L'initiative argentine a reçu les encouragements de l'administration américaine, un aval auquel le gouvernement Menem donne une importance particulière. Il fonde en effet l'essentiel de ses espoirs sur Washington en matière d'aide économique directe ou indirecte, à travers les organismes financiers internationaux. Le gouvernement péroniste cherche à éviter tout incident dans ses relations avec les États-Unis : « Si nous voulons sortir de cette situation, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de nous affronter aux États-Unis », admet le président Menem. Il est prêt à relativiser certaines prises de position du gouvernement antérieur sur l'Amérique centrale ou sur Panama, par exemple, des crises à l'égard desquelles le gouvernement Alfonsín voulait voir se développer une politique latino-américaine. « Nous ne ferons pas de Panama ou de l'Amérique centrale un thème central de notre politique extérieure », annonce M. Cavallo, un économiste de formation, diplômé de Harvard.

Depuis sa désignation, le ministre s'est rendu à deux reprises à Washington, où il s'est entretenu avec des responsables du département d'Etat mais aussi du Trésor. La première visite du président Menem hors de la région, sera pour les États-Unis, où il prononcera, en septembre prochain, un discours devant les Nations unies et rencontrera le président Bush. L'importance accordée à l'Amérique du Nord ne signifie pas, cependant, l'absence de M. Menem, que l'Argentine sera absente des forums latino-américains. Il est clair toutefois qu'elle y mettra plus l'accent sur les thèmes économiques que politiques.

EDITH CORON.

PÉROU : dans son dernier message au Congrès

Le président Garcia adopte un ton serein

LIMA
de notre correspondant

« Les nuages noirs s'éloignent... » Le président Alan Garcia a conclu ainsi, vendredi 28 juillet, son dernier message adressé au Congrès à l'occasion de la fête nationale du Pérou, faisant montre d'un certain optimisme au moment où le pays traverse pourtant la plus grave crise — économique, sociale, morale — de son histoire républicaine.

Le chef de l'Etat social-démocrate a surpris par le ton posé, serein même, de son discours, lui qui avait habitude son auditoire à des accusations stridentes et à des décisions impensables : le 28 juillet 1985, en arrivant au pouvoir, il avait déclaré la guerre aux créanciers du Pérou et au FMI, en annonçant qu'il ne consacrerait plus que le dixième des exportations au remboursement de la dette ? Le 28 juillet 1987, il avait lancé l'étatisation du système financier sans bien mesurer la levée de bouillottes que celle-ci produirait de la part de la bourgeoisie et même de certains secteurs de la classe moyenne.

« Le bilan est humble, car le moment est difficile », a résumé M. Garcia, en abordant successivement les deux principaux thèmes de l'actualité : terrorisme et hyperinflation. Il a rappelé qu'en un an les « terroristes » — essentiellement les guérilleros du Sentier lumineux — ont assassiné 776 civils, 166 policiers, 98 militaires et 87 fonctionnaires, dynamité 221 pylônes électriques de haute tension et déclenché plusieurs « grèves armées ». En réponse à l'activité croissante de la subversion, a-t-il ajouté, « toutes les armes du pays ont été mobilisées

contre elle, et j'ai décidé d'appuyer, personnellement, sur le plan politique et économique, l'armée. (...) Des hélicoptères sont entrés en action (particulièrement dans la riche vallée du Haut-Huallaga, tenue sous la coupe des trafiquants de cocaïne et du Sentier lumineux), et des progrès significatifs ont lieu ». Le président propose au Congrès la création de tribunaux militaires, ce que l'armée exige depuis des années.

Sur le plan économique, il a reconnu que la crise est « dramatique (...) » mais que « la pire apparition du passé ». « Suite aux corrections drastiques mises en place à partir de septembre 1988, a-t-il conclu, les statistiques sont encourageantes. » En effet, les exportations ont augmenté de 33 % depuis le début de l'année, en comparaison avec la même période de l'année précédente, alors que les importations ont diminué dans la même proportion.

A l'approche des élections — municipales et régionales le 12 novembre, présidentielles et parlementaires le 8 avril 1990 — le président a fait allusion à certains opposants de droite qui auraient frappé aux portes des garnisons pour tenter de provoquer un putsch et qui exigeraient maintenant la présence d'observateurs internationaux afin de garantir l'impartialité des scrutins. Le chef de l'Etat a garanti « une élection absolument transparente », soulignant le fait que son régime a respecté, sans aucune restriction, la liberté de la presse et supporté avec stoïcisme les attaques « belliqueuses » de la droite.

NICOLE BONNET.

مخدان الشعل

Amériques

ÉTATS-UNIS : les soupçons d'espionnage sur un diplomate américain

Vienne confirme un lien entre M. Bloch et un agent présumé du KGB

M. Félix Bloch, ancien ministre des États-Unis, soupçonné d'espionnage au profit de Moscou, a eu des contacts réguliers avec un agent présumé du KGB qui voyageait avec un « passeport finlandais falsifié », a déclaré, vendredi, M. Robert Danzinger, directeur général de la sûreté autrichienne.

Le diplomate américain, qui est toujours libre de ses mouvements aux États-Unis mais placé sous haute surveillance, était en poste d'août 1980 à août 1987 à Vienne (le *New York Times*). Selon le *New York Times*, M. Bloch aurait admis avoir travaillé pour les services secrets soviétiques pendant de « longues années » et avoir reçu « beaucoup d'argent du KGB ».

La sûreté autrichienne avait obtenu, le 23 juin dernier, des indications du FBI, son homologue américain, selon lesquelles M. Bloch aurait rencontré un agent du KGB pendant son dernier séjour à Vienne. L'agent était détenteur d'un passeport délivré par l'ambassade de Finlande à Vienne, a précisé M. Danzinger, et prétendait mener des affaires pour le compte d'une société finlandaise en relations avec le groupe américain IBM. M. Bloch et cet agent avaient tous deux une liaison à Vienne avec deux Autrichiennes qui n'étaient pas au courant de leurs activités. Les enquêteurs autrichiens ont encore précisé qu'il existait des « photographies » montrant un lien entre le diplomate américain et l'agent présumé du KGB.

M. Loeschak, a aussi indiqué que la sûreté fédérale américaine avait remis aux autorités autrichiennes une « liste » de personnes à interroger, sur laquelle figure M. Alois Mock, ministre autrichien des affaires étrangères. M. Mock a déjà amplement commenté ses rapports avec M. Bloch, qu'il avait rencontré pour la première fois en 1957 à l'université de Bologne (Italie), et il s'est déclaré « profondément bouleversé » par l'affaire.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Egor Gromyko, a déclaré : « On dit que c'était un bon diplomate. Il n'a eu aucun rapport avec nous, aucun rapport qui puisse susciter la moindre suspicion. » — (AFP.)

CHILI : la réforme constitutionnelle

Un référendum qui est une simple formalité

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

C'est presque dans l'indifférence que les électeurs chiliens s'apprêtent à voter dimanche 30 juillet. La participation massive au scrutin est cependant assurée, car l'abstention est punie d'une forte amende. Mais, comme la quasi-totalité des forces politiques s'est prononcée pour le « oui » au projet de réforme constitutionnelle, le référendum n'est plus qu'une simple formalité.

La campagne électorale s'est d'ailleurs réduite à la présentation de spots télévisés par les partis légaux, sans rassemblements ni manifestations. Seules deux petites organisations appellent à voter « non » : le Parti du Sud, qui regroupe d'anciens militants d'extrême droite critiques à l'égard du régime, ainsi qu'une fraction minoritaire socialiste. Les communistes, partisans du vote nul, « pour ne pas cautionner la Constitution de Pinochet », n'ont, eux, guère cherché à populariser leur position.

« Un premier pas »

Pas moins de cinquante-quatre amendements constitutionnels sont soumis à l'approbation des électeurs. Rien par les amendements, mais les plus importants ont été largement divulgués et commentés par la presse. Ainsi le « oui » l'emportant à coup sûr, l'article « antimarxiste » sera supprimé, et l'exil ne figurera plus parmi les mesures applicables pendant la durée des états d'exception. Le nombre des sénateurs élus sera augmenté, afin de diminuer l'influence de ceux qui seront désignés par le chef de l'État, et la durée du prochain mandat présidentiel sera ramenée de huit à quatre ans.

« C'est un premier pas », commente-t-on dans les partis d'opposition. Car, si on n'achève pas leur intention de procéder à une nou-

velle révision, si les deux tiers du prochain Parlement, requis pour modifier la Constitution, s'y montrent favorables. Mais le consensus entre le gouvernement et les formations de la Concertation pour la démocratie s'arrête là, le pouvoir étant incliné à considérer la présente réforme comme un parachèvement de l'ordre constitutionnel.

Rapprochement des modérés

Quoi qu'il en soit, l'accord autour de l'actuelle modification aura scellé le rapprochement des modérés des deux bords. On n'avait pas vu MM. Particio Aylwin et Sergio Onofre Jarpa aussi souvent ensemble depuis les derniers temps du régime de l'Unité populaire, lorsque l'actuel président de la Démocratie chrétienne et le leader conservateur menaient l'offensive contre le président Salvador Allende.

Mais le maître d'œuvre de la réforme est sans aucun doute le ministre de l'Intérieur et chef du gouvernement, M. Carlos Cerros, qui a su, non seulement trouver un terrain d'entente avec l'opposition, mais encore contrebalancer les réticences du général Pinochet et des « durs », pour lesquels la Constitution, il y a encore quelques mois, était « immuable ».

Le succès de M. Cerros aurait été impensable sans l'appui des forces armées. Après le cuisant échec de leur candidat au plébiscite de l'an dernier, l'approbation consensuelle du projet de réforme constitutionnelle pourrait présenter l'avantage de relancer un prestige terni par deux ans d'exercice du pouvoir. Les mois qui restent, avant les élections générales de décembre, pourraient être mis à profit pour que s'établisse un dialogue entre l'opposition et les militaires. Les commandants en chef de l'aviation et des carabiniers ont récemment donné leur assentiment.

GILLES BAUDIN.

Vent de moralisme à Washington...

Croisade parlementaire contre les œuvres d'art « obscènes et indécentes »

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Évidemment, c'était une journée d'été étouffante à Washington et les trop rares sénateurs présents, alignés sur leurs bancs en fin de journée, n'étaient pas prêts à se battre lorsque, au détour d'un interminable débat budgétaire, le sénateur ultra-conservateur de Caroline du Nord, le républicain Jesse Helms, leur a annoncé, presque par surprise, à une voix de majorité, un amendement pour interdire le financement de certaines œuvres d'art.

Estimant qu'en donnant des fonds publics à une catégorie particulière d'artistes, le contributeur en avait fait un peu trop pour son argent, M. Helms a mis à l'index les œuvres « obscènes et indécentes » qui, selon lui, déshonorent la religion et l'individu. Entre autres celles qui traitent de

« sado-masochisme, de l'exploitation des enfants » et de ce que le sénateur appelle, avec une précision attentive, l'« homo-érotisme ». « Pourquoi faudrait-il donner carte blanche à des artistes pour utiliser l'argent de nos impôts à produire pareilles cochonneries ? », s'est-il indigné.

Premier visé par cette nouvelle « censure » budgétaire-moraliste du Congrès, deux fondateurs artistiques très actifs, le Centre d'art contemporain de Winston-Salem, en Caroline du Nord, et l'Institut d'art contemporain de Philadelphie, qui se voient retirer toute aide fédérale pour les cinq ans à venir. Et ce pour avoir organisé les expositions des travaux de deux photographes très controversés, Robert Mapplethorpe et André Serano. Le premier est spécialisé dans l'érotisme sado-masochiste, l'autre expose, entre autres, un « crucifix en plastique immergé dans l'urine de l'artiste ».

Pour M. Helms, dont les audaces artistiques, d'après les indications du *New York Times*, ne vont pas au-delà d'une marine ou d'un paysage champêtre ennuyé, ces deux expositions avaient été un véritable choc. Mais pas seulement pour cet aigle sénateur, bien connu pour ses croisades anti-homosexuelles, car déjà, dans un premier vote, la Chambre des représentants avait décidé la suspension des crédits (45 000 dollars) pour les deux fondations incriminées.

En attendant, l'amendement Helms — qui doit prochainement être débattu, en dernier ressort, lors d'une séance de coordination entre la Chambre et le Sénat — a plongé dans une grande angoisse la communauté artistique américaine, qui y voit la porte ouverte à toutes les censures. Il a également provoqué un profond malaise parmi les membres du Congrès, qui, hypocritement, seraient

bien voulu régler « entre eux », sans la publicité de la presse, ce débat sur l'art qui traîne depuis quelques mois. Les plus embarrasés étant les démocrates, qui, s'ils sont peu nombreux à goûter les « coquilles » de M. Serano, ne sont pas prêts à jouer les censeurs. Seulement, l'amendement est si bien formulé qu'il est difficile, non l'un d'eux, de s'y opposer « sans se faire mal de supporter de la pornographie ». En cette année de compétition entre démocrates et républicains, il est difficile de ne pas prêter le flanc à la vague de moralisme ambiant que les républicains ont su si bien exploiter à leur profit ces derniers temps. Et le représentant démocrate de l'Illinois, M. Sidney Yates, de conclure, désabusé : « Ce serait tout de même un combat pour le pays de la libre expression de devenir comme l'URSS, où le gouvernement dit à ses artistes ce qu'il faut faire ou ne pas faire. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Diplomatie

La conférence de Paris sur le Cambodge tente de mettre fin à dix-neuf ans de guerre

(Suite de la première page.)

Le prince Sihanouk, en particulier, n'a jamais caché sa répulsion pour les « Dracula » ou les « Hitler » khmers rouges — « rouges mais khmers », ajoutait-il pour la différencier des « traitres » de Phnom-Penh.

Nation affaiblie par des siècles de grignotage de la part de ses voisins siamois (ou thaïlandais) à l'ouest et vietnamiens à l'est, miné par les querelles intestines, le Cambodge avait été « sauvé » — ainsi le veut l'histoire — de la disparition par l'arrivée des Français. La paix ne survint pas vingt ans à leur départ, en dépit de la subtilité diplomatique du roi devenu prince Sihanouk. Celui-ci pensait avoir contracté la bonne police d'assurance en fermant les yeux sur l'approvisionnement des révolutionnaires vietnamiens au sud du 17^e parallèle. Il contenait aussi la dissidence de quelques bandes de khmers rouges dirigés par le mystérieux Pol Pot.

D'un Kampuchéa à l'autre

Cette alliance n'empêcha pas la guerre d'embraser le pays en 1970, permettant aux khmers rouges, soutenus de leur nationalisme, de conquérir le pouvoir. On connaît la suite, les Cambodgiens ne l'oublieront pas de sitôt. Avant même leur entrée dans Phnom-Penh le 17 avril 1975, les khmers rouges, avec leur xénophobie maladroite, s'en étaient pris à leurs alliés vietnamiens. D'accrochages en tueries, les frères ennemis du communisme indochinois se retrouvèrent en guerre fin 1977. Le 7 janvier 1979, les troupes de Hanoi, amenant avec elles des transfuges khmers rouges, chassèrent M. Pol Pot, contraint de se réfugier à la frontière thaïlandaise.

Soutenu militairement par le Vietnam, qui n'avait jamais caché son désir d'inclure le Cambodge et le Laos dans une entité indochinoise sous sa houlette, une nouvelle équipe s'installa à Phnom-Penh. Autour d'un noyau de khmers rouges repentis ou qui avaient fui à temps les purges — comme le numéro un du régime, M. Hun Sen — et de survivants de l'ancien, la République populaire, qui avait remplacé le Kampuchéa démocratique, allait avoir de la peine à faire reconnaître sa légitimité.

Le siège du Cambodge aux Nations unies finit — et reste — désemparé par le Kampuchéa démocratique. Les pays occidentaux comme la France, qui n'avaient pas de relations avec M. Pol Pot, ne reconnaissaient aucun régime. Les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) étaient fermement opposés à la mainmise vietnamienne sur le Cambodge. Hanoi, qui avait dû faire face en février 1979 à une « leçon » chinoise, ne retrouvait cloué au pilori par la communauté internationale, bloc soviétique exclu, comme agresseur. Le drame des réfugiés cambodgiens mourant de maladie ou de la guerre avait ému le monde entier.

Après avoir longuement hésité, le prince Sihanouk, puis M. Son Sann, son ancien premier ministre, avaient conclu une alliance de circonstance avec les khmers rouges, dont les troupes étaient les plus nombreuses et bénéficiaient du soutien ouvert de Bangkok et de Pékin. Ils profitaient ainsi de la légitimité internationale du Kampuchéa démocratique et des motifs de l'aide accordée aux khmers rouges. Pour être plus précises, ces derniers avaient remplacé M. Pol Pot — qui continuait de tirer les ficelles — par M. Khieu Samphan, et aboli leur Parti communiste.

Les choses ont ainsi traîné pendant des années. Une conférence internationale organisée par les Nations unies à New-York en 1981 ne permit pas de déboucher la situation. Le régime de M. Hun Sen profitait du boucher vietnamien pour se consolider, sans parvenir néanmoins à réduire la résistance. Bien qu'en proie à de graves difficultés économiques, Hanoi rechignait à abandonner le Cambodge. Devant la duplicité des khmers rouges qui attaquèrent ses partisans, le prince Sihanouk hésitait entre rester à la tête de la coalition et reprendre sa liberté.

Les effets de la détente

C'est dans ce contexte, auquel s'ajoutaient l'annonce de détente internationale qui suivit l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev en 1985, la normalisation progressive sino-soviétique et les pressions exercées par le Kremlin sur Hanoi pour mettre fin à la crise indo-

chinoise, que le contact s'amorça entre les deux camps. C'est ainsi qu'il fallut attendre le 15 décembre 1987, à l'Élysée, pour que le prince de son allié Khieu Samphan, à l'image déplorable, lui proposât la présidence de son régime qui restait dominé par un parti communiste, alors que le prince exigeait un

travail, espérant qu'un jour le pouvoir serait remis à lui seul. Il tentait de déceper les membres de la coalition, d'éloigner le prince de son allié Khieu Samphan, à l'image déplorable, lui proposât la présidence de son régime qui restait dominé par un parti communiste, alors que le prince exigeait un

Les participants

La conférence de Paris sur le Cambodge réunit dix-neuf pays — en comptant le Cambodge, dont les quatre factions seront assises derrière un panneau au nom de leur pays — et les sept membres du Conseil des Nations unies. A l'exception de l'Inde, qui a envoyé un vice-ministre, et du Zimbabwe — au nom du Mouvement des non-alignés — qui a délégué un haut fonctionnaire, tous les pays seront représentés par leurs ministres des affaires étrangères. Voici la liste des participants, par ordre alphabétique : Australie (M. Gareth Evans), Brunei (prince Mohamed Bolkiah), Canada (M. Joe Clark), Chine (M. Qian Qichen), États-Unis (M. James Baker), France (M. Roland Dumas), Inde (M. Narwar Singh), Indonésie (M. Ali Alatas), Japon (M. Hiroshi Mitsuoka), Laos (M. Phoum Sipaseuth), Malaisie (Dutuk Haji Abu Hassan Omar), Philippines (M. Raul Manglapus).

Royaume-Uni (M. John Major), Singapour (M. Wong Kan Seng), Thaïlande (M. Siddhi Savetala), URSS (M. Egor Gromyko), Vietnam (M. Nguyen Co Thach), Zimbabwe et Nations unies (M. Javier Perez de Cuellar).

Les quatre parties cambodgiennes réunies en une seule délégation après de laborieuses négociations sont représentées, par ordre d'âge, par M. Son Sann (nationaliste du FNLPK, Front national de libération du peuple khmer), le prince Norodom Sihanouk (chef de la coalition tripartite de la résistance et chef du FUNCINPEC, Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif), MM. Khieu Samphan (khmer rouge) et Hun Sen (premier ministre du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh, récemment rebaptisé État du Cambodge).

amoral, au grand dam des khmers rouges ; il faudra du temps pour convaincre Pékin de se résigner à ce dialogue.

Il se revivront deux fois en France, puis en Indonésie. Dialogue difficile entre deux hommes si différents, pour savoir en fait comment se partager le pouvoir, chacun tentant de prendre l'avantage sur l'autre. M. Hun Sen était brisé par la tutelle vietnamienne et par les Soviétiques, le prince devait tenir compte des résistances des khmers rouges et de M. Son Sann, ainsi que des pressions de l'ASEAN et de Pékin.

Le prince Jouis de son entourage international, de son prestige auprès de ses anciens sujets. M. Hun Sen, âgé de moins de quarante ans, jouait la mon-

gouvernement à quatre charges de préparer des élections libres. Le prince ne pouvait rompre une alliance mal comprise par l'opinion, de peur de se retrouver en face à Hanoi et à Phnom-Penh. En attendant, avec son fils Ranariddh, il renforçait son armée, l'ANS.

Sous la pression des Soviétiques et sans doute aussi par lassitude dans un pays qui, plus de dix ans après la fin de la guerre, continuait de souffrir dans la misère, soucieux d'obtenir une aide à la reconstruction, le Vietnam annonça un calendrier de retrait de ses troupes ; en avril dernier, le chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, fit le départ du dernier « bodin » du Cambodge au 30 septembre, date qui

viendrait d'être avancée au 27. Une des conditions mises par la Chine était ainsi remplie. Pékin avait pour sa part affirmé, il y a un an, par la voix du secrétaire général du PCC d'alors, M. Zhao Ziyang, son opposition au retour des khmers rouges au pouvoir. M. Hun Sen libéralisait quelque peu son régime, auquel il vient de donner un nouveau nom, celui d'État du Cambodge. Le drapeau se mettait en place pour une solution.

Comme en Afghanistan

Cette conférence internationale — à l'instar de celle de Genève en 1954 sur l'Indochine — que réclamait le prince pour résoudre un conflit qui, selon lui, opposait avant tout les Cambodgiens au Vietnam, Paris lui proposa de l'organiser. Ce ne fut pas simple. Il fallut des trécaux de diplomatie pour mettre à l'unisson les grandes puissances et les principaux protagonistes, l'ASEAN et le Vietnam.

Hanoi ne voulait pas entendre parler de contrôle international et de « casques bleus » sous l'égide de l'ONU ; l'ASEAN hésitait devant une conférence que certains craignaient prématurée. L'Indonésie avait préféré qu'elle se tienne chez elle comme les réunions entre khmers, vietnamiens et ASEAN, appelées JIM I et JIM II. Finalement la date en était fixée au 30 juillet. Au bout de trois jours, les ministres des affaires étrangères devaient offrir la place à des commissions d'experts.

Contrairement à la Conférence de Paris sur le Vietnam — qui s'était également tenue avenue Kléber — celle sur le Cambodge n'a pas pour objet de régler un accord mais de parvenir à en arracher un. Ce sera plus délicat, même si l'atmosphère de détente et la profonde lassitude des protagonistes poussent au compromis. D'autant que les quatre parties khmères ont montré tout au long de la semaine qu'elles avaient se quereller, y compris sur des points de procédure comme sur la forme de leur représentation à la réunion.

A moins de parvenir à un décapage des aspects international et intérieur du problème — solution apparemment préférée de Phnom-Penh et de Hanoi — qui avait été appliquée à l'Afghanistan avec les conséquences que l'on sait —

qui laisserait pendant le conflit sur le terrain, ou de conclure un compromis de façade avalisé par le fait accompli, c'est-à-dire le régime communiste en place à Phnom-Penh, un accord sera difficile à fomenter entre la vingtaine de participants. Peut-être faudra-t-il que les grandes puissances exercent leur influence sur les khmers et les vietnamiens.

Car, à la veille de la réunion, alors que les ministres arrivent les uns après les autres, des problèmes de fond restent en suspens : quelle sera l'attitude de la Chine revenue à un régime pur et dur ? Il semble qu'elle souhaite tirer profit de la conférence pour réintégrer une communauté internationale qui la boude depuis le massacre de la place Tiananmen ; mais on ne peut conclure qu'elle se brique sur le sort de ses alliés khmers rouges.

Le Vietnam et ses protégés refusent toujours un contrôle international de l'accord, qui permettrait d'assurer le désarmement et de la bonne conduite des khmers rouges — pierre d'achoppement permanente — puis d'en intégrer les plus « présentables » ; ce qui permettrait d'écarter les extrémistes comme MM. Pol Pot et Ieng Sary, et d'éviter la poursuite de la guérilla après la signature d'un accord. Le prince Sihanouk sent le piège : la poursuite de la dissidence khmère rouge pourrait, selon lui, servir d'alibi à un retour des troupes vietnamiennes. De même refuse-t-il d'admettre que des élections contrôlées par le gouvernement de M. Hun Sen puissent être vraiment libres.

Ce dernier, auquel la conférence, comme son audience jendi à Matignon, ont conféré une reconnaissance internationale de *facto*, pourrait se résigner à un échec dans lequel il aurait moins à perdre que ses rivaux. Ce qui lui éviterait d'avoir à partager le pouvoir non seulement avec ses anciens camarades khmers rouges, mais avec un prince Sihanouk dont on ne saurait sous-estimer la popularité et la route derrière les imprévisibles échos. La guerre, alors, affirme le prince, continuerait comme avant contre la présence « déguisée » des vietnamiens.

Trois jours pour réussir, le pari de la diplomatie française est audacieux. Parviendra-t-elle à effacer deux décennies de haines et à résoudre autour d'une table un conflit insoluble sur le terrain ?

PATRICE DE BEER.

Politique

La répression des délits d'initiés

Le Conseil constitutionnel a neutralisé ou censuré des prérogatives de la COB jugées exorbitantes

Les sénateurs auteurs du recours contestent la conformité à la Constitution des articles 15, 16 et 43 de la loi relative à la sécurité et à la transparence du marché financier.

Article 5 (pouvoirs de sanction de la Commission des opérations de Bourse). Le Conseil constitutionnel indique d'abord « que le principe de la séparation des pouvoirs, non plus qu'aucun principe ou règle de valeur constitutionnelle ne fait obstacle à ce qu'une autorité administrative, agissant dans le cadre de prérogatives de puissance publique, puisse exercer un pouvoir de sanction des infractions à l'ordre des marchés financiers ».

Le Conseil recense ensuite diverses critiques formulées par les auteurs du recours à l'encontre de cet article, dont celle d'une violation du principe selon lequel une même personne ne peut pas être punie deux fois pour le même fait. Applicable en cas de sanctions pénales, ce principe ne l'est pas en cas de cumul entre sanctions pénales et sanctions administratives.

Invocant l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (« la loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires »), le Conseil constitutionnel indique alors :

« (...) A l'encontre des auteurs des pratiques contraires aux règles qu'elle établit et qui sont soumis à homologation, la Commission des opérations de Bourse, pour autant que lesdites pratiques tombent sous le coup de l'incrimination prévue par l'article 9-2 de l'ordonnance du 28 septembre 1967, est habilitée à prononcer soit une sanction pécuniaire qui ne peut excéder 10 millions de francs, soit, lorsque des profits ont été réalisés, une sanction pécuniaire qui peut atteindre le double de leur montant ; (...) le résultat du texte de l'article 9-2 ajouté à l'ordonnance par l'article 3-III de la loi déférée que sont susceptibles d'être sanctionnées les pratiques qui ont pour effet de « porter atteinte à l'égalité d'information et de traitement des investisseurs ou à leurs intérêts » ou de « faire bénéficier les émetteurs et leurs investisseurs des avantages d'intermédiaires contractuels à leurs obligations professionnelles ».

« (...) Ces incriminations sont susceptibles de recouvrir des agissements qui sont eux-mêmes constitutifs de délits boursiers ; (...) au nombre de ces délits, il y a lieu de mentionner le délit d'initié, prévu et réprimé par l'article 10 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 tel qu'il est modifié par

Le Conseil constitutionnel a, à l'issue de l'examen du recours formé par des sénateurs de l'opposition, sous la conduite de M. Etienne Dailly, et dirigé contre la loi relative à la sécurité et à la transparence du marché financier.

Dans ce texte qui confère de nouveaux pouvoirs à la Commission des opérations de Bourse, le Conseil constitutionnel a neutralisé la possibilité de sanctions financières, administratives et judiciaires qui auraient pu, en se cumulant, atteindre des montants particulièrement importants.

Surtout, il a censuré l'article 10 de la loi, qui donnait à la COB le pouvoir de se constituer partie civile et de déclencher l'ouverture de poursuites pénales tout en exerçant ses propres prérogatives d'investigations et de sanctions.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, s'est aussitôt « félicité » de la décision du Conseil constitutionnel.

l'article 7 de la loi déférée, le délit de fausse information, prévu et réprimé par le dernier alinéa de l'article 10-1 précité tel qu'il est modifié par l'article 5-II de la loi déférée, ainsi que le délit de manipulation des cours, prévu et réprimé par l'article 10-3 ajouté à l'ordonnance du 28 septembre 1967 par l'article 17 de la loi n° 88-70 du 22 janvier 1988 ; (...) chacun de ces délits est passible d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 6 000 francs à 10 millions de francs, dont le montant pourra être porté au-delà de ce chiffre, jusqu'au double du montant du profit éventuellement réalisé, sans que l'amende puisse être inférieure à ce même profit ».

« (...) Sans doute (...) l'article 9-2 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 prévoit que le montant de la sanction pécuniaire prononcée par la Commission des opérations de Bourse « doit être proportionné à la gravité des manquements commis et en relation avec les avantages ou les profits tirés de ces manquements ».

Proportionnalité

« (...) La possibilité n'en est pas moins reconnue à la Commission des opérations de Bourse de prononcer une sanction pécuniaire pouvant aller jusqu'au double du montant des profits réalisés par l'auteur de l'infraction et qui est susceptible de se cumuler avec des sanctions pénales prononcées à raison des mêmes faits et pouvant elles-mêmes atteindre un montant identique ; (...) si l'éventualité d'une double procédure peut ainsi conduire à un cumul de sanctions, le principe de proportionnalité implique que, en tout état de cause, le montant global des sanctions éventuellement prononcées ne dépasse pas le montant le plus élevé de l'une des sanctions encourues ; (...) il appartient donc aux autorités administratives et judiciaires compétentes de veiller au respect de cette exigence dans l'application des

dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1967 modifiée :

« (...) Sous cette réserve, l'article 3 de la loi déférée n'est pas contraire à la Constitution ».

Article 15 (dispositions applicables aux procédures d'offre publique d'achat ou d'échange, de maintien de cours et d'offre de retrait). Le Conseil constitutionnel n'a pas suivi les auteurs du recours selon lesquels le législateur aurait dû établir lui-même les règles (qui seront fixées par la COB) destinées à assurer l'égalité entre actionnaires et la transparence du marché. Seule incombait au législateur l'obligation de déterminer la matière « les principes fondamentaux ».

Article 36 (composition des actifs des organismes de placement collectif en valeurs mobilières).

Le Conseil observe : « Le paragraphe V de l'article 36 de la loi déférée a pour objet d'ajouter à l'article 25 de la loi du 23 décembre 1988 un alinéa supplémentaire ainsi conçu : « Des règles différentes selon les catégories d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières peuvent être prévues par le décret ».

« (...) Les auteurs de la saisine font valoir que ces dernières dispositions désastrent le pouvoir législatif en violation des articles 34 et 38 de la Constitution :

« (...) La détermination des catégories d'obligations applicables aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières met en cause un principe fondamental du régime de la propriété et des obligations civiles et commerciales relevant, aux termes de l'article 34, de la Constitution, du domaine de la loi ; (...) dès lors, il n'appartient pas au législateur de confier au gouvernement, sans restriction, le pouvoir de fixer « des règles différentes selon les catégories d'organismes de placement en valeurs mobilières » en ce qui concerne la composition de leurs actifs ; il y a donc lieu de déclarer non conformes à la Constitution les dispositions du paragraphe V de l'article 36 ».

Article 43 (date d'installation de la COB dans sa nouvelle composition). Le Conseil répond aux auteurs du recours que « le législateur n'a pas méconnu l'étendue de sa compétence dès lors, d'une part, que la désignation des membres de la Commission des opérations de Bourse, dans sa nouvelle composition, devra intervenir au plus tard à l'expiration du mandat des membres la composant présentement, et que, d'autre part, le ministre chargé de l'économie sera tenu de constituer, sans délai, la date d'installation de la Commission dans sa nouvelle composition ».

Le Conseil examine enfin l'article 10 de la loi, qui n'était pas contesté par les auteurs du recours.

Article 10 (pouvoir donné à la COB de se constituer partie civile dans des affaires où elle a elle-même exercé des poursuites, recueilli des charges, prononcé des sanctions). Le Conseil affirme : « (...) Le principe du respect des droits de la défense constitue un des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République réaffirmés par le préambule de la Constitution de 1958 ; (...) il implique, notamment en matière pénale, l'existence d'une procédure juste et équitable garantissant l'équilibre des droits des parties ».

« (...) Il ressort de la rédaction nouvelle donnée à l'article 12-1 de l'ordonnance du 28 septembre 1967, rapprochée des autres dispositions de ce dernier texte, que l'autorité qui peut exercer, dans l'intérêt général, les poursuites, recueillir des charges et, le cas échéant, prononcer des sanctions dans le cadre d'une procédure administrative, se voit reconnaître, à propos des mêmes faits, s'ils constituent les éléments d'une infraction pénale, le pouvoir d'intervenir et de se constituer partie civile et d'user de tous les droits afférents à cette qualité sans pour autant justifier d'un intérêt distinct de l'intérêt général ; (...) elle peut ainsi déclencher l'ouverture de poursuites pénales, intervenir dans le cours de l'instruction, participer aux débats de l'audience, demander l'allocation de dommages-intérêts et exercer les voies de recours ».

« (...) Le respect des droits de la défense fait obstacle à ce que la Commission des opérations de Bourse puisse à l'égard d'une même personne et s'agissant des mêmes faits, exercer successivement les pouvoirs de sanction qu'elle tient de l'article 5 de la loi déférée et la faculté d'intervenir et d'exercer tous les droits de la partie civile en vertu de l'article 10 de la loi ;

« (...) Il résulte de ce qui précède que l'article 10 de la loi déférée est contraire à la Constitution. » (Lire page 16 la décision du Conseil constitutionnel concernant la loi sur l'immigration).

Le conseil d'Etat a confirmé, vendredi 28 juillet, la décision du tribunal administratif de Saint-Denis, à la Réunion, annulant le résultat des élections municipales du 12 mars dernier à Saint-Pierre, deuxième ville du département. Le soir même de ces élections municipales, le maire sortant, M. Elie Hoarau, député non inscrit, numéro deux du Parti communiste réunionnais, avait procédé à un véritable coup de force. Mis en ballottage difficile par le candidat du RPR, il décidait de compter comme nuls les suffrages recueillis par deux listes mineures, mais représentant tout de même près de mille cinq cents voix. Dès le lendemain du scrutin, le préfet de la Réunion, M. Jean Ancelet, introduisait un recours devant le tribunal administratif de Saint-Denis contre la proclamation de son élection par M. Hoarau. Le 29 mars, le tribunal administratif prononçait l'annulation du scrutin et, deux jours plus tard, l'autorité préfectorale mettait en place une délégation spéciale à Saint-Pierre pour gérer les affaires courantes.

Les « considérants » du Conseil d'Etat justifient l'annulation de cette élection municipale sous parti-culièrement rudes pour le PCR.

ALIX DJOUX.

M. Christian Cuvilliez (PCF) maire de Dieppe. — M. Christian Cuvilliez (PCF), âgé de quarante-sept ans, a été élu maire de Dieppe (Seine-Maritime), jeudi 27 juillet, par 26 voix contre 8 en faveur de M. Edouard Leveau (RPR), succédant ainsi à M. Irène Bourgeois (PCF) décédée le 11 juillet dernier.

La réorganisation de l'Ile-de-France

Critiques contre le plan Rocard

Les projets de M. Michel Rocard sur la réorganisation de l'agglomération parisienne continuent de provoquer des réactions de réserve ou d'hostilité.

Ainsi, le groupe RPR du conseil régional d'Ile-de-France dénonce « la tendance de l'Etat à se décharger financièrement sur la région de ses propres obligations » et condamne « tout schéma administratif nouvelle ».

M. Pasqua, président RPR du conseil général des Hauts-de-Seine, assure que, « sous couvert de concertation, le gouvernement veut s'arroger tous les pouvoirs en matière de gestion globale de la région ». L'Etat veut s'octroyer le droit de disposer seul des ressources enlevées aux collectivités locales de l'Ile-de-France.

M. Xavier Dugoin, président RPR du conseil général de l'Essonne, attend des « garanties supplémentaires de la part du gouvernement, qui aura en face de lui

des élus responsables mais décidés à œuvrer pour l'avenir des habitants de la région ».

La fédération de Paris du Parti radical estime que les propos de M. Rocard « ne sont pas exempts de menaces » et redoute « des tentatives de récupération politicienne du pouvoir socialiste au détriment des véritables intérêts de la population ».

Les maires communistes de Montreuil-sous-Bois, de Pantin et de Saint-Denis assurent que « le dispositif du premier ministre exclut les communes de toute concertation ». Ils demandent « une coordination dans le cadre du dialogue et du respect de l'identité et de l'autonomie communales ». M. Frayssas-Cazalis, maire communiste de Nanterre, sénateur des Hauts-de-Seine, voit dans ce plan « une attaque en règle contre l'emploi et le logement des familles » et assure que les élus communistes « ne laisseront pas faire un pareil mauvais coup ».

M. Georges Valbon (PC) :

« Une atteinte à la vie démocratique »

Après la communication de M. Michel Rocard, le 26 juillet au conseil des ministres, sur la réorganisation de la région parisienne, M. Georges Valbon, président communiste du conseil général de la Seine-Saint-Denis, nous a adressé une longue déclaration dont nous extrayons les passages suivants : « Toutes les sources de difficultés pour les gens (emploi, transport, logement, éducation) ne sont pas d'abord liées à un défaut de structure d'organisation mais avant tout à des choix, économiques et d'investissement, qui tous, dans l'état actuel, favorisent les projets du capital au détriment du bien-être des femmes et des hommes. Apprécier des solutions aux réelles difficultés que rencontrent les gens ne consiste pas à s'attaquer en priorité à résoudre les problèmes de pouvoir d'achat. Or cette question a été balayée d'un revers de main par le premier ministre. »

M. Valbon ajoute : « Toutes les mesures esquissées par le premier ministre visent d'une façon plus ou moins directe à des-

saisir les collectivités territoriales des moyens d'agir pour une politique d'aménagement conforme aux intérêts des populations. C'est une atteinte à la vie démocratique de notre pays. Car choquer le fait, c'est au plus près des gens qu'on peut le mieux saisir leurs besoins et construire avec eux les réponses les plus adaptées. Et de ce point de vue, maires et conseil général sont des lieux démocratiques essentiels. Tout ce qui vise à réduire leurs capacités réelles d'action (matrise des plans d'occupation des sols pour les villes, notamment) aggraverait à terme la vie de notre population ».

Quelques mesures ponctuelles restent cependant notre attention, conclut M. Valbon. On parle d'enveloppe financière pour le logement social, de mesures pour les transports. Nous avons des besoins, des projets, nous sommes preneurs de financements. Pour le reste nous nous opposerons à tout ce qui sera contraire à l'intérêt du plus grand nombre. »

Les communes rurales désorientées par les conséquences de la sécheresse

La solitude de M^{me} le maire de Montlaur

Que pèsent les pouvoirs d'un élu local en période de calamités naturelles ?

Dans la région du Lauragais, entre Toulouse et Carcassonne, la plupart des élus ruraux sont désorientés par l'ampleur des dégâts dus à la sécheresse. « Nous vivons l'année la plus noire depuis 1948, soufflent-ils, à l'unisson. 1978 n'est rien à côté. » Leur accablement est d'autant plus lourd que le

sout de solidarité d'économiser l'eau. Nous l'avons fait. Mais la solidarité n'a pas joué à une grande échelle », constate-t-elle. « A quelques kilomètres, un village voisin, alimenté par la Garonne enroulée encore, il y a peu, ses pelouses, alors que nous n'avons pas d'eau pour arroser nos champs. Lorsque je vois des gens de mon village, sans ressources, arroser leur potager, je suis obligée de fermer les yeux. »

Alimentées par des rivières aujourd'hui à sec et ne disposant pas d'autres systèmes d'irrigation, les agriculteurs de Montlaur sont désormais soumis à la seule bienveillance du ciel. Touchés par la seconde année consécutive par des aléas climatiques, ils estiment que les pertes sur les cultures comme le blé dur sont de l'ordre de 50 à 100 %. M^{me} Battaglio, conseillère part de jeunes agriculteurs, reconnaît que la mairie ne peut leur apporter aucune aide matérielle : « Nous disposons d'un budget d'un million deux cent mille francs qui nous permet tout juste de faire face aux frais de fonctionnement. Je ne peux que les aider moralement et faciliter leurs démarches auprès des différentes instances compétentes. »

Face à cette situation de crise, le maire a l'impression d'être démuné et abandonné. « Les initiatives ne sont pas venues des pouvoirs publics mais des agriculteurs eux-mêmes qui réunissent à organiser des réunions cantonales », dit-elle. « Nous n'avons reçu aucune visite des représentants de la préfecture pour prendre en compte les particularités locales. » A la préfecture de la Haute-Garonne, les responsables affirment pourtant avoir « tout mis en œuvre pour concilier la nécessité d'économiser l'eau et celle de satisfaire les besoins des populations ».

Montlaur le bruit court même que l'eau courante sera bientôt coupée. La rumeur fait suite à une lettre du préfet datée du 20 juillet, étendant l'arrêté préfectoral jusqu'au 31 octobre. M^{me} le maire de Montlaur ne veut pas le croire, désespérée...

SOPHIE LANDRIN.

Poser les bornes

« MÉRIEZ-VOUS des transports, ils transportent mal. » Les membres du Conseil constitutionnel se sont peut-être souvenus du mot de Paul Valéry en examinant la loi « sécurité et transparence du marché financier » que leur avait déférée des sénateurs.

Dans le bureau de la COB nouvelle manière, les neuf juges du Palais-Royal n'ont pas seulement trouvé l'arsenal indispensable à qui veut lutter efficacement contre les délits d'initiés, les fausses informations boursières ou la manipulation des cours des valeurs. Deux armes plus que redoutables — dont l'utilisation simultanée aurait pu éventuellement provoquer de curieux résultats — avaient été ajoutées par un législateur soucieux de faire très fort. Aux sanctions financières infligées par la COB, qui peuvent être très lourdes (10 millions de francs ou le double de profits réalisés), se sont ajoutées, en cas de poursuites pénales, la menace de... leur doublement pur et simple.

C'est beaucoup, c'est trop, a jugé le Conseil qui neutralise cette gloutonnerie répressive en précisant que le total des sanctions financières cumulées prononcées dans ces cas ne devra pas excéder « le montant le plus élevé de l'une des sanctions encourues ». Les auteurs de délits boursiers poursuivis deux fois — par la COB et par le pénal — ne verront pas leurs 10 millions d'amende devenir 20 ou leurs profits illégitimes récupérés dix fois puis derechef dix fois.

Ce souci de ne pas laisser la sévérité basculer dans la démesure transparaît mieux encore à propos de l'article 10, purement et simplement censuré par le Conseil constitutionnel de sa propre initiative. Qu'a découvert ce dernier ? Une COB en puissance qui aurait pu poursuivre, instruire, prononcer des sanctions et, par surcroît, se consti-

tuer partie civile et déclencher l'ouverture de poursuites pénales.

Juge et partie, éventuellement, second procureur dans un procès : là encore le Conseil a jugé que c'était — pour une seule même COB — beaucoup, trop.

Sans doute l'invocation du respect des droits de la défense, auquel le Conseil constitutionnel a souvent marqué son attachement, fera-t-elle sourire quelques-uns, s'agissant de délits boursiers dont le cynisme, l'ampleur et — souvent — l'impunité laissent pantois. Mais accepter un tel traitement au principe deux poids deux mesures en vertu d'une telle considération est équivalent à tolérer son grignotage en toute sorte d'autres circonstances.

Incohérence technique

Justifiés, plausibles, ambigus ou franchement extravagants, les droits analogues de double intervention (fonction publique, ordres professionnels, fisc, administration des douanes) sont du reste suffisamment nombreux pour songer à modifier cette pente plutôt qu'à l'aggraver. En l'espèce, une COB qui agit et frappe une fois légitimement au nom de l'intérêt général n'a aucune raison supplémentaire de déclencher elle-même ensuite l'action judiciaire ou de rechercher auprès d'elle de quelconques dommages-intérêts.

D'une portée beaucoup plus limitée, la censure partielle de l'article 36 sanctionne une incohérence technique introduite par un amendement gouvernemental inconsidéré.

« MÉRIEZ-VOUS des transports... » : malheureusement rimbé par l'aura sulfureuse des affaires Pochiney et de la Société générale, déboulé par le phare du reste mythifié de la puissance SEC américaine,

le gouvernement a cru le moment révé pour mettre sur pied une impressionnante super-COB à laquelle aucun délit boursier n'échapperait désormais.

La COB elle-même, ayant successivement brossé les contours d'une vaste petite bureaucratie, puis d'un organe d'investigation et de poursuites, se voyait sans dépenser revêtue d'une nouvelle armure et d'une puissance multipliée. Ainsi s'explique la suraccumulation de moyens d'intervention dont le Conseil a jugé qu'elle dépassait les bornes admissibles.

En outre, et en cause, une fois encore et pas la dernière, l'une de ces nombreuses autorités administratives indépendantes qui sont venues progressivement modifier fortement le paysage institutionnel et judiciaire français.

Institutionnel parce que, au total, le pouvoir de contrôle du Parlement se trouve singulièrement relativisé par leur activité multiforme. Pour sa part, l'exécutif se défouille de plus en plus volontiers sur de telles autorités.

Le pouvoir judiciaire s'érode, de son côté, à mesure que croissent et se multiplient ces autorités. Implicitement ou ouvertement réputé inapte à connaître lui-même directement de pratiques et de délits graves d'une haute technicité, il se replie sur un ordinaire de plus en plus limité. Non sans risques pour son propre crédit, et quelquefois pour les justiciables si ce foisonnement déjà problématique ne s'accompagne pas, comme on vient de le voir encore avec la COB, d'un minuscule contrôle.

Une leçon pour aujourd'hui et une réflexion pour demain : la nouvelle COB, décidément, valait le détour.

MICHEL KAJMAN.

Politique

En Nouvelle-Calédonie

« Les accords de Matignon se portent bien » déclare M. Louis Le Penec

NOUMÉA
de notre correspondant

M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, est reparti, vendredi 18 juillet, satisfait de ses trois jours de visite en Nouvelle-Calédonie. Il s'est élevé à plusieurs reprises contre certains titres de la presse métropolitaine qui insistent sur la lenteur de l'application des accords de Matignon ou sur l'existence de changements. Et il est revenu sur son rôle vis-à-vis du territoire : maintenir un dialogue personnel avec les différents partenaires et s'assurer du respect des accords de Matignon. Le ministre, fort de ses multiples contacts et légèrement agacé par les rumeurs métropolitaines, a été formel : « Les accords de Matignon se portent bien : le dialogue entre le FLNKS et le RPCR se maintient au niveau politique et se traduit dans les

conseils de province par une excellente collaboration entre la majorité et l'opposition. »

Un optimisme conforté par ses visites à Nouméa et à Wé, chefs-lieux des provinces Nord et Est, et à Nouméa, où il a rencontré l'assemblée de la province Sud. A Wé, il a pu s'entretenir avec M. Simon Loueckhote, président RPCR du congrès, et M. Richard Kalot, président FLNKS de la province des Îles.

Le syndicat indépendantiste quitte le FLNKS. — A l'issue de son assemblée générale, qui s'est tenue du 25 au 27 juillet à Nouméa, l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanaks exploités) a voté à une large majorité son départ du FLNKS. Cette décision entérine une situation de fait. Depuis plusieurs mois, le syndicat indépendantiste (trois mille adhérents) ne participait plus au bureau

travaillant ensemble au sein d'une commission chargée des problèmes d'emploi. Ouverture : « Il faut reconstruire, rassembler, reconstruire » et laisser les habitants choisir le tissu social. Pour M. Le Penec, il ne faut pas agir avec précipitation. « Il faut laisser les choses se faire. Avec les élus, les places vont se clarifier ».

Autre exemple de cette collaboration constatée par le ministre. M. François Burck, président de l'Union calédonienne (principale

composante du FLNKS), sera le rapporteur de la commission des finances de l'assemblée de la province Sud, dont le président est le député RPCR M. Jacques Laffont.

Une satisfaction qui ne cache pas les problèmes, le ministre en a convenu dans ses différentes interventions. Les provinces Nord et Est ont besoin de bâtiments, de matériels et connaissent des difficultés avec le transfert loin de Nouméa d'une partie des fonctionnaires territoriaux. Pour assurer le développement, M. Le Penec a annoncé que des maintenant des discussions vont commencer dans les provinces sur les contrats de plan de développement à conclure avec l'Etat. Début octobre, les signataires des accords de Matignon devraient se retrouver à Paris où les ébauches seront affinées avec les différents ministères intéressés. (Intrus).

La préparation du congrès du PS

Précisions

Deux des députés signataires du texte présenté, mercredi 26 juillet par M. Lionel Jospin, MM. François Hollande et Jean-Yves Le Drian, ont tenu à préciser leur choix et « naturellement personnel » et ne saurait donc « engager les transmissibles, qui demeurent par définition un mouvement de réflexion forcément composite ». « Notre position répond d'abord à un parti, ont-ils indiqué. Part sur la volonté de l'axe central du parti de préserver l'unité du PS, d'en moderniser profondément le fonctionnement et de définir des relations aussi sereines qu'exigeantes à l'égard du gouvernement. »

Plusieurs députés manquaient au texte rendu public par M. Laurent Fabius, telle que nous l'avons publiée dans nos éditions du 29 juillet. Il s'agissait de MM. Barthe (Hérault), Labarthe (Pyrénées-Atlantiques), Larifla (Gard), et Saby, député européen.

Dans la même liste, manquaient deux premiers secrétaires fédéraux du PS : MM. Lecoq (Essonne) et Letzgas (Marne). En revanche, c'est à tort que nous avons mentionné M. Bou (Aisne), M. Carreyrou (Vienne) et Carver (Haute-Garonne) comme « premiers secrétaires fédéraux » : ils sont certes secrétaires fédéraux mais sans être, chez eux, les « premiers ».

En outre, M. Croce n'est pas premier secrétaire fédéral de la Haute-Garonne mais de la Haute-Corse. A noter que, parmi les noms des parlementaires soutenant M. Jospin ou M. Fabius, nous avons mêlé volontairement les titulaires et les suppléants par souci de simplification.

Communication

La télévision privée aux Pays-Bas

Guerre des nerfs entre gouvernement et futures chaînes

AMSTERDAM
de notre correspondant

Quand donc les deux projets de télévision privée, TV 10 et RTV, pourront-ils émettre aux Pays-Bas ? Le gouvernement néerlandais de M. Lubbers semblait a priori incapable d'empêcher leur démarrage à la rentrée. Mais voilà qu'irrités par la passivité des pouvoirs publics, les présidents des sociétés de programmes qui se partagent actuellement le petit écran ont écrit à la mi-juillet au ministre de la culture pour le presser d'intervenir. Et dans la foulée, le gouvernement néerlandais a déclenché une double offensive.

Au niveau européen, tout d'abord, il a conditionné sa signature de la directive communautaire sur la « télévision sans frontières » à la rédaction d'une clause l'autorisant à interdire la diffusion par les réseaux câblés de programmes émis depuis un pays étranger, sans être diffusés dans ce dernier. Rentrant de Bruxelles le 17 juillet dernier, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes a affirmé avoir obtenu gain de cause sur ce point. La directive de Bruxelles priverait donc de base légale la stratégie adoptée par TV 10 et RTV, qui prévoient une diffusion à partir de Milan et de Luxembourg, pour tourner la législation néerlandaise. Encore faudrait-il que la directive européenne soit adoptée, ce qui n'est pas le cas, la réunion du 17 juillet s'étant achevée sur un nouveau constat de désaccord, notamment sur la question des quotas.

Pour mettre toutes les chances de son côté, le premier ministre néerlandais a donc lancé une offensive complémentaire sur le plan intérieur. S'appuyant sur un fort courant favorable à la télévision privée au sein de son parti chrétien démocrate, il a annoncé la mise en cha-

que d'une réforme audiovisuelle au terme de laquelle TV 10 et RTV pourraient être autorisées, selon une procédure et à des conditions encore à préciser. Et lui n'ignore pas que le contexte politique (renouveau prochain du Parlement, éventuel changement de majorité gouvernementale) repousse cette réforme aux calendes grecques.

En dépit de cette situation confuse, les deux projets privés veulent aller de l'avant. Rappelant ses liens avec la CLT luxembourgeoise qui participe à son capital au côté de Philips, RTV a confirmé la diffusion à partir du 2 septembre de films et de programmes d'antagonisme, vers une audience potentielle de 1,7 million de foyers (sur un total de 4,5 millions de foyers câblés).

De son côté, TV 10 étudie la possibilité d'ouvrir son capital au grand public, qui pourrait acheter des actions pour la somme symbolique de 30 francs. Un moyen de faire pression sur le gouvernement plus qu'une nécessité économique, car TV 10 affirme avoir déjà vendu plus de 600 millions de francs d'espaces publicitaires, provoquant ainsi un bouleversement des plans médias qui est moins préjudiciable à la régie télévisée STER qu'à la presse magazine.

TV 10, en prévision d'un démarrage le 28 octobre prochain, a aussi acquis les droits sur les matches de coupe d'Europe de trois des quatre clubs de football hollandais, privant ainsi la chaîne publique NOS de son monopole sur la ballon rond. Et TV 10, qui espère toucher plus de deux millions de foyers, a enfin débouché un des principaux collaborateurs du ministre de la culture en matière de politique des médias. Une recrue de poids pour débattre l'échec d'un dossier « télévision privée » dont les fils sont passablement embrouillés.

CHRISTIAN CHARTIER.

La violence sur le petit écran

Le CSA engage des sanctions contre la 5

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) annonce avoir engagé une nouvelle procédure de sanctions contre la 5, accusée d'avoir programmé, à des heures de grande écoute, deux téléfilms « contenant des scènes de nature à heurter la sensibilité des enfants ».

Le CSA, qui a reçu les professionnels du cinéma protestant contre l'interdiction récente faite aux chaînes de diffuser des programmes interdits au moins de treize ans, a également tenu, dans sa communication, publié le 28 juillet, à justifier sa position sur la question. Il affirme, en effet, avoir noté « malgré plusieurs rappels à l'ordre de la CNCL » et la signature par les

chaînes (à l'exception de TF 1) d'un code de déontologie « une multiplication impressionnante » du nombre de ces films à la télévision.

Il y en avait en 16 en 1986, 67 en 1987, 103 en 1988 et l'on en compte déjà 51 pour le premier trimestre 1989, 86 % d'entre eux étant diffusés à 20 h 30. Une évolution que le CSA juge « d'autant plus inacceptable qu'un enfant sur deux regarde la télévision plusieurs soirs par semaine ».

Mise sous séquestre des actions détenues par « le Républicain lorrain » dans « l'Est républicain »

La cour d'appel de Nancy a ordonné, vendredi 28 juillet, la mise sous séquestre des actions de l'Est républicain détenues par le Républicain lorrain, ramenant ainsi à celle M. Gérard Lignac, PDG du journal, qu'un accord entre Cora-Révillon et le Républicain lorrain semblait menacer (le Monde du 28 juillet). Les 52 624 actions — environ 22 % du capital — appartenant au Républicain lorrain par l'intermédiaire de la société de portefeuille La Grande Chaudronnerie lorraine font en effet l'objet d'un accord de cession en faveur du groupe Cora-Révillon des frères Bouriez, de façon à porter la participation de ces derniers à 46 % du capital.

La décision du tribunal prive du droit de vote 22 % du capital — alors même que l'assemblée générale des actionnaires du journal doit se dérouler le lundi 31 juillet. Elle devrait permettre à M. Lignac de conserver la majorité.

Intervention de la Commission européenne dans l'affaire Pathé-Cinéma. — Selon par la société Max Théret Investissements (MTI) le Monde du 1^{er} juillet, la Commission européenne a annoncé, jeudi 27 juillet, qu'elle avait habillé M. Martin Bangemann, vice-président de l'exécutif de la CEE, pour prendre contact avec MTI et les autorités françaises en conflit sur le dossier Pathé-Cinéma. Le gouvernement français a en effet bloqué, fin juin, la vente de la société cinématographique à MTI, estimant que les capitaux mobilisés pour la transaction — d'un montant de 924 millions de francs — n'étaient pas européens. Un communiqué de la Commission précise que M. Bangemann pourra, si besoin, recourir à une procédure d'arbitrage sur la saine de la Cour de justice européenne.

POINT DE VUE

par Gilles-Jean Portejoie, billetterie de l'ordre des avocats du barreau de Clermont-Ferrand, adjoint au maire de Clermont-Ferrand, conseiller technique au ministère du tourisme.

L'OUVERTURE ! Démocratie le sujet ? « Placardiste » l'idée ? Un editorialiste chagrin reprochait récemment à François Mitterrand de l'avoir enterrée. Mauvaise pioche. Primo : le gouvernement travaille avec ceux qui ont bien voulu le rejoindre. Secundo : l'ouverture, multiforme, poursuit, sans bruit, son petit bonhomme de chemin. Les hommes qui, les premiers, y ont cru et l'ont voulu ne sont pas orphelins. On aurait tort de réduire l'ouverture politique à la participation gouvernementale. La communauté urbaine de Bordeaux ne vient-elle pas de donner un spectaculaire exemple de dépassement des clivages : gestion commune droite-gauche, élection consensuelle du bureau ?

Restons dans le Sud-Ouest, où l'empreinte du radicalisme façonne la conscience politique. Jean Charbonnel, le maire RPR de Brive et ancien ministre gaulliste, en adressant un courageux satisfaction au gouvernement, ne donne-t-il pas raison à l'indépendance d'esprit des ouvriers ? L'ouverture, qu'elle revête ou non la forme du ralliement au PS, s'impose comme une exigence de modernité et de démocratie. Les hommes de progrès attachés à concilier le réalisme et l'humani-

nisme, le libéralisme économique et l'égalité sociale, sont condamnés à la réussite. C'est-à-dire à préférer le dialogue à l'invective, la tolérance à l'opinion partisane. Le pari de l'ouverture, c'est être le pote à Diderot et le fan de Turgot. C'est comprendre Renaud et espérer du sommet des Sept. C'est adhérer à la méthode Rocard et se réjouir du phénomène Gode. C'est aussi être complice d'un Michel Chassagne quand il prend le contrepied de la langue de bois.

Pourquoi la passion serait-elle à jamais réfractaire à la recherche du compromis, au difficile apprentissage de la nuance, quand c'est le prix à payer à la concordance et à la paix sociale ? L'ouverture, c'est la tolérance. Combien d'hommes politiques sont-ils capables de faire taire l'esprit de parti pour reconnaître les mérites de l'adversaire ?

L'esprit d'ouverture n'est pas seulement une vague convivialité collaborationniste où se dissolvent les principes. Ce n'est pas une nébuleuse indécise, timorée ; ni un centre mou. C'est un engagement exigeant, un effort de compréhension réciproque dont la plus belle illustration est la poignée de mains entre Jean-Marie Tjebou et Jacques Laffont. Apprentissage, à petit pas, à vivre ensemble et, si possible, à travailler. Le refus de la division tout noir tout blanc ne donne pas un idéal en gris ! Non, je ne suis pas un déçu de l'ouverture ! Au cabinet d'Olivier Stin et au conseil municipal de Clermont-Ferrand, l'ouverture était saine, historiquement nourrie par la veine du radicalisme, le courant vivifiant de l'ouverture au quotidien. Une

ouverture moins démonstrative et moins médiatisée. Mais plus concrète, davantage tournée vers la société civile et qui s'ancre durablement en profondeur. Quand Olivier Stin a bien voulu m'appeler, j'ai tenté de concilier ma nouvelle activité de conseiller technique, ma profession d'avocat et mes responsabilités de billetterie. Pour préserver l'ouverture sur le quotidien et la province.

J'ai, aujourd'hui, sincèrement le sentiment que la fréquentation des cours d'assises, des Maisons d'arrêt, des juridictions civiles, commerciales et prud'homales, le contact permanent avec les difficultés de la vie se développent utilement avec l'appartenance à un cabinet ministériel.

Ce statut d'entrepreneur libéral, avec ses contraintes impératives et exigeantes, constitue donc indiscutablement une manière originale de vivre l'ouverture sur le terrain. Le terrain, c'est évidemment l'échelon local.

L'Auvergne produit, diesel-on, des trombes et des chefs d'Etat. Et Clermont-Ferrand des artisans de l'ouverture. Son maire, Roger Guillot, est, par excellence, l'homme des synthèses. Il a rapidement joué le développement politique. En juillet 1985, à ses côtés, le jeune élu radical d'opposition que j'étais.

Laurent Fabius offrait alors de nouvelles voies au camp du progrès. En contribuant notamment à réhabiliter l'entreprise. En valorisant la jeunesse égarée. L'ouverture était en marche. Elle est en mouvement. L'avocat est heureux. La cause est entendue... !

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

L'ACHESON WALLACE aimait les fleurs. Comme elle était épouse du fondateur du Reader's Digest, les moyens ne lui ont pas manqué pour satisfaire sa passion, écrit Philippe Dagen dans le Monde du 26 juillet en présentant l'exposition de la collection constituée par la femme et la collaboratrice de DeWitt Wallace, au musée Toulouse-Lautrec d'Albi. Si l'on comprend bien, le couple était nettement plus doué pour la presse dite « grand public » que pour sélectionner les toiles de maître. La collection Acheson-Wallace n'est peut-être pas une grande collection, mais l'institution du Reader's Digest fut et reste une grande réussite.

Daniel Bayon raconte cette aventure dans un essai intitulé l'Amérique mythifiée. Il rappelle comment fut lancée la collection du Reader's Digest en 1922 — dans des conditions très modestes — comment elle atteint un succès phénoménal (18 millions d'exemplaires aux Etats-Unis, 11 à 12 dans le reste du monde, publiée en seize langues) et il propose une analyse du contenu de la revue de 1945 à 1970.

Son dessein est de retrouver, dans ce miroir embellissant-déformant, une vision de l'Amérique, de son mode de vie, de ses valeurs, réelles ou rêvées, de ses mythes. La pandémie de bien des grands organes de presse est qu'ils parviennent à s'identifier à un public large, tout en étant, au départ au moins, l'émulsion d'un homme. Les destins inséparables de DeWitt Wallace et du Reader's Digest sont, de ce point de vue, exemplaires.

Tout commence donc en 1922, à Pleasantville, avec une idée simple, et des moyens arti-

staux : il s'agit d'offrir à des abonnés qui n'ont pas le temps de lire beaucoup une sélection mensuelle de condensés d'articles parus ailleurs et susceptibles de les intéresser.

Une sélection, des résumés : la neutralité n'est qu'apparente. Les fondateurs de la revue — car Lila Acheson-Wallace a un rôle important — s'affirment dans leurs choix et ils en viennent bientôt à placer dans d'autres

Voyage dans une Amérique

journaliers les articles conformes à leur manière de voir les choses et aux attentes des lecteurs, afin de créer les produits de leur sélection. Plus tard, la revue ne publiera pratiquement plus que des articles originaux.

Les valeurs diffusées par Wallace et son équipe sont celles de l'Amérique moyenne. « Il s'agit, écrit Daniel Bayon, d'un idéalisme, mais d'un idéalisme profondément pratique, comme l'est souvent le calvinisme aux Etats-Unis... DeWitt Wallace a toujours pensé que l'Amérique profonde prenait ses racines dans la ferme familiale. » Il privilégie la petite ville et la campagne contre la grande ville, exalte le libéralisme, ne croit qu'au capitalisme, ébroue le communisme, magnifie l'individu à condition qu'il se fonde dans l'American Way of Life. Un esprit de mission habite la revue, on y retrouve le ton de prédi-

cateur du père de DeWitt Wallace. Le lecteur reçoit « toutes les instructions nécessaires pour mener une vie familiale heureuse exactement comme le font ses voisins ».

La revue fourmille de récits d'émigrants qui ont trouvé le bonheur en Amérique. Chaque numéro contient un témoignage sur l'un de ces hommes extraordinaires que nous fréquentons tous, pour peu que l'on sache les reconnaître. Il y a un parti pris d'optimisme, de gaieté, d'humour bon enfant, de conformisme.

« Le Digest, écrit Daniel Bayon, est une machine à faire du simple avec du complexe, en se servant en particulier de cet instrument sans pareil qu'est la condensation. » Elle privilégie la sensibilité émotionnelle de ses lecteurs et ne véhicule qu'une « pensée en miettes », comme si son public n'était pas capable d'un plus grand effort intellectuel.

La Reader's Digest apparaît, à sa lecture pendant la période de l'après-guerre, comme la représentation du rêve américain, avec sa force (énergie, dynamisme, courage, ingéniosité, bonne humeur) et sa faiblesse (conformisme moral et politique, fausse culture, occultation de ce qui ne correspond pas au tableau d'une Amérique meilleure).

Cette approche critique de la revue s'inscrit dans une période historique et, si elle révèle un reflet largement diffusé d'une Amérique, ce n'est pas celui de toute l'Amérique. Il n'empêche que, si on veut connaître celle-ci, il faut aussi visiter celle-là.

* L'Amérique mythifiée. Le Reader's Digest de 1945 à 1970, de Daniel Bayon. Editions du CNRS, 321 pages.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voies normales)
2 semaines	80 F	160 F
2 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la trame en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____ du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM _____ PRÉNOM _____ N° _____ RUE _____ CODE POSTAL _____ VILLE _____ PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Société

SCIENCES

Selon une enquête internationale

Le trou dans la couche d'ozone est limité à l'Antarctique

Neuf des spécialistes qui ont travaillé en janvier dernier dans le Grand Nord pour y étudier l'ozone viennent de publier dans l'hebdomadaire britannique *Nature* les premiers résultats des mesures faites alors : on n'a pas observé en Arctique l'énorme diminution de l'ozone qui se produit en Antarctique au mois d'octobre (le début du printemps austral) depuis 1979. Les mesures montrent, en effet, des diminutions passagères de l'ozone à l'altitude de 20-25 kilomètres, mais celles-ci restent dans le cadre de l'extrême variabilité naturelle de la teneur de ce gaz, dont les molécules sont formées de trois atomes d'oxygène.

Rappelons aussi que, si toute l'atmosphère était ramenée à des conditions « normales » de température (23°C) et de pression (1 atmosphère), elle aurait une épaisseur de 8 kilomètres dans lesquels tout l'ozone occuperait, en moyenne, une « lamelle » de 3 millimètres. L'ozone est donc très peu abondant. Mais il absorbe la quasi-totalité du rayonnement ultra-violet émis par le soleil. Or les ultra-violets désorganisent la matière vivante sur laquelle ils parviennent.

Par les études menées en Antarctique depuis 1985, année où l'on a mis en évidence le « trou » printanier d'ozone au-dessus du continent blanc, on sait que plusieurs conditions sont nécessaires pour que l'ozone soit partiellement et temporairement détruit.

● Le froid doit être très intense dans la région de la stratosphère (20-25 kilomètres) où l'ozone est

particulièrement « abondant ». Lorsque la température est inférieure à -78°C, la vapeur d'eau (qui ne représente que 3 ou 4 parties par million des gaz témoins constituant la stratosphère) se condense et gèle, formant ainsi les nuages stratosphériques. Or les cristaux de glace constitués de ces nuages jouent un rôle décisif dans la chimie très complexe de la stratosphère, chimie qui favorise la formation des oxydes de chlore.

● Les oxydes de chlore, qui sont actifs et donc destructeurs de l'ozone doivent être « abondants ». Il y a vingt ou trente ans, les oxydes de chlore représentaient 0,5 partie par milliard (ppb) des gaz présents dans la stratosphère. Au-dessus de l'Antarctique, on en est à 3 ppb. Cet « excédent » de composés chlorés a forcément pour origine les chloro-fluorocarbures (CFC) utilisés depuis la guerre dans les bombes aérosols (30 %), la réfrigération (30 %), les mousses d'isolation et de rembourrage (30 %) et les solvants (10 %).

Un phénomène curieux

La campagne de janvier dernier en Arctique a montré que ces deux conditions étaient réunies sans doute pour la première fois : le thermomètre est descendu à -85°C à 20 ou 25 kilomètres d'altitude au-dessus du nord de la Suède (ce qui est exceptionnel) ; la teneur de l'air en oxydes de chlore était, comme en Antarctique, de 3 ppb.

Les travaux de janvier dernier ont mis en évidence un phénomène

curieux. A l'altitude des nuages stratosphériques formés au-dessus des très hautes latitudes, la circulation atmosphérique est très rapide : l'air tourne autour du pôle à une vitesse de l'ordre de 150 kilomètres à l'heure ; il met donc, selon la latitude, de quatre à cinq jours pour faire un tour complet. En revanche, les nuages stratosphériques, où se fait une bonne partie de la chimie du chlore, sont presque fixes en raison d'une dynamique particulièrement comparable à celle qui se produit au passage d'une chaîne de montagne. Le même air peut ainsi transiter plusieurs fois à travers ces nuages, étant à chaque passage le siège de réactions chimiques « hétérogènes », c'est-à-dire de réactions où interviennent des éléments en phase gazeuse et solide.

Toutes ces données constituent des faits indubitables. Mais tout n'est pas encore compris. Et on en est loin. Les mesures faites aussi bien par satellites qu'au sol ont montré qu'au moment de la réapparition printanière du soleil, le taux de destruction de l'ozone pouvait être de 5 % par jour. Or, ce qu'on connaît actuellement de la chimie de la stratosphère n'explique, au maximum, qu'une destruction quotidienne de 1 % de l'ozone. Il faut donc impérativement poursuivre les recherches sur la chimie des composés chlorés et sur celle d'autres constituants, le brome en particulier.

On sait qu'il y a du brome dans la stratosphère. On sait aussi que, pour l'ozone, le brome est encore plus agressif que les composés chlorés, mais les composés bromés et leurs sources sont très difficiles à identifier et à doser. Tout au plus sait-on que l'oxyde de brome représente 30 millions de ppb des gaz de la stratosphère et que les halons (des molécules voisines des CFC, où le brome remplace le chlore), utilisés pour leur efficacité d'extincteurs d'incendie, sont une des sources du brome présent dans la stratosphère.

Dès lors, on comprend que le service d'aéronomie du CNRS, les universités de Heidelberg (Allemagne fédérale), de Houston et du Wyoming (Etats-Unis), de Nagoya (Japon), l'Institut météorologique danois, ainsi que des organismes néo-zélandais, suédois, etc. sont en train d'élaborer le programme d'une prochaine campagne qui pourrait se dérouler dans l'Arctique au tout début de 1990.

YVONNE REBEYROL

JUSTICE

Contre l'avis du parquet

Lucienne Fourcade, compagne de Philippe Bidart remise en liberté par le juge Michel Legrand

Lucienne Fourcade, vingt-six ans, ancienne institutrice, compagne de Philippe Bidart, chef présumé de l'organisation clandestine basque française Iparretarrak, a été remise en liberté, vendredi 28 juillet, et placée sous contrôle judiciaire, par M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris. La jeune femme avait été arrêtée à Saint-Pierre d'Irabe, dans la banlieue de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), le 13 décembre 1988 (*Le Monde* du 14 décembre 1988). Après son interpellation, elle avait été inculpée d'assassinat, de tentative d'assassinat, d'infraction à la législation sur les armes et les explosifs, d'association de malfaiteurs, d'infraction en relation avec une entreprise terroriste, et placée sous mandat de dépôt par M. Michel Legrand.

Lucienne Fourcade avait fait l'objet, dès l'été 1987, l'objet d'un mandat de recherches. Le 27 août 1987, Philippe Bidart, en fuite, avec la jeune femme, avait été surpris par deux gendarmes en patrouille.

Le couple revenait d'une plage de Biarritz (Landes) et s'apprêtait à monter en voiture. Faisant mine de chercher les papiers du véhicule dans le coffre, Philippe Bidart avait saisi une arme et fait feu sur les gendarmes, tuant l'un d'eux, Roger Buschmann, et blessant l'autre, le maréchal des logis Guy Chevaillon.

Lucienne Fourcade et Philippe Bidart avaient réussi à prendre la fuite malgré des recherches immédiatement entreprises. Le chef présumé d'Iparretarrak devait être arrêté le 20 février 1988, à Boucau.

Lucienne Fourcade, elle, resta dans la clandestinité jusqu'à son arrestation. Elle avait bénéficié d'une levée de mandat de dépôt le 29 juin 1989, dans l'affaire de l'assassinat du gendarme Buschmann, la justice n'estimant plus le maintien en détention comme nécessaire. L'ordonnance de mise en liberté prise, vendredi, par M. Michel Legrand en faveur de la militante d'Iparretarrak intervient à propos d'un dossier, celui d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste qui avait motivé, le 15 décembre 1988, son placement sous mandat de dépôt.

Bien que le parquet eût fait appel de la décision de mise en liberté prise par le juge Legrand, cet appel n'étant pas suspensif, Lucienne Fourcade a quitté vendredi soir la prison de Fleury-Mérogis, où elle était incarcérée. Toutefois, elle sera soumise à un contrôle judiciaire strict, devant pointer tous les jours, sauf les week-ends et les jours fériés, à la brigade de gendarmerie de Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques).

FAITS DIVERS

Après une manifestation en sa faveur, à Belley (Ain)

Un commerçant, meurtrier présumé d'un cambrioleur inculpé et laissé en liberté

BOURG-EN-BRESSE de notre correspondant

M. Paul Devaux, le commerçant de Belley (Ain) qui avait tiré, dans la nuit de mercredi à jeudi, sur des malfaiteurs - ceux-ci venaient de dévaliser un magasin d'articles de sport situés juste en face de sa propre boutique d'articles de chasse et pêche et de son appartement, (*Le Monde* du 29 juillet), - a été inculpé vendredi 28 juillet, par M^{me} Hélène Pirat, juge d'instruction auprès du tribunal de grande instance de la ville, d'homicide et blessures par imprudence. Il a toutefois été libéré, car, comme nous l'avons dit, il n'avait été assorti d'aucun mandat.

La sortie du Palais de justice de M. Devaux, vendredi après-midi, a été saluée par les applaudissements de plus de trois cents personnes, rassemblées autour d'une banderole marquée « soutien à Paul Devaux ». Pendant toute la durée de l'audience de leur collègue, soit deux heures environ, les commerçants locaux avaient baissé leurs rideaux et fermé boutique. Leur mouvement de protestation avait fait tache d'huile : de nombreux amis de M. Devaux, s'étaient joints à leur manifestation.

Déjà, le matin une pétition avait circulé, et l'on parlait même de se cotiser pour offrir à M. Devaux les services d'un avocat parisien de renom. L'offensive dans la petite sous-préfecture de l'Ain avait été telle qu'une délégation de la municipalité locale fut reçue par le procureur, M. François Moret-Bailly, au moment où M. Devaux

était entendu par le juge d'instruction.

Le drame qui a conduit M. Devaux devant la justice s'était déroulé le jeudi 27 juillet, vers 2 heures 30. Le commerçant avait été alerté par l'alarme du magasin d'articles de sport. Deux cambrioleurs avaient brisé la vitre de ce commerce et fait main basse sur des marchandises pour une valeur de 15 000 francs environ. C'est au moment où les voleurs s'enfuyaient dans la voiture, où les attendait un complice, que M. Devaux a tiré avec un fusil de chasse.

Apparemment les cambrioleurs avaient réussi à s'enfuir. En fait le conducteur déposa plus tard ses deux complices à l'entrée de l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, avant de disparaître. L'un Karim Barkati, vingt ans, n'était que blessé aux genoux, mais pour le second, Mamel de Almeida, vingt-sept ans, atteint d'une décharge de chevrotine en pleine poitrine, il était trop tard.

Le SRPJ de Lyon fera le lien avec le cambriolage de Belley, bien que Dalkati ait tenté de faire croire à un règlement de compte, dont lui et de Almeida auraient été les victimes, à proximité de Miribel-Jongas (Ain). Les policiers lyonnais vont retrouver le conducteur fuyard, dont l'identité n'a pas été révélée, quelques heures plus tard : originaire de Vaulx-en-Velin, comme ses complices, il a été confondu grâce au réflexe de l'infirmer de garde de l'hôpital, qui avait relevé le numéro minéralogique de son véhicule. (*Intérim*)

Assassin présumé d'une fillette à Saint-Denis

Un jeune voisin décrit comme simple d'esprit

Manuel Pinto, le meurtrier présumé de la petite Aminata Fumano, cette jeune Malienne de cinq ans retrouvée étranglée lundi 24 juillet dans un parking souterrain du quartier Basilleux de Saint-Denis, devait être présenté, samedi 29 juillet, à M^{me} Joëlle Peniguel, juge d'instruction à Bobigny (Seine-Saint-Denis), chargée du dossier, et inculpé d'homicide volontaire. Arrêté dans la soirée du jeudi 27 juillet par la brigade criminelle de Paris, il serait passé aux aveux complets, confondu par des empreintes relevées sur les journaux recouvrant le corps de la victime (*Le Monde* du 29 juillet).

Né à Porto (Portugal), le 28 juillet 1970, Manuel Pinto vivait en France depuis 1980. Comme la famille de la victime, il habitait, avec ses parents, dans le nouveau centre de Saint-Denis. Aminata et lui se connaissaient. C'est certainement pour cette raison que le soir du meurtre, elle l'a suivi dans le parking. Effrayée par l'obscurité, selon les dires de Manuel Pinto, la fillette se serait mise à crier, et il l'aurait alors jetée à terre et étranglée. Il aurait ensuite déshabillé Aminata pour faire croire à un crime sexuel. L'autopsie et les analyses génétiques effectuées ont montré que l'enfant n'avait subi aucune violence de cette nature. Manuel Pinto serait ensuite retourné chez lui pour souper. Après le repas, il serait redescendu au parking pour vérifier la décade, avant d'aller se coucher.

D'après les premiers éléments livrés par le parquet de Bobigny, depuis son arrivée en France, ce jeune Portugais, marqué par des problèmes psychologiques et, semble-t-il, familial, a connu quelques difficultés à suivre sa scolarité. Il était employé chez un carrossier de Saint-Denis. Décrit par les enquêteurs comme « quasi idiot », avec une silhouette ingrate, il était la risée des jeunes du quartier Basilleux, qui profitaient de sa faiblesse physique pour lui réclamer régulièrement des pièces de monnaie. Manuel Pinto aurait d'ailleurs expliqué aux policiers que, peu avant le meurtre, il avait été chahuté et dérangé par un groupe d'adolescents.

Au mois de décembre 1984, le jeune homme alors mineur avait fait l'objet d'une mesure de placement décidée par un juge pour enfants de Bobigny afin de le sortir du milieu familial où, semble-t-il, il était victime de mauvais traitements. Cette mesure de placement en foyer fut renouvelée en 1987, et Manuel Pinto ne sortit du centre de Campelieu (Seine-Maritime) que le jour de sa majorité, en 1988. Le dossier médical établi dans ce centre la décrivait, à l'époque, comme doté d'un « caractère imprévisible », « parfois dangereux pour les autres » et, précisait un médecin, sujet « à des impulsions qu'il ne parvient pas encore à maîtriser ».

BRUNO CAUSSÉ.

SOLIDARITÉ

En Lorraine

Toute une ville au secours d'une famille endettée

VILLERUPT de notre envoyée spéciale

Villerupt est l'une de ces petites cités lorraines qui n'ont pour unique paysage que les reliefs d'une industrie disparue. Les mines fermées, la sidérurgie évanouie, cette vallée de Mourthe-et-Moselle, à mi-chemin de Longwy et Thionville, a vu partir une bonne partie de ses habitants depuis vingt-cinq ans. Mais pour ceux qui veulent rester, Villerupt a décidé de se battre. Pour la première fois, un « lobby » local mené par le maire s'oppose depuis deux mois à l'expulsion d'une famille qui n'a pu honorer ses dettes auprès du Crédit foncier (CCF) après l'achat d'une maison.

Le 6 juin dernier, M. Serge Kowalski, allure de jeune homme sous ses boucles grises, la parole prompt, reçoit une lettre l'invitant à comparaître deux jours plus tard au tribunal de grande instance de Briey. Sa maison doit faire l'objet d'une saisie et d'une vente forcée. Père de trois enfants, dont un bébé de dix mois, simple mécanicien auto, M. Kowalski ne sait plus à quelle porte frapper. Voilà des mois qu'il sollicite en vain la compréhension des banques et de la caisse d'allocations familiales (CAF).

Les « pépés » à la chaîne

« Un ami m'a alors conseillé d'aller voir le maire », explique-t-il. M. Casani, élu communiste, intervient immédiatement (« pourriez-vous ne pas faire de politique », précise le mécanicien) auprès du préfet, du Crédit foncier et de la CAF pour proposer un rééchelonnement de la dette. Il publie un arrêté interdisant saisies et expulsions sur sa commune et, présent le 6 juin au tribunal, il obtient le report au 20 juillet de la vente de la maison. Un répit qu'il espère mettre à profit pour régler à l'amiable la situation. Mais surtout, il alerte ses administrés. Le 20 juillet, soixante d'entre eux se retrouvent au tribunal, mais devant un président moins complaisant que le premier. Le maire est interdit de parole, Serge et Lydia Kowalski, qui n'ont pas d'avocat, également, et les habitants de Villerupt sont évacués par les forces de l'ordre. Le Crédit foncier, qui a refusé tout compromis, fait acheter par l'une de ses filiales la maison pour 120 000 F, une somme qui ne couvre pas la dette.

Depuis, les Kowalski attendent. On n'a pas encore exigé d'eux qu'ils

quittent leur maison, mais « des paquets sont déjà pris, en cas où le maire reste vigilant, bien que certains de ses administrés trouvent qu'il en fait trop « pour des gens qui ont mené la grande vie avec une moto, une caravane ».

Sur les 11 000 habitants de Villerupt, seule une minorité, mais décidée, a compris véritablement la situation des Kowalski, victimes comme beaucoup de familles modestes, jeunes et mal conseillées, des crédits alléchants (comme les plans d'accession à la propriété) que proposent les organismes financiers, mais aussi des « pépés » à la chaîne.

« On vivait avant dans un F1 avec les deux enfants », se souvient Lydia Kowalski, en berçant son bébé. En 1984, la famille jette son dévolu sur une maison située face à un mur de forteresse couleur de rouille, souvenir des usines Aubry et Michéville. Elle emprunte 280 000 francs au CCF, remboursables sur vingt ans. La maison, qui ressemble à toutes celles des cornes de Villerupt, a deux étages, brune et étroite, est donc plus que centenaire.

« Il a fallu refaire la toiture qui s'est effondrée un jour », explique le couple, qui a pour cela emprunté 60 000 francs (sur sept ans). « Après l'incendie de l'une des pièces, c'est l'installation électrique, trop vieille, qu'on a revue. Puis les impôts sont tombés là-dessus, les traites du prêt FAP et de la toiture ont augmenté jusqu'à 2 500 francs. J'ai aussi vendu ma moto à un gars qui a fait faillite », poursuit Serge Kowalski.

Il travaillait alors depuis plus de vingt ans dans le même garage pour 4 500 francs, l'unique salaire du ménage. Dès 1985, le CCF a commencé à se manifester, car les remboursements ne lui parvenaient plus qu'irrégulièrement. Aujourd'hui, grâce à une promotion, le mécanicien gagne 6 500 francs, auxquels s'ajoutent 2 200 francs d'allocations familiales depuis la naissance du bébé. Mais cela n'a pas suffi à annuler les créanciers. « Je vais chercher du travail au Luxembourg, car c'est intéressant avec le change », explique Serge Kowalski qui, comme de nombreux habitants de la vallée sinistrée, voit dans le grand-duc, à cinq minutes de voiture, une planche de salut. C'est cependant toute une vie de dettes qu'il a devant lui.

« On ne voudrait pas quitter Villerupt, on y a toute notre famille », explique Lydia. Et, désormais, de nouveaux amis.

CÉCILE LE COZ.

ENVIRONNEMENT

Greenpeace contraint la marine américaine à renoncer à un test de missile

Quatre navires de l'organisation écologiste Greenpeace ont empêché, vendredi 28 juillet, un essai de lancement du missile stratégique américain Trident 2, en pénétrant dans la zone d'où il devait être tiré, au large de Cap-Canaveral (Floride), par le sous-marin Tennessee.

« Le test prévu d'un missile Trident a été annulé en raison d'une intrusion intentionnelle de bateaux battant des pavillons étrangers dans une zone d'opérations à risques », a indiqué la marine américaine dans un communiqué.

Selon la même source, ces navires ont ignoré des appels répétés à s'éloigner de la zone de tir et, « par souci pour [leur] sécurité », la marine a renoncé au lancement, qui devait avoir lieu à environ 80 km de la côte. (*AFP*).

DÉFENSE

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 26 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Terre. - Est promu général de brigade, le colonel Marcel Collet.

Sont nommés : adjoint au général commandant la III^e région militaire, le général de brigade Jean-Gabriel Collignon ; adjoint au général commandant le 2^e corps d'armée et les forces françaises en Allemagne, le général de brigade René Mascaro ; adjoint au directeur de la protection et de la sécurité de la défense, le général de brigade Jacques Norlain.

● Air. - Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Roger Mathieu ; général de brigade aérienne, les colonels Philippe Schreiber, Jean-François Pidancet et Alain Jeantet.

AUTOMOBILE

Le raid Paris-Pékin fera demi-tour à la frontière chinoise

Le raid automobile Paris-Pékin, organisé par Alain Lafeuillade et Pascale Jouhannaud, a quitté Paris le 28 juillet (*Le Monde* des 3 et 22 juin). A la suite des événements intervenus en Chine, les conducteurs, malgré l'autorisation du gouvernement de Pékin de mener les voitures jusqu'à la capitale, feront demi-tour à la borne-frontière de la Kunjiahe Pass, dans l'Himalaya. Ainsi en ont décidé les responsables de l'expédition qui souhaitent, à la frontière, remettre aux autorités locales un message « d'amitié et de salut au peuple chinois ».

Tant à aller qu'à retour, la caravane traversera l'Iran, le Pakistan, la Turquie, la Grèce, l'Autriche et la Suisse. Le convoi comporte une douzaine de véhicules - sur les trente-quatre qui étaient prévus à l'origine.

EN BREF

● Ariane lancera les satellites espagnols. - La fusée européenne Ariane sera chargée de mettre sur orbite les deux satellites de télécommunications du système espagnol Hispasat. L'offre d'Arianespace, bien qu'un peu plus chère (108 millions de dollars, soit près de 700 millions de francs), a été préférée par les Espagnols à celle de la société américaine General Dynamics, constructeur du lanceur Atlas. Arianeespace s'est engagée à lancer les deux engins à partir du premier semestre de 1992 pour permettre au premier satellite d'être en orbite avant les Jeux olympiques de Barcelone.

● Deux millions d'hectares de forêt détruits au Canada. - Des photos prises par satellite ont permis aux pompiers canadiens d'évaluer à 2 millions d'hectares la surface ravagée par les incendies au nord de Saskeewan, de l'Ontario et - pour les trois quarts - du Manitoba. Le feu commença à diminuer d'intensité, et cinq mille quatre cents personnes, sur les vingt-quatre mille quatre cents évacuées depuis une semaine, ont pu regagner leurs villages. (*AFP*).

مكتبة الأصيل

FESTIVAL D'AVIGNON

Quelques-uns parmi des milliers

Il y a celui qui vient chaque jour de Montpellier, et court chaque nuit à la gare pour ne pas rater son dernier train, parce qu'il s'y est pris trop tôt et qu'il n'a pas trouvé à se loger à l'heure convenable sur place. Il est devenu festivalier depuis quelques années, par hasard. Depuis, il s'accroche. Le théâtre le fascine. Ce qu'il aime : découvrir des auteurs. Il cite : Novarina, Joussameau, Fargueau, et il achète leurs livres.

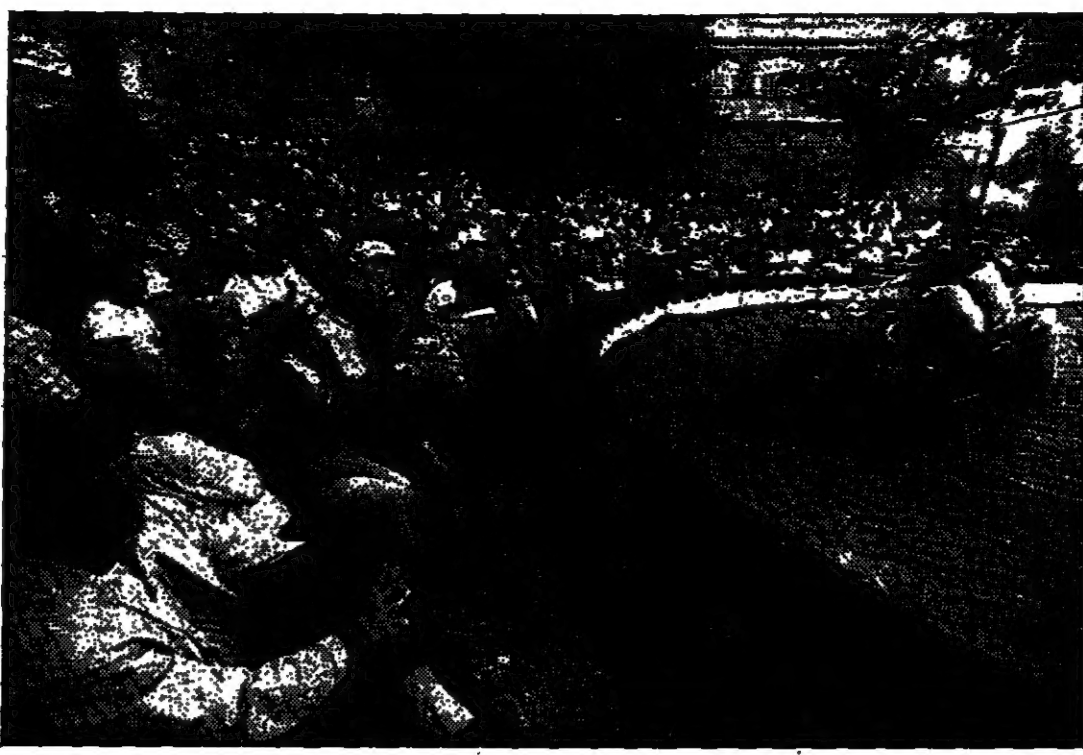
Il aime découvrir, c'est-à-dire que les hommages à des noms célèbres, Nathalie Sarraute ou Aimé Césaire, ne lui font pas grand effet. Le plus récemment : avant *Hamlet*, l'an dernier à la Cour d'honneur, il ne connaissait pas Chéreau. Il a fallu également le *Soulier de satin*, pour qu'il apprenne qui est Antoine Vitez. En réfléchissant bien, il avait assisté à quelques-uns de leurs spectacles, mais n'avait pas prêté attention aux noms des metteurs en scène. Pendant l'année, il va une dizaine de fois au théâtre, et n'a pas de méthode pour établir son choix. Il ne s'abonne pas. Il suivrait plutôt la rumeur. Il est allé voir *Lorenzaccio* monté par Francis Huster avec des amis, parce que c'était Francis Huster. Il a été déçu, mais il voulait voir Francis Huster, il l'a vu.

Il y a l'éternel comédien, qui vient de loin : de l'Inde. Il passe un peu plus d'une semaine dans un lycée en

vacances, avec d'autres stagiaires des CEMEA, venus du Québec, de Scandinavie, ou bien d'Orient. De France aussi. D'une manière ou d'une autre, ces garçons et ces filles, qui ne sont pas des surconsommateurs, forment le noyau vital de la vie théâtrale. Ils sont en tout cas les spectateurs les plus intéressants du Festival, parce qu'ils arrivent avec leurs goûts, leurs connaissances, mais trop étrangers au petit monde de la scène avignonnaise pour faire attention à ses modes et ses courants.

Il sont allés voir Jeanne Moreau le soir de l'avant-première, et choisissent les spectacles selon les places qu'ils ont prises. Ils sont réservés aux CEMEA. Pour des raisons pratiques, ou idéologiques, ou esthétiques, ils écartent le « off ». Beaumais beaucoup dire : ils y vont pour Michael Lonsdale dans *l'Echange de Clendel*, pour un Marivaux, ou *Mademoiselle Julie*. Ils vont vers le connu qu'ils ne connaissent pas.

Il ne sont pas naïfs, mais parfois naïves. Notre français n'étant pas, chez la plupart, la langue naturelle, la rhétorique leur passe par-dessus la tête. Il leur faut du concret. Ils posent des questions auxquelles ils veulent des réponses qui ne soient pas des échappatoires. « Pourquoi, demande l'étudiant indien, les



acteurs, toi, expriment-ils aussi peu leurs sentiments ? Chez nous, on joue avec force. » Brusquement, on pense à ce que l'on connaît du cinéma et du théâtre occidentaux, à ces mimiques outrancières qui fascinent dans le kathakali, et font peur aux acteurs occidentaux aussi bien qu'aux spectateurs. Après quoi on se

rend compte à quel point les habituels critères de jugement sont limités, enclavés dans une culture qui cache tout le reste.

Il y a cette Avignonnaise fanatique. Pour elle, le Festival est pain béni. Elle prend ses vacances à ce moment-là, car elle veut en voir le

maximum. Pendant le reste de l'année, elle calcule ses voyages à Paris en fonction des programmes de théâtre. Elle est envoutée, elle est accro. Personne, pas même le critique le plus consciencieux, n'a vu autant de spectacles que cette boulimique, qui tient essentiellement à battre ses propres records.

Il y a aussi les masochistes qui se font interviewer par la chaîne câblée avignonnaise, établie place de l'Horloge, et qui crachent face à la caméra : « Je ne vais jamais au théâtre, ça me gonfle ». Les rumeurs qui regrettent le temps de Vilar, la chaleur, le bruit, qui n'ont pas pu avoir de place dans le « in » et déclarent que seul le « off » vaut quelque chose...

A 17 heures au Verger

Il y a les habitués des débats. Ceux organisés par les journaux dans la cour de l'ancien archevêché sur des thèmes généraux. Les traditionnelles rencontres de 17 heures au Verger. Dans l'un et l'autre cas, on risque d'entendre l'intervention du brillant universitaire, qui prend la parole et ne la lâche plus, analyse puis démonte ce qui vient d'être dit. La fausse naïveté (stratégie spécifiquement féminine) qui attend un creux dans la discussion, lève le doigt, annonce d'une voix timide : « Je suis impressionnée, car je ne suis pas une spécialiste du théâtre, j'y vais d'ailleurs rarement, je suis là par hasard » et en deux questions pertinentes, particulièrement précises et pointues, qui ne laissent aucun doute sur sa parfaite connaissance du sujet, elle déséquilibre le discours du tribun sur l'estrade.

C'était seulement trois ou quatre personnes parmi les quelques trente ou quarante mille qui viennent pour le théâtre, pendant les trois semaines du Festival.

COLETTE GODARD.

Musiques noires des Antilles

Des notes pour le dire

Martinique, Guadeloupe, Antilles... les Français d'outre-mer font danser le Festival, loin des clichés, avec des musiques héritées de leurs ancêtres, les esclaves noirs.

« C'était du temps de mon temps, je portais une petite robe d'organdi, un jupon blanc qui dépassait dessous, et je dansais, je dansais... Mais aujourd'hui, encore je danse... » Et, dans la nuit chaude du chœur des Césaire, pieds nus sur le sable, Man'Serotte de danser encore, du haut de ses soixante-huit ans. Elle n'a plus sa petite robe d'organdi, mais le jupon blanc dépasse toujours, juste au-dessus du genou. Elle est terrible, Man'Serotte, elle chante comme on raconte. Elle chante comme on aime, avec la fraîcheur d'une jeune fille et la sagesse d'une vieille dame.

Enfants perdus, travailleurs des plantations de coton, esclaves libérés d'hier, jungles bruyantes, champs de manioc, coins de rue en fête, amour toujours, de l'autre, de Dieu, de sa terre guyanaise, de la France « la mère patrie »... dans le giron de Man'Serotte, la douceur et la douleur du monde se laissent câliner. Bien droite, les pieds sur terre, la tête au ciel et la voix entre les deux, rauque et ensoulée, Man'Serotte ne donne pas un concert, elle le partage, comme une fête. Son groupe porte un nom à l'odeur de nature et de flamme : Buisson ardent.

Son chœur est à son image : des femmes solides comme un roc, qui chantent avec l'évidence directe de ceux chez qui la musique a poussé du même élan que la parole. Les hommes sont assis en retrait, ils frappent leurs tambours, en rafales sombres. Une jolie même en madras, fichu noué sur la tête, bouche rouge et peau de prune, un petit bout d'homme et un couple énergique de l'adolescence dansent parfois, de la hanche, des fesses, des bras, des pieds : de tout le corps et de l'âme. Man'Serotte leur a appris, elle ne veut pas que se perde la tradition de ses ancêtres, les esclaves guyanais. Et roulent encore ces tambours si longtemps interdits, parce que porteurs d'un langage — alliage savoureux de français et de créole — qui dit les révoltes.

Plus loin, encore plus loin, au fond des âges, nous sommes Adolphe Anelli, avec son chant et son agawodo, un instrument né de la courge, dont il pince les cordes et frappe le ventre dans le même temps, homme-orchestre qui invente d'incroyables sons surgis de trois temps différents, d'un espace immense, d'un silence gros de rumeurs... Ses mélodies, où la joie s'élève comme un pleure en silence, racontent l'histoire du petit garçon

qui tous les matins va prier l'eau à la source pour le vieillard, celle du coq qui, tous les matins à 5 heures, éveille les hommes pour une journée de travail, celle d'un bateau d'esclaves qui appareille sans retour. Pas un sourire sur le visage d'Adolphe Anelli. Secrétaire, concentré, il perçoit la tradition de ses ancêtres africains, les prérogatives du fleuve, les prérogatives révoltes de ce dix-huitième siècle, pas si loin de nous, dont la Mission de Heiner Müller, et *Brûle, rivière brûle*, de Jean-Pol Fargeau, deux pièces jouées à Avignon, ont porté témoignage à leur façon.

Regain

Pêcheurs, fonctionnaires, agriculteurs, parfois musiciens professionnels, mais jamais gens de spectacle, les musiciens antillais ont teinté les rues d'Avignon de noir. Ils viennent de Guyane, de Martinique et de la Guadeloupe. Ils ne sont pas connus en France, ils n'ont pas fait de disques, à quelques exceptions près, et certains vivent un pied de chaque côté des mers, comme le Guadeloupéen Guy Koukiet et son groupe Ka, du nom de l'arbre creux que frappe le bec de l'oiseau. Tous préservent la tradition musicale de leurs origines, celle qu'on joue pour tout, naissance, mariage, pour la fête d'une communauté ou d'un soir.

Chaque île a sa particularité, son rythme. Pour la Martinique, chantée par T'Raoul et Maré, c'est, par exemple, le *bwa ronflé*, superbe instrument à la sonorité ronde et entêtante, composé d'une planche sur laquelle on frotte un bâton. Le *bwa ronflé* est l'héritier de ces manches de bois que les esclaves noirs frottaient contre les murs de leurs cases pour communiquer entre eux et détourner l'interdit jeté sur leurs tambours.

La tradition des Antilles est restée vivante et s'enrichit à ce jour d'un instrument — ainsi l'accordéon — ou d'une nouvelle chanson dont Jean-Marie Le Pen est, si l'on peut dire, le héros. Jusqu'à présent, elle nous était parvenue à travers de lointains échos, par Kassav, Malévo.

De si loin, et de si près, ces musiciens noirs, que l'on découvre Français (avec un étonnement, une joie mêlés à des questions obsédantes sur le silence de nos livres d'histoire, et après...) font valoir leurs spectateurs tous les soirs, parfois des nuits entières, et soudain les cloquent sur place. Car leurs rythmes viennent de ce temps où « les chiens se taisaient » et n'avaient pas encore les mots d'Aimé Césaire, et tous les autres mots d'aujourd'hui pour le dire. Juste la musique.

ODILE QUIROT.

* Musiques noires des Antilles : Concerts diffusés sur France-Culture du lundi à jeudi à 20 heures et vendredi à 14 heures 30-15 heures 30. Émission « Euphonia ».

MODE

Les collections de haute couture de l'hiver

Le luxe, la pureté et la surcharge

(Suite de la première page.)

Gianfranco Ferré a vu juste. La collection ressemble à un premier prix de calligraphie tant elle est bien rédigée par un professionnel ignorant les tâches d'encore et dont la société, baptisée par le *New York Times* « la General Motors de la couture », emploie à Milan quatre-vingt-douze personnes et réalise un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs (le Monde du 13 mai 1989).

Pas de petits foulards à pois ni de perles chez Guy Laroche. Angelo Talarzi, successeur du couturier disparu en février dernier, regarde l'époque en face. L'hiver ne minaudait pas, il s'impose sans nostalgie, comme un filé dans les grands manteaux couverts en cachemire ou en satin doublés de renard, des costumes de dandies portés sur des blouses de taffetas. Cette élégance, cette désinvolture chic se passent de mise en scène parce que les cache-cœur en crêpe ou en lamé, les robes en soie ont l'air d'être drapés tout seuls d'un geste, d'un coup de vent.

On retrouve là tout le talent d'Angelo Talarzi, Italien originaire d'Ascoli Piceno, directeur artistique chez Jean Patou avant de lancer sa griffe en 1977. Ce sont les fameuses robes noires comme des mouchoirs, l'idée du tissu s'enroule, glisse sur les épaules, effleure une Indienne ou une petite Récamier sans jamais tomber dans la réprobation.

La couture ? Une histoire de ciseaux, de volume, magnifiée une nouvelle fois par Yves Saint Laurent, ouvrant la voie à une autre pureté avec ses robes sculpturées en brocart, ses boléros coupés à vif. Dans les collections il y avait cette année plus d'air, plus d'espace, de capes et d'étoiles, d'ampleur, à l'image de ces robes-champagnes en lamé, ces paletots de velours (Christian Lacroix), ces manteaux-bulbes, ces robes-pyramides (Balmain), comme si la mode hier, perdue dans ses détails, ses petites surprises et ses trompe-l'œil, cherchait à retrouver une vraie silhouette de jour. Elle relève davantage de l'architecture que du biscuit de porcelaine. Les couleurs se « rustoient » : kaki, prune, rouille, ocre. Les tissus devenaient plus masculins (la gabardine, le tweed) ou retrouvaient l'épaisseur des années 70 grâce aux jerseys, aux serges, à la bouclette et au drap orange de Lacroix ou encore au

mouton de Mongolie pour les « babas » de luxe de Louis Féraud.

« C'est une saison de définition. Le corps est remodelé, la ligne comme basculée », annonce Karl Lagerfeld dont la révolution (porter une veste en tweed canard avec une jupe de mousseline entravée) a été accueillie au

Scherrer a présenté un véritable défilé des nations où les soldats d'opérette en vestes galonnées viciol ou cotoyaient les boyards à cordelières, les casques et les mamamouchis français de perle. Les étoffes se superposent, le cuir or s'incruste en miniatures persanes, les motifs kléms s'impriment sur des voiles lamés. Le goût

milliers de tubes souvent enfilés sur des tasses d'ameublement, des brochés de Rubelli, de Canovas, qu'on pose sur des cartons selon la technique des costumes d'église orthodoxes.

Chez Ungaro, pas besoin de prétexte mondialiste pour verser dans le décor. Le voici aussi pressé qu'un gagnant du Loto de nous faire visiter son paradis. Un Las Vegas du dix-huitième où tournent des cocottes en faux lambeaux, des poupées de sucre, creux des reins scintillants, bras en accordéon de taffetas, croupe bouillonnante, coquille, feuilletée. Ici, la couture ressemble à une vieille dame cyanurée qui aurait mis tous ses bijoux. Mais là, comme ailleurs, la complication des étoffes, le jeu des incrustations, rappellent l'esprit des toilettes aux Drags, des gravures de Sem dont les héroïnes ne sont qu'un prétexte à dentelles, guipure, chinchilla.

Dans cette profusion, Christian Lacroix reste le seul à oser un patchwork d'images personnelles. Le vent tourne comme à l'aube d'une ère nouvelle, celle dont semble parler Gabrielle Chanel (1) : « Le prestige d'avant 1914 : je ne me doutais pas en allant aux courses que j'assistais à la mort du luxe, au décès du dix-neuvième siècle, à la fin d'une époque. Époque magnifique mais de décadence, dernier reflet d'un style baroque où l'ornement avait tué la ligne, où la surcharge avait étouffé l'architecture du corps comme le parasite des forêts tropicales étouffe l'arbre. (...) Le rare était devenu le commun ; la richesse avait tout l'ordinaire de l'indigence ».

LAURENCE BENAÏM.



Palais de Chaillot dans une indifférence mêlée de mauvaise foi. « C'est l'ins qui a fait la collection », lançait une punaise surprise de ne pas retrouver ses tailleurs en entier et surtout le mannequin maison officiellement porté pâle à cause du conflit qui l'oppose à Karl Lagerfeld, le « knister » ayant mal supporté qu'elle soit la Marianne 1989.

Défilé des nations

D'autres ont fêté le Bicentenaire avec plus de candeur. Sur les traces de Jean-Paul Goude dont il est un fan, Jean-Louis

du folklore, de l'orientalisme, ce sont ces femmes, pépites littéraires coulées dans des saris de mousseline retournée de palmiers de cachemire (Scherrer), Aladins d'or et de brocart (Chanel, Lacroix), ces danseuses de Bakst (Lacroix) dignes du bal des pierrieres de la princesse de Broglie en 1914. Il ne manquait plus que les perroquets, les plumes et les sorbets d'orgasme.

François Lesage, le brodeur de la couture auquel la fondation de la mode de Tokyo rend hommage cet été, note : « Après les paillettes posées au crochet, on est revenu cet hiver à un travail d'aiguille avec les fermetures de lacets d'or, des soutaches, des

(1) *L'Allure de Chanel*, Paul Morand (éditions Hermann).

Galerie Paul Vallotton SA
Grand-Chêne 6 Lausanne
19-41-21/312.91.66 et 312.96.66
VUILLARD
(1868-1940)
Huiles, pastels, dessins
jusqu'au 2 septembre 1989
Catalogue sur demande

Régions

BRETAGNE

Bornes polyglottes

Aux premiers rangs des départements français pour la fréquentation touristique, le Morbihan a mis cet été à la disposition de ses visiteurs des bornes-bilingues qui, en quatre langues (français, anglais, allemand et italien), les renseignent sur le monument à visiter, l'histoire des lieux, le prix d'un séjour dans une ferme-auberge, etc.

Les trois premières bornes ont été installées près des bureaux des offices de tourisme de Lorient, d'Auray et de Vannes. Elles paraissent « en images » des cent principaux sites du Morbihan. La consultation, gratuite, se fera à l'aide d'un clavier à touches digitales.

Les conceptions du système ont mis trois années à imaginer et réaliser leur prototype. Le département du Morbihan, le ministère de la culture et la Communauté européenne ont financièrement soutenu l'opération. On prévoit l'installation de trente bornes dès l'été prochain.

CENTRE

En bateau à Chenonceau

Le bateau de plaisance *la Belandère*, qui assure une mini-croisière à partir de Chisseaux (Indre-et-Loire), pourra passer sous les arches du château de Chenonceau. Ainsi en a décidé le tribunal de première instance d'Orléans après avoir examiné le litige opposant la SCI Chenonceau-Rentilly à la SARL *la Belandère*. Le droit pour un bateau de circuler dans le domaine, sous un bâtiment privé, est donc reconnu.

Le château de Chenonceau, deuxième monument de France pour le nombre de visiteurs après le château de Versailles, présente en effet la particularité d'enjambrer une rivière publique, le Cher, ce qui est probablement unique au monde, et la nouvelle va réjouir les partisans de la navigabilité de cette rivière, de Tours à Noyers, dans le Loir-et-Cher. Il est question en effet de remettre en état, barrages et écluses, ce qui permettrait de découvrir les beautés de cette petite Loire.

Le tribunal administratif n'a fait que confirmer un arrêté du préfet d'Indre-et-Loire autorisant la circulation de *la Belandère* à certaines conditions. Le commissaire du gouvernement, au cours de ses explications à l'audience, indiqua que l'eau, était domaniale et qu'il n'y avait pas de risque pour la sécurité des personnes dans la mesure où la largeur de passage sous les arches est de 9 mètres pour un bateau de 5 mètres et qu'un choc contre une pile n'aurait que des conséquences insignifiantes.

La société requérante avait fait valoir en effet qu'en cas de choc il y avait menace sur tout l'édifice, une arche du pont datant de 1457 étant, d'après elle, fissurée. Elle estimait aussi que les remous provoqués par le bateau pouvaient abîmer les sculptures du monument. Son avocat avait rappelé que le Cher avait été radicalement modifié au cours d'un projet de dérivation, ce qui avait entraîné la destruction de la zone de navigation en 1937 et que si on revenait sur une telle décision dans l'intérêt général il faudrait alors soit aménager un canal de dérivation, soit cofinancer l'arche menacée. « Le bateau provoque moins de dégâts qu'un cygne sur le circuit à 2 kilomètres à

L'expérience d'une entreprise de réinsertion

Les paumés heureux de « Besançon tous travaux »

En bas, la « mienne » vérifie son stock de rouge. C'est le jour de l'acompte à « Besançon tous travaux » (BT), et le petit bistrot de la rue du Petit-Charmont, au cœur de cet ancien quartier chaud qui n'en finit pas de se rénover depuis Malraux, en récupérera forcément une partie. Il y a toujours près des ateliers et des chantiers un bar à parquer usé, avec son affiche sur la répression de l'ivresse soulignée par les moches, pour remettre les salariés dans le circuit commercial sans délai.

Cela agace les animateurs du BT, dont les locaux sont cernés par une bonne quinzaine de bars. Ce n'est pas que Roger Gauthier, éducateur, et Christian Jacquot, psychologue, soient des forcenés de la lutte anti-alcoolique. Rien des dames patronnesses drapées de vertus militantes, ni des assistantes sociales donneuses de leçons. Une expérience active dans les clubs de prévention, une longue pratique des jeunes « difficiles » (à distinguer aujourd'hui des jeunes en difficulté, qui, en raison de la fermeture du marché de l'emploi, tendent à se multiplier) les ont suffisamment éclairés sur les réalités du terrain pour leur permettre de faire la part des choses.

Mais ce qui arrive au personnel de BT en dehors des heures de travail ne peut les laisser indifférents, non seulement parce que ce personnel est constitué d'individus fragiles, mais parce que BT n'est pas une entreprise comme les autres. Elle s'intègre dans un projet social visant à aider des personnes en état de rupture sociale à retrou-

ver une certaine autonomie et à les empêcher de tomber ou de retomber dans la délinquance.

Le travail ici est considéré comme un moyen de réinsertion. Mais pas le seul. Un bon nombre de ceux qui grimperont l'échelle sociale ne seront pas embauchés par l'entreprise mais seront dirigés vers d'autres circuits.

Prix classiques

En fait, quand, en 1978, le Groupe d'action et de recherche sur l'exclusion (GARE) se crée sous forme d'association loi de 1901, la question se pose même de savoir si la remise au travail immédiate de gens sortant de prison ou susceptibles d'y entrer un jour est une bonne réponse à des besoins qui s'expriment plutôt en termes d'appui psychologique. On pense à d'autres activités comme le sport. Et si on retient finalement le travail, quelle voie prendra-t-on entre la structure spécialisée du style centre d'aide par le travail, destinée aux handicapés, et les centres de formation qui, on le voit parfois aujourd'hui, peuvent dévier de leur objectif initial et ne donnent pas toujours une réelle chance de réinsertion à des stagiaires perçus comme des « clients ».

Non, l'entreprise créée par le GARE sera une entreprise d'apparence ordinaire. C'est au reste pour mieux associer ses apparences aux yeux du public et des autres entreprises de bâtiment, avec lesquelles

on entend passer des marchés de sous-traitance, qu'on adoptera un nom commercial, BT, plus anodin que « groupe d'action et de recherche sur l'exclusion », trop lourd, calui-là, d'intention.

BT va s'efforcer de se présenter sur le marché comme une entreprise classique en pratiquant des prix tout aussi classiques en dépit de la subvention de 1500 000 F versée par l'Etat au titre de l'action sociale. Cette participation de l'Etat est au demeurant versée au GARE pour l'ensemble de ses activités d'accueil, de recherche et de caractère économique. La part réservée aux activités économiques est tout entière absorbée par les surcoûts sociaux qu'entraîne la prise en charge de l'environnement psychologique, dont une entreprise banale peut se dispenser, et en particulier d'un encadrement spécialisé.

Un chiffre d'affaires de 5 millions de francs

Les « usagers » du GARE dirigés vers BT sont payés au SMIC. Ils restent dans l'entreprise entre deux heures et plus de six mois, selon qu'ils réclament un simple dépannage, une période de remise en route dans un milieu où l'on devra compter de leur handicap social ou pour ceux dont un retour facile et rapide à une vie autonome n'est pas envisageable, un temps beaucoup plus long. Actuellement, BT tourne avec plus de trente postes à plein temps (non compris le personnel permanent), ce qui représentera sur l'année entre 150

et 180 salariés (sur 450 à 500 « usagers » du GARE) pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 5 millions de francs.

Ce résultat sera supérieur à celui enregistré en 1988, mais il n'est pas sans inquiéter les responsables du GARE. Paradoxalement, en effet, plus le nombre d'heures de travail offertes augmente, plus le déficit prévisible se confirme du fait des surcoûts sociaux — dont une heure hebdomadaire payée aux salariés pour leur permettre d'assister à une réunion d'évaluation.

Mais BT n'est-il pas condamné à l'explosion ? L'entreprise pourrait réduire des chantiers et, partant, imposer des bornes à l'embauche en rejetant les « paumés » de toutes sortes qui frappent à sa porte ? Apparemment, ce n'est pas le genre de la maison. Aux travaux du bâtiment il a été récemment adjoint une nouvelle activité, après accord avec un récupérateur de ferraille. Et le déménagement du GARE et de son entreprise dans de plus vastes locaux, une ancienne usine achetée par la ville, indique bien que l'expérience conduite à Besançon depuis dix ans impose la nécessité d'un développement que d'ailleurs les lois économiques rendent inéluctable.

CLAUDE FABERT.

* Rappelons que la Fondation de France organise le 12 octobre prochain à Paris un colloque, auquel doit notamment participer trois cents élus locaux, sur « l'insertion par l'économie » (40, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 42-25-66-66).

MIDI-PYRÉNÉES

Manger gascon

Voyage en pays de Gascogne en 72 pages. C'est ce que propose aux amateurs de gastronomie bon marché, aux passionnés de cuisine authentique qui remplissent l'estomac sans vider le porte-monnaie, un excellent petit ouvrage. *Le Guide gascon* en est à sa dixième édition. Il est, plus que jamais, « le guide des restaurants inconnus de Gascogne ».

Pour 50, 80, 100 F au maximum, on peut encore manger la garbure, la soupe de fèves, le tourin, l'omelette aux aillets, les daubes, les salmis, les manchons de canard... le tout arrosé d'un petit vin sans façon, un « teinturier » à la robe violette dont ce guide nous dit qu'il a encore le goût du jus de raisin dans les vignes de septembre.

Dans ces pays de Madiran, de Pacherenc et de Buzet, on connaît l'art du vin, des grands qui vieillissent bien comme des petits qui, faute de bouquet, peuvent avoir un bon arôme et faire chanter les palais. En

quelques pages, le lecteur pressé en saura assez pour trouver sa route entre les clochers de Gascogne, et découvrir par lui-même les trésors de ces terres de toute éternité répâtées pour leur bien-être.

Rien n'interdit en effet, après un repas du soir, de déguster un armagnac, l'alcôve « national » en Gascogne. A moins qu'une fine blanche, récemment mise au point par un producteur de Lectoure, ne vous tienne comme une aventure fleurie que ce guide oublie, curieusement, de mentionner.

* *Le Guide gascon* est gratuit. Il est téléchargeable sur le site de la Dénée, 32120 Sarrat.

POITOU-CHARENTES

Pêcher à l'européenne

La chambre de commerce et d'industrie de La Rochelle, avec l'aide de l'Etat, de la CEE et des collectivités locales, entend la construction à Chef-de-Baie d'un port de pêche aux normes européennes.

Ce port, accessible à toute heure de marée, offrira des conditions de travail optimales à tous les professionnels de la filière pêche. L'amé-

gement d'une zone industrielle contiguë permettra d'accueillir les entreprises agro-alimentaires autour d'un entrepôt frigorifique.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Après le golf, le polo

Non content de vouloir devenir le premier département « golfique » de France (le *Monde* du 4 avril) le Var, qui brigue le titre de « Californie de l'Europe », mise aujourd'hui sur le polo.

Après quelques timides et tropéziennes incursions de ce sport équestre, en 1987, un groupe a été formé autour de Michèle de la Fourcade, qui a créé, voilà quelques mois, le comité départemental de polo, et organisé (les 6 et 7 mai dernier) la Coupe d'or de polo à Hyères.

Soucieux de démontrer que le polo est un sport « qui peut être populaire », Michèle de la Fourcade a favorisé la création du Polo Club Country Hyères, dont la cheville ouvrière est Lionel Macaire, l'un des deux professionnels (avec son frère Stéphane) que cette discipline compte en France. C'est lui qui présidera aux destinées d'un vaste ensemble en cours d'élaboration et qui comportera trois terrains de jeu (4,5 hectares chacun) et deux pratiques pour l'entraînement (1 hectare seulement). Lionel Macaire est aussi président pour animer une école de polo. En ce qui concerne le public, Michèle de la Fourcade estime que « celui-ci devrait être conquis par ce sport très spectaculaire ».

Chantiers en perdition

Les chantiers navals de l'Estuaire à Cannes-La Bocca, spécialisés notamment dans la construction de yachts de luxe et de patrouilleurs en bois du type de ceux armés par les douanes, les affaires maritimes et certaines marines étrangères, vont fermer leurs portes, sauf miracle, le 31 juillet après quarante ans d'activité.

A l'issue d'une réunion avec le maire de Cannes, le sous-préfet de Grasse et les représentants du personnel, le PDG des chantiers, l'amiral de la Fourcade, a annoncé qu'il ne pouvait plus « continuer de payer les cinquante employés restants en attendant des commandes qui ne viendront jamais... ». Ces derniers sont donc licenciés.

En juin 1988 déjà, les CNE avaient été sur le point de fermer et cinquante personnes avaient alors perdu leur emploi. Depuis cette date, de solutions d'attente en faux espoirs, et fautes de commandes ou d'un reprenneur solide, la situation n'avait cessé de se dégrader, et l'issue pour certains était indolore.

Que vont devenir les chantiers ? La question s'est naturellement posée et des bruits ont couru selon lesquels les terrains, superbement situés devant la rade, excitaient de longue date la convoitise des promoteurs. On a même pu entendre dire ici ou là que tout n'avait peut-être pas été fait pour sauver la situation et que le naufrage ne serait pas dramatique pour tout le monde.

Pour sa part, le nouveau maire de Cannes, Michel Mouillat (PR), qui a saisi de l'affaire le ministre du travail, entend bien préserver la vocation industrielle ou commerciale du site. Il a affirmé avec force qu'il ne laisserait pas les chantiers devenir « l'eldorado des promoteurs ».

Les meilleures initiatives touristiques

D'ÉCERNÉS depuis 1987 par la revue *Espaces* (qui traite de l'aménagement et du développement touristique) et l'Association française des experts scientifiques du tourisme (AFEST), sous le patronage du ministère du tourisme et de la Culture, des prix de l'Initiative touristique entendent valoriser et récompenser des actions, publiques ou privées, mises en œuvre dans ce secteur essentiel de la vie économique.

Pour 1989, les Prix d'Or ont été attribués : dans la catégorie « nouveaux produits », au Labyrinthe aux ciseaux, un jardin attenant au château d'Yvoire, en Haute-Savoie, et destiné à mettre en valeur le goût, l'odorat et la vue des visiteurs ; dans la catégorie « communication et marketing », à la campagne menée par le comité régional de tourisme de Bourgogne en faveur de l'accueil, et dans la catégorie « connaissance et évaluation du

phénomène touristique », à l'Office du tourisme de Rennes pour son analyse du tourisme urbain et son étude sur les loisirs de proximité.

Dans la catégorie « initiatives françaises vers l'Europe », le jury, tout en regrettant la faiblesse des dossiers présentés, a récompensé l'opération « Bienes nidos » (une charte d'accueil pour les touristes ibériques mise au point par l'Association pour l'aménagement et le développement du tourisme d'Oléron et les vallées du haut Béarn) ainsi que les brochures éditées en anglais et en italien par le Centre d'accueil touristique et hôtelier (CATH-Voyages) à Vannes. Une mention spéciale a également été attribuée à l'Office du tourisme de Laon pour l'ensemble de ses initiatives.

* Prix d'Or, 15, rue Chateaubriand, 75008 Paris.

Un guide des décideurs locaux

La Fondation pour la gestion des villes vient de publier un *Guide des décideurs et décideurs des collectivités locales*. Sur quatre cent dix-sept pages grand format elle a effectué un recensement des décideurs politiques et économiques des régions, des départements et des villes de plus de dix mille habitants ; des principaux groupements de communes (c'est une originalité), des associations d'élus et de fonction-

naires, des publications spécialisées, des universités et des centres de recherche dispensant des enseignements portant sur l'aménagement du territoire ou le management public, des principaux organismes financiers. Ce guide sera remis à jour et complété chaque année.

* 900 F. 59, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 42-56-39-70.

POINT DE VUE

par Bernard Derosier, député du PS, président du conseil général du Nord.

La relance du débat sur les régions, leurs dimensions et leurs compétences, pose une nouvelle fois le problème de l'organisation administrative française.

La France peut-elle se permettre, à l'heure européenne, d'invoquer trois niveaux d'administration locale ? Si l'émiettement communal, le rôle et la place des régions, font l'objet de débats les plus vifs, d'autres voix s'élèvent pour contester l'utilité de l'échelon départemental. Or, le département, loin d'être une circonscription artificielle, est un échelon administratif bien implanté dans la réalité locale. Il constitue un cadre d'action pour l'action publique.

La collectivité départementale est une institution solide, bien adaptée à des services de proximité qui nécessitent une bonne connaissance du terrain.

Né de la Révolution, le département est, après deux siècles d'histoire, totalement intégré dans le paysage administratif français et clairement identifié par la population. Après avoir été un relais privilégié dans l'action du pouvoir central, le département connaît avec la décentralisation une nouvelle vitalité.

Principal bénéficiaire des lois de décentralisation, le département a une vocation sociale particulière.

Défense du département

L'exposé des motifs de la loi du 2 mars 1982 précisait qu'« au département revient la mission de solidarité et de péréquation ». Cette mission, il l'exerce à travers ses nombreux domaines d'intervention, action sociale — et c'est avec raison que le département a été choisi comme cadre de mise en place du RMI et de lutte contre l'exclusion sociale —, mais aussi organisation des transports scolaires, construction et fonctionnement de collèges, entretien de la voirie départementale...

Ainsi, la collectivité départementale se révèle assez vaste pour faire jouer pleinement les notions de solidarité et de péréquation, et pas trop étroite pour permettre des services de proximité de qualité.

Un partenaire économique à part entière

Les actions entreprises, les pouvoirs exercés, constituent déjà des acquis importants. Mais cette situation ne doit pas se figer : la collectivité départementale a un rôle important à jouer dans l'avenir, elle doit continuer à évoluer pour que ses potentialités soient pleinement utilisées.

Le département doit tout d'abord s'affirmer comme un partenaire économique à part entière, incitatif et créatif, à qui l'excellente connaissance du terrain qu'ont ses élus et ses agents permet d'agir de la

manière la plus efficace. Les conseils généraux disposent déjà d'un certain nombre de moyens pour participer activement à la lutte pour l'emploi. Cette capacité doit être renforcée. Le projet de loi relatif à l'action des collectivités territoriales en faveur du développement économique local va dans ce sens puisqu'il accroit l'autonomie d'action du conseil général.

La aussi, le niveau départemental permet d'entreprendre une action de terrain, notamment en direction des PME, avec le recul nécessaire et surtout les moyens dont peut disposer une collectivité suffisamment étendue pour veiller à l'équilibre des besoins d'emploi.

Le département doit également développer son action en faveur de la solidarité intercommunale. Il ne s'agit pas là de recréer une quelconque « région », d'ailleurs interdite par la loi. Mais si l'effort communautaire est indispensable, elle ne sera rendue possible que par le développement de la solidarité et de la coopération, que le département peut promouvoir dans son cadre territorial en contribuant activement au développement des communes, notamment des communes rurales.

Quant à la région, le problème ne se pose pas tant en termes d'alternative au département qu'en termes de complémentarité à affiner entre ces deux niveaux d'administration.

La région est restée marquée par sa spécificité institutionnelle d'origine qui, dans un cadre géographique

élargi, pourrait être renforcée : instance de coordination et de réflexion prospective, elle doit nouer le dialogue avec l'Etat, être le relais des solidarités européennes. Sa compétence de planification doit s'exercer en prenant en compte l'ensemble des besoins et des préoccupations identifiées sur son territoire, après concertation avec les collectivités infra-régionales. De par son niveau d'intervention et dans un esprit de complémentarité, la région ne doit pas avoir une vocation de gestion trop marquée.

Au-delà de quelques ajustements nécessaires — mais les lois de décentralisation sont de jeunes lois, — la pertinence de l'échelon territorial départemental est difficilement contestable. Dans sa réalité, comme dans son avenir, c'est un cadre essentiel de l'action publique. Il se situe à un niveau opportun de cadrage du territoire, nécessaire pour établir un réseau serré de solidarité dans tous les domaines de la vie de notre société.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Étienne Buzet, Alexis Boudier, José Lazzari, Gérard Valès, Michel Vitis.

Coordination : Jacques-François Simon.

La prochaine page régions sera publiée dans le numéro daté 3-4 septembre.

ÉTRANGER

La Lloyds constitue de nouvelles provisions sur ses créances aux pays en développement

La banque britannique Lloyds Bank PLC a relevé le niveau de ses provisions sur créances aux pays en voie de développement de 464 millions de livres (4,8 milliards de francs), a-t-on appris le vendredi 28 juillet à l'occasion de la publication des résultats semestriels de la banque. En conséquence, Lloyds a réalisé un bénéfice avant impôt de 93 milliards de livres, contre 452 milliards au cours de la même période, l'année précédente. Lloyds a désormais provisionné l'équivalent de 47 % de ses prêts sur les pays en développement, et la communauté bancaire s'attend que les trois autres grandes banques britanniques — National Westminster, Barclays et Midland — relèvent à leur tour le montant de leurs provisions. Sir Jeremy Morris, président directeur général de Lloyds, a déclaré lors de la présentation des résultats de la banque que « les perspectives de la dette du tiers-monde se sont assombries ».

Sotheby's : de record en record

Le célèbre marchand d'œuvres d'art londonien Sotheby's a réalisé un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de dollars (15 milliards de francs) pour ses ventes aux enchères pendant l'exercice 1988-1989, soit une augmentation de 57 % sur l'exercice précédent.

Selon les dirigeants, les toiles impressionnistes et la peinture contemporaine ont dominé les ventes. Le 9 mai dernier, une vente de tableaux modernes et impressionnistes a atteint le chiffre record de 205 millions de dollars (1,3 milliard de francs).

Le record de l'année pour une seule œuvre a été battu par un autoportrait de Picasso de 1901 « Yo Picasso » adjugé 47,9 millions de dollars (306 millions de francs). Le record absolu reste celui des « Iris » de Van Gogh vendu au cours de l'exercice précédent à New-York pour 33,9 millions de dollars (344 millions de francs). — (AFP.)

EN BREF

● Thy (Turquie) fonde avec Lufthansa une société de charter. — La compagnie aérienne turque Thy va fonder une société de charter avec la compagnie allemande Lufthansa a déclaré le 28 juillet le ministre turc des transports, M. Gengiz Tunçer. Cette société, dont le directeur général sera nommé par Thy, commencera à transporter à partir de 1990 des touristes de différents pays européens vers la Turquie. La part de Thy et celle de son associé Lufthansa dans le capital seront égales (40 % chacune) et la part de 20 % qui reste sera vendue aux investisseurs privés turcs et étrangers. — (AFP.)

● Hausse de 0,3 % des revenus des ménages en juin aux Etats-Unis. — Les revenus des ménages américains en juin ont augmenté de seulement 0,3 %, tandis que leurs dépenses restaient stables après neuf mois de progression. Ces chiffres, qui viennent après la faible hausse des revenus en mai (+0,2 %), semblent confirmer, selon les économistes, le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis. Les analystes estiment cependant que les dépenses des ménages devraient recommencer à augmenter au troisième trimestre.

COOPÉRATION

Déblocage des négociations pour le renouvellement de la convention de Lomé

Bloquées après l'échec des discussions des ministres des affaires étrangères des Douze, le 17 juillet, les négociations pour le renouvellement de la convention de Lomé entre la CEE et quinze pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) vont pouvoir reprendre prochainement. Les Douze sont en effet parvenus le 27 juillet à un accord pour doter la Commission européenne d'un mandat de négociation sur les principaux dossiers. Le texte de l'accord, qui définit la position de la Communauté dans les négociations prévues en octobre au niveau ministériel, est moins complet que celui souhaité à l'origine par Bruxelles. Mais l'important est de débloquer les négociations, observait le 28 juillet un fonctionnaire européen.

Ce déblocage devrait permettre de respecter le calendrier qui prévoit la signature de la convention de Lomé 4 avant la fin de l'année. Les pays ACP ont en outre accepté en fin de semaine la solution proposée par les experts de la CEE pour compenser les pertes de recettes à l'exportation des matières premières agricoles (cacao, café, arachide) survenues en 1988. Sur les 690 millions de dollars demandés par les ACP, la CEE disposait comme ressources disponibles de 200 millions de dollars. En « rajoutant les fonds de tiroir », elle a pu ajouter 146 millions de dollars, s'engageant ainsi à verser la moitié de la somme en jet. Le Cameroun et la Côte-d'Ivoire seront les principaux bénéficiaires de cette compensation.

Une étude de l'OCDE

Le Portugal a réalisé depuis 1987 un gros effort d'investissement industriel

Proche de l'évolution observée au Portugal depuis 1985, la croissance du PIB en 1988 (4,1 %) est restée « rapide ». Dans l'analyse qu'elle fait de la situation économique du pays, l'OCDE écrit que « l'effort de développement s'est poursuivi, la croissance des investissements ayant contribué pour près de quatre points à celle du PIB ».

Après une progression atteignant 20,2 % en 1987, l'investissement a encore augmenté de 15,5 % en 1988 : « un chiffre qui reflète l'effort exceptionnel de modernisation et de développement du stock de capital, notamment dans l'industrie ». Les investissements directs étrangers, dont le montant s'est accru de 120 % entre 1986 et 1987, ont pratiquement doublé en 1988 (656 millions de dollars, soit 5,6 % de l'investissement). L'OCDE estime que l'adhésion du Portugal à la CEE a entraîné un flux de transferts équivalant en moyenne, de 1986 à 1988, à 1,2 % du PIB annuel.

La croissance de la demande intérieure s'est ralentie durant l'année 1988, mais est restée, avec 8 % de hausse, supérieure à celle de la plupart des pays de l'OCDE, et de 4 points supérieure à la moyenne européenne. Le « dynamisme de l'activité » a entraîné une amélioration de l'emploi, qui a augmenté de 2,5 % en 1988. Le taux de chômage s'élevait à 5,8 % de la population active en 1988, soit un recul de 2,3 points en deux ans, la part des chômeurs de longue durée s'élevant à 42 % du total (48,1 % en 1986).

Parallèlement, le rythme de la demande intérieure a ralenti l'inflation — pourtant ralentie au premier semestre 1988 — qui a atteint en

mars et avril 1989 un taux de 12,5 %. L'OCDE prend acte de la généralisation des tendances inflationnistes dans les pays industrialisés, mais souligne l'écart de 6,5 points qui, à cette date, subsiste entre le Portugal et la moyenne de l'Europe.

A cela s'ajoute la répercussion, en 1988, du déséquilibre extérieur du pays, principalement à la détérioration du solde commercial (- 5,1 milliards de dollars). Le textile et l'habillement (32 % des entreprises en 1987) et plus largement les industries à haute intensité de main-d'œuvre ont connu une perte de compétitivité par rapport aux nouvelles économies industrielles d'Asie, en raison d'une hausse des coûts de main-d'œuvre depuis 1985.

Pour pallier les risques de « surchauffe » et de la pression de la dette extérieure, l'OCDE préconise à titre

principal une réduction du besoin de financement des administrations publiques. « La stratégie prévue depuis 1985 qui consistait à la fois à stimuler les investissements et à permettre une croissance rapide de la consommation des ménages grâce à une politique accommodante semble avoir atteint ses limites en 1988, où le processus de désinflation a été interrompu ».

Si toutefois des mesures d'ajustement ont déjà été prises (utilisation des ressources dégagées par la baisse du prix du pétrole pour réduire la dette publique, introduction de la TVA, remboursement des dettes de l'Etat envers les entreprises publiques), le besoin de financement des administrations publiques (13,5 % et 8,5 % du PIB en 1984 et 1988) devrait, recommande l'OCDE, être abaissé à 3 % du PIB d'ici à 1992.

Un secteur financier en mutation

Depuis 1984, le Portugal est passé d'un système financier reposant quasi exclusivement sur les banques à « une diversification importante dans l'origine et dans les canaux de financement ». En 1987 les banques n'ont contribué qu'à hauteur de 26 % au financement des entreprises (contre 75 % en 1984), les marchés de capitaux à 23 % (avec une part quasi inexistante en 1984). Pour nouvelles banques (dont six étrangères) se sont implantées en 1988.

La déréglementation et le dépeçage des taux d'intérêt sur les dépôts et les crédits interviennent dans un contexte de restructuration des profits, et d'entrée de capitaux étrangers favorisée par la libéralisation des mouvements intervenus fin 1987. De nouveaux produits financiers ont, en outre, été créés, notamment les « titres de crédit à l'investissement public », qui pourraient, note l'OCDE, se substituer pour partie aux bons du Trésor.

SOCIAL

Dans le Calvados

La dernière mine de fer de l'Ouest a fermé

La dernière mine de minerai de fer de l'Ouest a été fermée le 28 juillet pour marquer symboliquement la fermeture définitive du dernier site d'extraction de fer de l'Ouest de la France, celui-ci avait été ouvert en 1907.

La décision de fermeture de la mine avait été annoncée le 1^{er} septembre 1988. Cent dix-sept personnes travaillaient encore sur le site à cette date. L'arrêt de l'exploitation a été dicté par le choix de la société métallurgique SM Normandie, propriétaire et seul client de la mine, d'abandonner le minerai phosphoreux de Soumont pour ne plus traiter que du minerai hématite d'importation.

Plus pure, et plus riche, l'hématite permettra, selon la direction de la SM Normandie, de produire à moindre coût un acier de meilleure qualité.

● Les dockers britanniques votent la poursuite de la grève. — Les dockers britanniques, en grève depuis dix-sept jours pour protester contre l'abolition — par le gouvernement — du monopole d'embauche syndical qui leur garantissait un emploi à vie, ont décidé la poursuite de leur mouvement, a-t-on appris le 28 juillet, de source syndicale. Quatre-vingt délégués réunis à Londres ont voté à une forte majorité la continuation de la grève, tandis que selon les employeurs quelque 2 500 dockers sur 8 500 ont déjà repris le travail. — (AFP.)

POINT DE VUE

L'affaire des « dix » de Renault

Les syndicalistes ont mieux à faire

par Daniel Labbé
secrétaire de la CGDT
Renault-Billancourt

LES mythes ont la peau dure, et paradoxalement c'est la défense des droits de l'homme qui conduit parfois à oublier la défense des hommes. L'affaire dite des « dix » de Billancourt a mis en jeu (tout au moins dans le microcosme politique et dans la plupart des relais médiatiques) qui ont couvert l'événement), toute une symbolique qui semble étrangement détachée de la réalité sociale qu'elle est censée représenter ; elle masque les problèmes auxquels sont confrontés les salariés de Renault et caricature les enjeux du mouvement syndical.

Tout d'abord revenons l'historique de l'affaire. Selon la saga officielle, les « dix » se sont trouvés à la tête d'innombrables manifestations de salariés contre les licenciements annoncés par la direction de la régie Renault. Ils sont les victimes d'une répression aveugle alors qu'ils se devaient à la défense de la cause ouvrière : une véritable image d'Épinal. Il n'en est rien : la réalité sans être sourde est loin d'être si noble.

Le 25 juin 1988, la direction de la régie Renault décide une procédure de licenciement collectif des salariés de l'usine de Billancourt ; il s'agit pour l'essentiel de salariés âgés, voire malades ou handicapés, donc devenus ou jugés improductifs. Cette annonce provoque peu de réactions de la part des dirigeants CGT de l'époque qui se contentent d'interdire « l'usage officieux » la tenue du comité d'établissement habilité à débattre du plan social. Par contre, un mois plus tard, lorsque 26 délégués (de plusieurs syndicats) sont à leur tour sur la liste des licenciements économiques, les hostilités sont déclenchées : à plusieurs reprises des commandos restreints de militants CGT et de salariés du comité d'établissement font un saccage en règle de bureaux directeurs.

Ainsi donc il s'agit non de quelques excès survenus au cours d'une action collective de salariés licenciés, mais au contraire d'opérations délibérément montées dont le but est l'unique défense des « acquis » de l'appareil CGT et PC.

On comprend mieux pourquoi l'affaire des « dix » ne fait pas recette à l'intérieur de l'entreprise Renault. Depuis bientôt trois ans, les multiples appels à la grève de la CGT et du PCF n'ont jamais réussi à rassembler plus d'une centaine de grévistes sur les 9 000 salariés que compte le centre industriel de Billancourt ; le 12 juillet 1989 il y avait moins de « dix » grévistes

alors que la CGT compte plus de 100 délégués sur le site.

Cette affaire est essentiellement un objet médiatique, une réussite incontestable du plan de sa construction par le PCF et la CGT. Cette désinvolture à pour origine essentielle la désintégration des grands bastions traditionnels, l'émergence de nouvelles catégories professionnelles et surtout de nouvelles mentalités chez les salariés. La CGT, et surtout le PCF, ont décidé de lier intimement leur sort au déclin, voire à la disparition des vieilles forteresses ouvrières. L'affaire des « dix » en est l'écrit le plus démonstratif.

Les syndicalistes ont mieux à faire : ils doivent être à l'écoute des jeunes, des catégories sociales montantes, et être au cœur de la modernisation des entreprises : c'est à ces conditions qu'ils pourront défendre, de manière efficace et réaliste, les exclus. Cela suppose une évolution du droit syndical où il s'agit non plus de privilégier les moyens matériels mais de reconnaître la fonction, la place et la responsabilité des syndicalistes dans la vie de l'entreprise.

Mais on est alors loin de l'équation selon laquelle le PCF égale classe ouvrière. Or, cette vieille lune a fait plus que son temps dans la société civile ; il apparaît désemparé qu'elle inspire encore certains débats à l'Assemblée nationale.

Desyndicalisation L'affaire des « dix » pervertit également le débat sur le droit syndical. Si l'on parle de liberté syndicale, les « dix » sont un bien mauvais standard. Parfois plutôt le sursis de ces autres anonymes qui font vivre le syndicalisme, sans gloire et sans moyen, là où mûrit un véritable sacro-sainte, notamment dans les petites et moyennes entreprises où la répression patronale est une réalité. A vouloir accrocher à un mauvais carrosse le droit à la désintégration des délégués licenciés abusivement, on dévalue du même coup d'autres causes parfaitement justifiées.

N'abusons pas du terme de « salarié protégé ». Ces mots pourraient finir par sembler indécentes aux milliers de salariés licenciés pour raison économique. La protection ne signifie pas que les syndicalistes doivent être épargnés par la contingence économique, cela les érigerait en caste.

Le syndicalisme est aujourd'hui à la croisée des chemins. La Fédération

CEE

Pour le prochain programme-cadre

La Commission de Bruxelles propose d'augmenter de 50 % les crédits de la recherche

La Commission européenne propose aux Etats d'accompagner la mise en place du marché unique de 1993 par un effort collectif de recherche sensiblement accru. Une telle politique est nécessaire pour rester compétitif face aux grands concurrents américains et asiatiques, mais aussi pour développer la coopération entre groupes industriels et laboratoires des différents Etats membres. Bruxelles préconise pour le prochain programme-cadre quinquennal (1990-1994) une augmentation des crédits de 50 % par rapport au programme cadre actuellement en cours (1987-1991). Le montant des crédits du budget communautaire affecté à la recherche passerait ainsi de 7 à 11 milliards d'ECU (49 à 77 milliards de francs). Cette progression très sensible bénéficierait en particulier à la recherche sur l'environnement et sur les technologies du vivant.

BRUXELLES
de notre correspondant

Le succès appelle le succès. Les grands programmes communautaires, au premier rang desquels Esprit, Race, Brita, se développent maintenant depuis plusieurs années de façon satisfaisante, contribuant puissamment au rapprochement des entreprises et centres de recherche en Europe. La Commission, qui, en raison de l'efficacité ainsi démontrée, se voit davantage écoutée par les gouvernements des Douze que dans le passé, propose d'amplifier encore leur portée. Si le conseil des ministres la suit, les technologies de l'information, les télécommunications, les technologies industrielles se développeront une fois de plus la part du lion.

M. Filippo Maria Pandolfi, en présentant le projet de nouveau programme cadre, a mis l'accent sur un double inflexionnement. L'action collective, sans ignorer pour autant la recherche fondamentale, pré-

compétitive, devra se rapprocher du marché, c'est-à-dire atteindre la phase de démonstration, concevoir des projets pilotes. C'est là une audace — par rapport à une doctrine libérale qui hésite à voir les pouvoirs publics intervenir dans le jeu de la concurrence en finançant des produits pouvant être commercialisés — que la plupart des industriels engagés dans la coopération communautaire appellent depuis longtemps de leurs vœux.

Soutien à Eureka

M. Pandolfi s'est également prononcé avec netteté pour une participation accrue de la Communauté aux autres programmes européens, et en particulier à Eureka. Eureka, ce programme de coopération technologique sous auspices, lancé en 1985 à l'initiative de M. François Mitterrand, a fait ses preuves. La Commission, judicieux, l'admet désormais sans arrière-pensées, si bien que de grands projets, tels que la télévision à haute définition (TVHD) ou JESI (mise au point de super-mémoires) tout en étant développés dans le cadre et selon les procédures d'Eureka, peuvent pleinement bénéficier du financement et de l'appui de l'appareil communautaire. L'industrie européenne ne peut que gagner à cette évolution des mentalités.

M. Pandolfi a souligné que l'effort de recherche en faveur de la défense de l'environnement serait plus que doublé. L'aide ainsi fournie sera multiforme. Le commissaire a en particulier insisté sur la nécessité d'être de plus en plus en mesure de substituer à des produits polluants issus par exemple de l'industrie chimique traditionnelle, de nouveaux produits biodégradables, notamment d'origine agricole, qui n'agressent pas l'environnement.

Dernière innovation du nouveau programme cadre, une amplification des moyens affectés à la mobilité des chercheurs, et en particulier des jeunes chercheurs, dans la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE.

● Adoption du projet de budget de la CEE pour 1990. — Les ministres du budget des Douze ont adopté le 28 juillet en première lecture le projet de budget de la CEE pour 1990, dont le montant global est de l'ordre de 48 milliards d'ECU, soit environ 336 milliards de francs. Dans ce projet, dont l'adoption finale est prévue pour décembre, l'accent est mis sur les crédits à l'aide sociale et régionale (+ 21,5 % à 80,7 milliard de francs), fixés à 28,52 milliard d'ECU (185,6 milliard de francs), les subventions agricoles représenteront moins de 55 % des dépenses budgétaires, contre 57,8 % en 1988.

REPÈRES

Etats-Unis

Baisse des fusions et acquisitions

Selon une étude de l'organisme américain Securities Data Co., le nombre et la valeur des grandes fusions de sociétés ont reculé aux Etats-Unis durant le premier semestre, par rapport à la même période de 1988. En six mois, 895 acquisitions de firmes ont été enregistrées, contre 784 un an plus tôt. La valeur totale de ces achats est en baisse de 20 % à 184,9 milliards de dollars (1 065 milliards de francs).

Salaires

Individualisation en hausse en 1988

Les augmentations individuelles de salaires ont progressé sensiblement en 1988 après avoir marqué une pause en 1987, selon une enquête du ministère du travail. En 1988, 59 % des entreprises ont pratiqué uniquement des augmentations générales (contre 67 % en 1987),

12 % uniquement des augmentations individualisées (contre 9 % et 19 % contre 14 %) pratiquant un système mixte d'augmentations générales et individualisées (10 % n'avaient accordé aucune augmentation).

Cette pratique des salaires personnalisés progresse dans les entreprises de toutes tailles à l'exception des entreprises de 50 à 200 salariés. « Aujourd'hui, observe l'enquête, un salarié sur deux se trouve concerné par cette pratique ». En 1986 et 1987, 45 % des salariés étaient dans cette situation.

● M. Jean-Paul Escande chargé d'une mission de modernisation du port de Marseille. — M. Jacques Mellet, ministre délégué chargé de la mer a décidé de mettre en place une mission de courte durée en faveur de la communauté portuaire de Marseille. Il a chargé M. Jean-Paul Escande, PDG de la Société marseillaise de crédit, membre du conseil d'administration du port autonome de cette mission. M. Escande a pour charge de définir les objectifs de reconquête des trafics et de modernisation des relations sociales sur une période de cinq ans.

Économie

CONJONCTURE

La hausse des prix de détail en juin :
limitée à 0,1 %

	VARIATIONS (en %) AU COURS			
	Des 12 derniers mois (juin 89/juin 88)	Des 6 derniers mois (juin 89/déc. 88)	Des 3 derniers mois (juin 89/mars 89)	De dernier mois (juin 89/mai 89)
● ENSEMBLE	+3,6	+2,1	+1,3	+0,1
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+4,0	+2,4	+1,2	+0,4
Produits de base de consommation	+3,4	+1,7	+0,7	+0,1
Vieillesse de boucherie	+9,5	+6,2	+3,3	+1,1
Porc et charcuterie	+4,9	+3,5	+2,2	+1,2
Vol., lap., gib., prod. base viande	+3,4	+0,4	-0,2	+0,1
Produits de la pêche	+2,9	+2,2	+1,1	+0,5
Lait, fromages	+4,4	+2,5	+0,7	+0,1
Œufs	+6,0	-0,4	-0,2	-0,1
Corps gras et beurres	+8,1	+3,4	+1,2	+0,6
Légumes et fruits	+2,8	+0,8	+0,3	0,0
Autres produits alimentaires	+2,1	+1,1	+0,6	+0,1
Boissons alcoolisées	+3,2	+2,5	+1,2	+0,3
Boissons non alcoolisées	+3,6	+2,2	+1,6	+0,4
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+3,1	+2,1	+1,2	-0,1
1) Habillement et textiles	+2,8	+1,5	+0,8	+0,2
Vêtements de dames	+2,6	+1,0	+0,6	+0,1
Autres vêtements et accessoires	+3,2	+1,5	+0,8	+0,1
Articles chaussants	+2,2	+1,1	+0,6	+0,2
Autres articles textiles	+3,3	+4,3	+1,1	+0,3
2) Autres produits manufacturés	+3,1	+2,3	+1,4	-0,2
Mobilier et tapis	+3,4	+2,3	+1,3	+0,3
Appareils ménagers élect. et gaz	+0,5	+0,3	+0,1	-0,1
Services msa., produits entretien	+4,0	+2,5	+1,2	+0,4
Articles toilette et soins	+1,1	+0,3	+0,4	+0,1
Véhicules	+3,7	+1,7	+0,3	+0,1
Reproduction-littérature-journaux	+2,8	+2,0	+1,0	+0,3
Photo, optique, électroacoustique	+3,0	+1,5	-0,2	-0,1
Autres articles de loisir	+2,4	+1,5	+0,9	+0,3
Combustibles, énergie	+6,0	+5,7	+3,8	-0,9
Tabacs, prod. mamm., divers	+1,6	+0,3	+0,2	+0,1
● SERVICES	+3,9	+2,0	+1,0	+0,2
Services relatifs au logement	+5,2	+2,5	+1,2	+0,1
Dont : loyers	+5,4	+2,4	+1,3	0,0
Soins personnels, soins habillement (1)	+5,6	+3,3	+1,7	+0,5
Services de santé	+0,5	0,0	0,0	0,0
Transports publics	+2,3	+0,5	+0,9	+0,7
Surv. d'entretien véhicules (2)	+4,7	+2,8	+1,0	+0,3
Wébs, café, rest., casinos	+5,0	+3,0	+1,5	+0,3
Autres services (3)	+3,0	+1,4	+0,7	+0,3

L'indice des prix de détail de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit à 177,7 en juin, contre 177,5 en mai.

(1) La poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, de blanchissage, de nettoyage, de teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes.

(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolaire), ainsi que auto-école, spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, télévision TV, etc.

L'indice du groupe des « produits manufacturés » diminue de 0,1 % en juin, soit une progression de 3,1 % en mai.

AFFAIRES

Secousses dans le tunnel

L'effervescence autour d'Eurotunnel aura été l'un des rares événements à venir troubler la monotonie ambiante. L'action durant ces séances a été fortement agitée tant à la hausse qu'à la baisse.

Lundi 24 juillet, le titre accablait sa chute amorcée la semaine précédente (-10,6 %) et perdait en une seule séance 11 %. Le cours tombait sous la barre des 100 F. Il cédait la place à 81 F. Les boursiers réagissaient négativement au succès des travaux annoncés le 21 juillet par le consortium chargé de construire le tunnel sous la Manche. Le coprésident d'Eurotunnel, M. André Bénard, tentait alors à son tour de dissiper les rumeurs les plus contradictoires. « Les délais sont parfaitement maîtrisés et le tunnel sous la Manche sera toujours une bonne affaire ».

Mardi, après un recul à 88,20 F, la chute semblait enrayée. Provisoirement du moins. L'action reprenait le chemin de la hausse. Là aussi, le mouvement était vigoureux comparé à l'environnement particulièrement morne. Et même, la commande de matériel roulant d'un coût de 6 milliards de francs, plus du double de celui

prévu dans le devis, ne ralentira pas la reprise des cours mercredi et jeudi.

Changement de décor vendredi, où Eurotunnel sombrerait à nouveau. Pendant plus de 5 %, il effleurerait la veille du week-end un cours de 94 F. Pour tenter d'expliquer ce revirement, des analystes avançaient les craintes des investisseurs sur les possibilités de financement à court terme de la société.

Une fois encore, l'ampleur de la réaction et l'accroissement du volume traité ont étonné. Mais Eurotunnel est depuis le début de l'année de valeur-support à des options. Le titre fluctue beaucoup plus au gré des anticipations faites par les acquéreurs ou vendeurs d'options. Les échanges dans le même temps s'amplifient, comme ce fut le cas cette semaine. Lors de ces séances, le volume des transactions a souvent dépassé les trois millions de titres. Un niveau certes élevé dans l'absolu, mais qui représente seulement 1 % du capital de la firme. Celui-ci est composé de 332 millions d'actions.

D. G.

EN BREF

● UCS Locabell s'associe en Italie avec le groupe Cariplo. — UFB Locabell, filiale de la Compagnie bancaire, spécialisée dans les financements professionnels, vient de conclure un accord avec la Caisse d'épargne italienne Cariplo (Cassa di Risparmio della provincia Lombarda) et sa filiale de leasing Leasingindustria, en vue de créer deux sociétés communes spécialisées dans le crédit-bail. L'une sera implantée en Italie et aura pour actionnaire majoritaire à 70 % UFB Locabell et la Compagnie bancaire, l'autre basée en France sera contrôlée à 70 % par Cariplo et Leasingindustria. Cet accord permet au groupe français de compléter son réseau de filiales dans les principaux pays de la Communauté européenne. La semaine dernière, dans cette optique, la Compagnie bancaire achetait Humbly Grove Investment Ltd, une société de leasing britannique (Le Monde daté du 23-24 juillet).

● Ford rachète un groupe financier. — Le second constructeur automobile américain a annoncé, jeudi 27 juillet, le rachat de The Associates, la filiale de services financiers de la Paramount. La transaction a eu lieu pour un montant de 2,95 milliards de dollars (2,1 milliards de francs). The Associates est le troisième groupe de services financiers indépendant des États-Unis.

Cette cession confirme la volonté de Paramount de s'orienter définitivement vers le secteur de la communication, même après l'échec de l'OPA sur le groupe Time. Pour Ford, en revanche, The Associates lui permet de consolider une offre industrielle par toute une gamme de services financiers à destination de ses clients.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 24 au 28 juillet

Les 500 démythifiés

APRÈS un long mois d'attente, de timides tentatives d'approche, le CAC a franchi, pour la première fois de son histoire, le seuil des 500 points. Il s'est inscrit, vendredi 28 juillet, à 503,3 points. Mais à l'issue de cette quatrième semaine de hausse (+2,3 %), ce passage s'est effectué dans le plus grand calme, voire dans la quasi-indifférence. Les boursiers n'ont pas salué ce quadruplement des cours moyens des actions françaises depuis le 31 décembre 1981, date de création de ce baromètre composé de 240 valeurs. Ils sont restés sur la réserve, dans un marché sans moteur pour l'instant. Et comme l'explique le courrier DLP, James Capel, dans sa synthèse hebdomadaire : « Le marché semble pour le moment d'inertie, mais à son prix (13 fois 1989 et 11 fois 1990). L'absence de données spéciales comme à Londres, le peu de volumes et d'idées nouvelles, n'entraînent guère de décalage sur les titres ». À présent, le franchissement de ce « seuil psychologique » pourrait peut-être contribuer à stimuler l'activité de la place parisienne durant l'été. En effet, si la progression de l'indice CAC depuis le début de l'année a été de 21,1 %, les analystes sur graphiques n'excluent pas un potentiel de hausse supplémentaire de 4 %. Pour eux, le cap des 500 points aura été « cassé », le prochain niveau de résistance se situe à 520 points. Une fois encore, tout dépendra de l'environnement économique national et surtout international.

Pour l'instant, les nouvelles sont encourageantes. À commencer par la situation aux États-Unis. La publication jeudi du PNB américain pour le deuxième trimestre est venue confirmer le tassement en douceur de l'économie. Cette statistique a surtout écarté les craintes d'une récession brutale et ravivé l'espoir d'un assouplissement de la politique de crédit outre-Atlantique. Autre élément positif le même jour : la décision des autorités allemandes de maintenir inchangé le niveau de leurs taux d'intérêt. Rue Vivienne, l'indicateur hebdomadaire progressait de 1,23 % réalisant son meilleur score de la semaine. Jusqu'alors, il avait oscillé entre -0,1 % et +0,5 % au fil de séances indécises.

Vendredi, la réduction du déficit commercial français en juin, ramené à 2,8 milliards de francs après 6,7 milliards en mai et 3,7 milliards en avril, a été bien accueillie par les intervenants. Tout comme le sera ensuite la confirmation d'une hausse des prix en juin de 0,1 % contre 0,4 % le mois précédent. Ces données, ajoutées à l'optimisme des chefs d'entreprise français selon l'enquête mensuelle de l'INSEE, ont encouragé les investisseurs. L'indicateur de tendance progressera ainsi durant la dernière séance de 0,1 % à 0,76 %.

Pendant toute la semaine, le volume d'activité est demeuré extrêmement réduit, et, d'ailleurs, peu d'événements sont venus troubler cette langueur générale. À l'exception d'Eurotunnel, dont le titre a été particulièrement chahuté. Après une tentative de redressement, la valeur s'est à nouveau fortement dépréciée. L'autre vedette aura été incontestablement Europe 1, dont la rumeur, mardi, assurait qu'elle reverrait son propriétaire de la rue François-I^{er}, en plein « Triangle d'or ». Il s'agit d'un démenti catégorique des dirigeants du groupe radio-électrique bien plus tard.

Sur le marché en comptant, la BNP a mis finalement un terme aux spéculations de certains pour la Cofina (Compagnie financière France-Afrique), tout simplement par une prise de contrôle. La

banque, déjà actionnaire principal de cette société cotée disposant d'actifs immobiliers, augmentait sa participation de 40,5 % à 58 %. Elle représentait les 7,5 % du capital détenus par la Banque mutuelle immobilière (BMD) et les 10 % de l'UAP. La transaction a été effectuée hors Bourse au cours unitaire de 1331 francs, mais un maintien de cours à ce niveau sera appliqué jusqu'au 22 août prochain.

Naissance de SCOR et de Sextant Aviation

Le marché au comptant accueillera prochainement le SCOR, le premier groupe français de réassurance issu du rapprochement de la SCOR (Société commerciale de réassurance) et de l'UAP Réassurance. L'évocation de ce regroupement et de la constitution d'un ensemble de 3,5 milliards de francs de capitalisation boursière connaît depuis plusieurs mois. Elle s'est concrétisée par le lancement mercredi de deux offres publiques d'échanges sur la SCOR et l'UAP Réassurance, dont les actionnaires recevront des actions de la CGV, Compagnie générale des valeurs, une société coquille. La CGV changera de nom pour prendre celui de SCOR. Son actionnaire de référence sera l'UAP avec 40 % des parts.

Transformation de dénomination sociale également pour Crozet. La firme, cotée sur le règlement mensuel, s'appellera désormais Sextant Aviation. Ce changement s'accompagne également de l'absorption des firmes SIFA, SIFA et Eas. Cette transformation est la conséquence de l'accord conclu en février dernier par Thomson et l'Aérospatiale visant à regrouper leurs activités d'électronique de vol. Ainsi SIFA et renforcée, Sextant Aviation réalisera un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs. Cette entité a pour actionnaire majoritaire un holding détenu à 50-50 par l'Aérospatiale et Thomson-CSF. Cette semaine, peu de franchissements de seuils significatifs ont été déclarés. L'UAP a porté sa participation à 20,37 % dans Fininvest, une Société immobilière pour le commerce et l'industrie) dont elle était déjà le premier porteur de parts. Elle a également porté 5,31 % de la société immobilière d'investissement Sibex.

Enfin, alors que les négociations entre les syndicats et l'AFSE (Association française des sociétés de Bourse) sur le réaménagement de la convention collective des 6 000 personnes travaillant en Bourse semblaient rompues depuis le mois de mars dernier, une tentative a été faite pour sortir de cette impasse. Mardi 25 juillet, l'organisation patronale réunit ses partenaires sociaux qu'elle dénomme cette convention en vigueur et proposait d'en élaborer une nouvelle. Pour protester contre cette décision, l'intervallade appela à un mouvement de grève générale vendredi, jour où devait débiter la première rencontre officielle. Les syndicats de travail furent peu nombreux et perturbés par les cotations, à l'exception de certaines valeurs négociées à la criée. Au cours de leur première rencontre, les syndicats et les patrons établirent le calendrier des discussions. Le prochain rendez-vous a été fixé au 4 août. Une façon comme une autre de célébrer le Bicentenaire de l'abolition des privilèges.

DOMINIQUE GALLOIS.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 juillet 1989

Nombre de contrats : 38 683.

COURS	ÉCHEANCES			
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	
Premier	-	-	-	-
+ 1 an	109,60	109,34	108,96	-
+ 2 an	109,46	109,22	108,94	-
Dernier	109,60	109,34	108,94	-
Compensation	109,60	109,34	108,96	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	24 juillet	25 juillet	26 juillet	27 juillet	28 juillet
RM	2 093 834	1 726 146	1 204 717	2 460 685	-
Comptant	1 742 359	9 541 448	5 154 612	7 868 196	-
R. et obl.	424 287	312 727	232 090	262 876	-
Actions	10 260 480	11 580 321	6 591 419	10 591 758	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

France	117,2	117,3	117,2	118,8	-
Étrangers	115,1	114,4	114,5	114	-

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 30 décembre 1988)

Tendance	118,3	118,4	118,2	119,7	122,7
----------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	496,7	495,4	496,7	497,8	503,3
-------------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40	1 785,48	1 791,15	1 791,83	1 815,85	1 824,24
---------------	----------	----------	----------	----------	----------

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

Indice OMF St.	502,52	504,36	506,17	511,50	513,90
----------------	--------	--------	--------	--------	--------

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Encore une bonne semaine

Malgré une bonne dose d'incertitude dans les esprits, la semaine écoulée a été bonne sur le New-York Stock Exchange. Et de hausses en baisses, l'indice des Industriels a encore gentiment progressé pour s'établir vendredi à 2 635,24 (contre 2 607,36 le 21 juillet). La détente amorcée sur le front des taux d'intérêt a généralement encouragé les opérations à repousser des positions mais c'est surtout le ralentissement de l'expansion pour le second trimestre, plus marqué que prévu avec un PNB accru seulement de 1,7 % (2 % escompté), qui a ravivé l'espoir d'une baisse plus généralisée du loyer de l'argent, soul rendant efficace pour éviter la récession.

D'une façon générale, les investisseurs ne se sont pas départis de leur prudence, prenant leurs bénéfices au moment opportun.

	Cours 21 juillet	Cours 28 juillet
Alcoa	67	69
AT&T	37 1/2	38 1/2
Boeing	52 1/2	52 1/2
Chase Man. Bank	37 1/2	38 7/8
Du Pont de Nemours	115 3/4	114 7/8
Eastman Kodak	49 1/8	48 1/2
Exxon	46 3/4	44 7/8
Ford	58	49 5/8
General Electric	56 7/8	57 1/2
General Motors	44 7/8	44 5/8
Goodyear	52 3/4	51 1/8
IBM	114 3/8	113 3/8
ITT	39 3/4	41
Mobil Oil	53 1/4	51 1/8
Pfizer	39 1/4	41
Schlumberger	43 3/8	42
Texasco	53 1/2	53 1/2
UAL Corp. (ex-Allego)	178 3/4	181 1/2
Union Carbide	27 1/2	27
USX	38 1/4	37
Westinghouse	67 1/2	67 7/8
Xerox Corp.	66 1/2	67 5/8

LONDRES

Plus 1 %

Finie mal commencée, la semaine s'est achevée sur une note plutôt ferme à la Bourse de Londres, qui a finalement monté d'environ 1 %. L'important mouvement ministériel avait déclenché un accès de mauvaise humeur sur le marché. Finalement, la publication du résultat de la balance des paiements conjuguée avec un déficit conforme aux prévisions a rendu le sourire aux investisseurs. Mais les affaires ont été très calmes.

Indice « FT » du 28 juillet : 100 valeurs, 2 306 (contre 2 283) ; 30 valeurs, 1 924,8 (contre 1 892,9) ; minis d'Etat, 193,6 (contre 193) ; fonds d'Etat, 87,16 (contre 86,40).

	Cours 21 juillet	Cours 28 juillet
Beecham	629	643
Bovril	513	503
BP	347	362
Charter	558	549
Courtauld	361 1/2	371 1/2
De Beers (*)	14 1/2	14 1/2
Free Gold (*)	8 3/4	8 3/4
Glen	14 3/4	14 1/4
GUS	16 1/8	15 7/8
ICI	12 17/32	12 5/8
Reckitt	784	842
Shell	433	422
Unilever	638	633
Vickers	229 1/2	259
War Loan	36 5/32	36 17/32

(*) En dollars.

FRANCFORT

Des creux et des hausses

La tendance a été faite cette semaine à Francfort de creux et de hausses avec les ventes bénéficiaires déclenchées par les records et les prix de positions, qui ont presque immédiatement suivi. Les étrangers ont généralement acheté et les nationaux plutôt vendu. En définitive, le marché ne s'est guère éloigné de son plus haut niveau.

Indice du 28 juillet : DAX-30 : 1 553,27 (contre 1 555,40) ; Commerzbank 1 912 (contre 1 906,7).

	Cours 21 juillet	Cours 28 juillet
AEG	203	207,50
BAF	293,50	284,50
Bayer	293,50	294,50
Commerzbank	282,50	284
Deutschebank	660	674,50
Hoechst	297,10	295,50
Kruidt	627	614
Mannesmann	235	238,20
Siemens	611,50	607,50
Volkswagen	438,50	448,20

TOKYO

La reprise s'accroît.

Amorçé la semaine précédente, le mouvement de reprise s'est accéléré ces derniers jours à Tokyo. Si bien que, d'un vendredi à l'autre, les divers indices ont progressé de 2,4 %, malgré l'apparition de quelques ventes bénéficiaires à la veille du week-end. Les investisseurs ont généralement optimisé au vu du ralentissement de l'inflation.

Indice du 28 juillet : Nikkei, 34 705,63 (contre 33 899,43) ; Topix, 2 606,6 (contre 2 533,06).

	Cours 21 juillet	Cours 28 juillet
Akai	741	750
Bridgegate	1 670	1 686
Casio	1 830	1 750
Fuji Bank	3 530	3 550
Honda Motor	1 990	1 990
Matsushita Electric	2 400	2 390
Mitsubishi Heavy	1 260	1 260
Sany Corp.	8 000	7 900
Toyota Motor	2 590	2 590

(*) Du vendredi 21 au samedi 27 juillet.

مكتبة الناصر

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : les conservateurs semblent vouloir passer à l'attaque.	6 Décrets d'initiales : le Conseil constitutionnel a neutralisé ou censuré des prérogatives de la COB jugées exorbitantes.	8 Le trou dans la couche d'ozone limité à l'Antarctique.	9 Festival d'Avignon : quelques-uns parmi des milliers ; musiques noires des Antilles.	13 Selon une étude de l'OCDE, le Portugal a réalisé un gros effort d'investissement industriel depuis 1987.	Abonnements 2 Camet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10 Télévision 11	Les résultats des grandes écoles : 3615 tenez LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tenez LM
4 Argentine : le nouveau pragmatisme diplomatique de Buenos Aires.	7 Les accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie se portent bien, déclare M. Louis Le Pensec.	— Lucienne Fourcade renvoie en liberté. — En Lorraine, solidarité pour une famille endettée.	— La mode automne-hiver 1989-1990.	14 Revue des valeurs.		
5 Vienne confirme le soupçon d'espionnage pesant sur un diplomate américain.			7 Communication.	15 Crédits, changes et grands marchés.		

Le Conseil constitutionnel annule l'article 10 de la loi sur l'immigration

Le Conseil constitutionnel a annulé, samedi 29 juillet, l'article 10 de la loi relative aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France et les dispositions qui s'y rattachent. Cet article prévoyait que l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière d'un étranger pouvait être contesté devant un tribunal de grande instance. Ces dispositions avaient été critiquées par les parlementaires de l'opposition. De plus, fait rare, le premier ministre avait lui-même demandé, le 7 juillet, au Conseil constitutionnel de trancher cette controverse sur la décision donnée à l'autorité judiciaire compétente pour statuer sur les décisions administratives de reconduite des étrangers à la frontière.

Le Conseil constitutionnel a estimé qu'un principe fondamental reconnu par les lois de la République, la séparation des autorités administratives et judiciaires, était méconnu par l'article 10 de la loi.

Il a refusé que la compétence judiciaire, très circonscrite en la matière, serve de prétexte à cette diversité automatique de compétences. Seule une situation d'enchevêtrement total des compétences aurait pu justifier, a estimé le Conseil, la pratique qui a, en l'occurrence, été jugée illégitime.

(Lire page 6 la décision du Conseil sur les délits d'initiales.)

PAYS-BAS

Un dirigeant d'extrême droite condamné à rectifier ses propos xénophobes

AMSTERDAM
de notre correspondant

Par le truchement du tribunal de première instance de La Haye, la vie politique néerlandaise est brutalement sortie de sa profonde torpeur estivale. Dans un jugement prononcé jeudi 27 juillet, un juge a condamné le Centre des démocrates, qui, comme son nom ne l'indique pas, est un parti... d'extrême droite, à rectifier des propos discriminatoires à l'encontre des minorités ethniques vivant aux Pays-Bas.

Au cours de sa campagne des dernières élections européennes, M. Hans Janmaat, président du Centre des démocrates, avait fait plusieurs apparitions à la télévision. Éphémère député de 1982 à 1986, c'était son grand retour sur la scène médiatique. Il avait célébré l'événement à sa manière en reprenant sa logorrhée xénophobe où il l'avait laissée trois ans auparavant. « Les étrangers sont responsables de l'augmentation de la criminalité », avait-il notamment affirmé.

Se refusant, au nom de la liberté d'expression, à prononcer une interdiction générale à tenir de tels propos discriminatoires, le juge de La Haye a néanmoins donné satisfaction aux associations de lutte contre le racisme qui l'avaient saisi : M. Janmaat devra retirer ses propos... à l'occasion de la campagne télévisée pour les élections législatives du 6 septembre prochain. Aux élections européennes du 15 juin, la liste Hans Janmaat a réalisé le meilleur score de tous les petits partis, en recueillant 0,8 % des voix. Un tel résultat aux prochaines législatives lui permettrait de revenir à la Chambre.

CHRISTIAN CHARLIER.

Le mensuel « Passages » condamné à retirer de son numéro d'été les extraits des « Versets sataniques ». — Le numéro d'été du mensuel Passages qui annonçait à la une, avec la mention « exploit », « Les textes érotiques de Rushdie illustrés par Willem » a dû être retiré de la vente pendant plusieurs jours afin de se voir expurgé des extraits du livre de Rushdie et des dessins les illustrant. La décision a été prise le 13 juillet par le tribunal des référés saisi par l'éditeur Christian Bourgois. C'est donc amputé d'une demi-douzaine de pages que le mensuel est à nouveau présent dans les kiosques, une large pastille sur la couverture annonçant simplement : « Suivant l'ordonnance de référé du 13 juillet, les pages 7 à 12 ont été retirées. »

Pour avoir mordu un gardien de la paix Un toxicomane séropositif est inculqué d'empoisonnement

« J'ai le sida, et tu vas craver aussi », lance Philippe Bouille avant de mordre jusqu'au sang le gardien de la paix venu l'interpeller à Saint-Louis (Haut-Rhin) dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 juillet. Une morsure et une piqûre d'un demi-centimètre carré qui ont valu à M. Bouille d'être inculqué d'empoisonnement, vendredi 28 juillet, par un juge d'instruction de Mulhouse.

Toxicomane et trafiquant de stupéfiants, Philippe Bouille, vingt-neuf ans, est séropositif depuis deux ans. Mercredi soir, en état d'ébriété, il s'était battu avec plusieurs clients d'un petit café de Saint-Louis, avant de s'en prendre au gardien de la paix, dont l'identité n'a pas été révélée. Celui-ci, mordu à l'index droit, a subi jeudi 27 juillet un test de dépistage du virus du sida.

C'est la première fois que l'article 301 du code pénal, qui définit le délit d'empoisonnement, est ainsi utilisé contre un maledo. « Est qualifié d'empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées et

quelles qu'en aient été les suites », stipule cet article. Estimant que les éléments nécessaires à une qualification criminelle étaient réunis et au vu d'un test de dépistage positif du virus HIV effectué à Bordeaux en mars 1987, le juge d'instruction a suivi les réquisitions du parquet, qui, par ailleurs, alléguait qu'il faut empêcher par tous les moyens légaux que certains malades atteints du sida n'utilisent leur virus comme une arme contre la société. Un mandat de dépôt a été délivré contre Philippe Bouille.

Il faudra cependant attendre plusieurs mois avant de savoir si le gardien de la paix a été contaminé. Une affaire similaire s'est récemment produite au commissariat de Strasbourg, où un délinquant, Paul Krebs, se prétendant séropositif, avait mordu et griffé un policier alors qu'il était placé en garde à vue après une tentative de vol. Paul Krebs, qui a comparu le 11 juillet devant le tribunal correctionnel de Strasbourg, vient d'être renvoyé devant le procureur de la République, qui a ordonné un complément d'enquête. Aucun test de dépistage du virus du sida n'avait été pratiqué (Le Monde du 13 juillet).

B. B.

Colis piégé au centre de tri de Marseille

La piste espagnole est abandonnée

Le colis piégé qui, en explosant jeudi matin 27 juillet, a provoqué la mort d'un postier et blessé deux autres fonctionnaires du centre de tri de Marseille-Saint-Charles, n'était pas destiné à un restaurateur espagnol, comme les premiers éléments de l'enquête l'avaient laissé supposer aux policiers (Le Monde du 29 juillet). Après avoir attendu, à titre de témoin, ce restaurateur dont le nom et l'adresse figuraient sur l'étiquette d'un colis retrouvé après l'explosion, les policiers marseillais et les spécialistes de police scientifique venus de Paris, ont été convaincus qu'il ne s'agissait pas du destinataire du paquet piégé, mais d'un autre envoi contenant, semble-t-il, un jouet.

L'enquête repart donc de zéro et sera, indiquent les policiers, « délicate », car l'étiquette du colis piégé, contenant de la poudre noire et un détonateur électrique à lamelles, a été totalement détruite. Alors que les obsèques de Noël Guérin, le délégué syndical tué par l'explosion, devaient avoir lieu mercredi 2 août en Corse, d'où il était originaire, des mouvements de protestation du personnel PTT se poursuivent à Marseille, dans le centre de tri notamment où, indiquent les syndicats, le travail ne reprendra pas tant que la sécurité des salariés ne sera pas mieux assurée.

Conseils aux municipalités pour ramasser les seringues usagées

La Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT) vient d'éditer une plaquette destinée aux municipalités leur indiquant comment assurer le ramassage des seringues usagées abandonnées dans les lieux publics.

Demandant aux habitants de sensibiliser les enfants qui ne doivent pas toucher ces seringues, la MILT conseille, en cas de piquette, de désinfecter la plaie à l'alcool à 90 degrés et de consulter rapidement un médecin. Le risque d'infection est très modéré lorsque la plaquette, « Lorsque on se pique avec une seringue abandonnée, le risque de contracter une maladie transmise par le sang est notablement inférieur à celui observé en milieu hospitalier qui est de quatre personnes pour mille piqûres accidentelles dans le cas du sida », indique notamment la MILT.

Des conseils techniques plus précis peuvent être obtenus auprès des directions départementales des affaires sanitaires et sociales, du ministère de la santé ou de la MILT. * MILT. Tél. : (1) 45-55-63-20.

L'explosion d'un pipeline à Rosteig (Bas-Rhin)

Deux gendarmes tués, un habitant sérieusement brûlé

Grièvement brûlé, vendredi 28 juillet, dans l'explosion de l'oléoduc Alsace-Sarre à Rosteig (Bas-Rhin), un gendarme de la brigade de La Petite-Pierre a succombé à ses blessures, samedi matin 29 juillet, à l'hôpital militaire de Percy où il avait été transporté dans un état désespéré. Ce décès, survenant après celui, vendredi, d'un de ses collègues tué sur le coup (voir dernière édition du 29 juillet), porte à deux morts le bilan de cet accident dans lequel une troisième personne, un habitant de Rosteig, a été sérieusement blessée.

L'accident s'est produit, vendredi à 10 heures, lorsqu'une pelleteuse d'une entreprise de travaux publics a perforé le pipeline à environ 80 mètres d'un lotissement de Rosteig et à quelques mètres d'une canalisation de Gaz de France. Une fuite de naphte, produit extrêmement volatil, s'est alors produite, et c'est au moment où le véhicule de gendarmerie arrivait sur place que l'explosion, suivie d'un incendie, a eu lieu, probablement due à une étincelle venant du moteur du véhicule.

L'accident aurait pu être encore plus grave si les gendarmes n'avaient eu, avant cette explosion, le temps de faire évacuer les jeunes gens qui jouaient sur un terrain de football voisin, terrain qui allait être

entièrement ravagé par le feu, tandis que les maisons du village, ébranlées d'urgence par la population, étaient très endommagées par la déflagration.

Tout danger n'était d'ailleurs pas encore écarté, samedi en début de matinée, même après la fermeture des vannes d'alimentation du pipeline qui va d'Oberhoffen (Bas-Rhin) à Carling (Moselle). La présence de nappes dans l'oléoduc perforé impliquant de nouveaux risques d'explosion jusqu'à obturation totale du conduit, l'évacuation des habitants de Rosteig était maintenue jusqu'à leur retour à la normale.

Cet accident a provoqué la colère des résidents qui considéraient que le pipeline, construit en 1969, est situé beaucoup trop près du lotissement. Le maire, M. Antoine Staub, a indiqué pour sa part qu'il ignorait, jusqu'à l'accident, la nature des produits véhiculés par le pipeline et que, d'autre part, les travaux entrepris à la demande d'un particulier par la société de terrassement l'avaient été sans que les autorités, et en particulier la municipalité, en soient averties.

Les identités des deux gendarmes tués n'ont pas été communiquées. Une enquête a été ouverte pour déterminer les responsabilités.

POLOGNE : la nomination des nouveaux dirigeants

Dissensions au sein du Parti communiste

C'est un Parti communiste humilié et divisé qui s'est réuni vendredi 28 juillet à Varsovie pour tirer les leçons de la série d'échecs qu'il vient de subir ces dernières semaines et pour se choisir de nouveaux dirigeants. Le général Jaruzelski avait, depuis quelques temps déjà, fait savoir qu'il ne souhaitait pas cumuler les responsabilités de président de la République et de secrétaire général du Parti ouvrier unifié (POUP) et il fallait également désigner celui qui succéderait à M. Mieczyslaw Rakowski à la tête du gouvernement. Certains prévoyaient que d'importants changements interviendraient samedi au sein du bureau politique et du comité central, pour faire place à de nouveaux cadres plus jeunes et capables de promouvoir les réformes nécessaires.

La journée de vendredi a été marquée par un appel du général Jaruzelski à regarder la réalité en face et par la rivalité ouverte entre M. Rakowski, candidat à la direction du parti, et M. Wladyslaw Baka, membre du bureau politique et l'un des économistes les plus libéraux du parti.

M. Baka, qui était lui-même cité comme l'un des premiers ministres potentiels, a lancé une vive attaque contre la politique économique de M. Rakowski. Accusant celui-ci de n'avoir atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés, il lui a reproché de ne pas avoir su enrayer la spirale inflationniste — plus de 100 % prévu pour cette année, — de ne pas avoir été en mesure de surmonter la crise

du logement et les difficultés d'approvisionnement.

Dans un geste spectaculaire, M. Baka a démissionné de son poste de secrétaire du comité central, chargé des questions économiques, poste qui est de toute façon incompatible avec celui de premier ministre, pour lequel il est le candidat de l'aile réformatrice du parti. Au début de la semaine, il s'était fait sévèrement critiquer lors de la réunion des parlementaires du POUP pour avoir exhorté le gouvernement sortant à retarder la libération des prix du secteur agro-alimentaire, prévue pour entrer en vigueur le 1^{er} août. M. Baka estime que, sans plan d'accompagnement adéquat, cette mesure se traduira par une hausse des prix trop importante qui risque de provoquer une véritable explosion sociale.

La gravité de la situation à laquelle se trouve confronté le parti a été soulignée, vendredi, par le président Jaruzelski lui-même. « Nous avons besoin d'une évaluation douloureuse, mais franche, de la situation après la table ronde et l'amère leçon des récentes élections », a-t-il dit. Le comité central s'est vu remettre un document de travail préparé par M. Janusz Reykowski, autre membre du bureau politique.

Dans un discours, ce dernier n'a pas caché, lui non plus, la situation catastrophique du parti, dont il a souligné la perte d'influence. Il a averti qu'un parti « faible et divisé » ne pourrait jouer un rôle dans le processus de démocratisation et de réformes en cours. — (AFP, AP, Reuter).

Bruxelles saisit la Cour de justice à propos du pont du Grand-Belt

La Commission européenne souhaite que l'ouverture à la concurrence des marchés de travaux publics soit une réalité. Ne réussissant pas à se faire entendre à Copenhague, elle vient de saisir la Cour européenne de justice de Luxembourg d'un recours contre le Danemark à propos de l'attribution d'un pont sur le détroit du Grand-Belt (Le Monde du 8 et daté 23-24 juillet). Le groupe français Bouygues avait été évincé au profit d'entreprises locales dans des conditions jugées contestables par rapport à la réglementation communautaire. Bouygues précise, le 28 juillet, dans un communiqué, qu'il est « leader d'un groupement d'entreprises avec Trafalgar House, Pihl and Son et Jersperen and Son ». Bouygues suit avec grand intérêt le déroulement de ce recours. Lors de la procédure de jugement des offres, Bouygues avait fait de nombreuses réserves auprès du client, Storebelt, sur les conditions dans lesquelles cette procédure se déroulait. Le pont du Grand-Belt est un ouvrage de génie civil exceptionnel. C'est un pont de 6 km, dominant le passage sur la mer, à deux voies de chemin de fer au niveau inférieur et à une autoroute à quatre voies au niveau supérieur.

M. Chirac souhaite une conférence Nord-Sud sur le développement

Libreville (AFP). — M. Jacques Chirac, maire de Paris, a regretté, vendredi 28 juillet, à Libreville que le sommet des sept pays industrialisés qui vient de se réunir à Paris « n'ait pas retenu l'idée d'une conférence Nord-Sud » sur la situation économique des pays en voie de développement.

Ouvrant la neuvième Assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), qui se tient pendant deux jours dans la capitale gabonaise, M. Chirac, président-fondateur de l'association, a déclaré, au sujet de la dette des pays en voie de développement qu'il faut « régler ce problème de façon honnête ; il faut que la dette soit supprimée ou bien rééchelonnée ». L'ancien premier ministre s'est insurgé contre le fait que le prix des matières premières, principales ressources des pays en voie de développement, « dépende d'organismes boursiers qui imposent leur loi au détriment des pays producteurs ». « Il n'y a pas de bourse du blé, pourquoi ? a-t-il une bourse du café ? », a-t-il dit.

Le ministre français de la coopération et du développement, M. Jacques Pelletier, qui assiste également à ce congrès, a souligné, pour sa part, que ce problème est aussi « un souci constant du président Mitterrand ».

La mort de l'afrikaniste André Brunschwig

L'historien André Brunschwig est mort subitement le 20 juillet (Le Monde du 28 juillet). Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Avec lui s'éteint un pionnier de la recherche dans les domaines de l'histoire de l'Afrique et de l'histoire de la colonisation. Des générations d'historiens français et africains lui sont redevables de leur formation et de la direction de leurs travaux. Cet Alsacien né à Mulhouse en 1904, agrégé d'histoire, avait consacré ses thèses à la genèse de l'esprit romantique en Prusse. Sa vocation pour l'outre-mer se dessina quand il fut chargé, en 1938, d'une classe de préparation à l'Ecole coloniale. A partir de 1945, il enseigna à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer et à l'Institut d'études politiques et, à partir de 1962, à l'Ecole pratique des hautes études.

Divers ouvrages lui valurent une autorité scientifique internationale et incontestée : *Mythes et Réalités de l'impérialisme colonial français* (1960), *L'Avènement de l'Afrique noire* (1963), *Le Partage de l'Afrique noire* (1971) et, l'an dernier, *L'Afrique noire au temps de l'Empire français* (Denoël).

L'œuvre de cet esprit libre et honnête fut celle d'un destructeur de mythes et d'idées reçues : documents à l'appui, il ont démontré que c'est bien la soif de prestige international et non l'intérêt des capitalistes qui lança la III^e République dans l'aventure coloniale et que la Conférence de Berlin ne procéda nullement au partage du continent noir. Cette probité intellectuelle héritée de ses maîtres, Lucien Febvre et Marc Bloch, n'avait pas valu à André Brunschwig que des amis, surtout parmi ceux qui en Afrique s'efforcent à écrire une histoire officielle manichéenne.

JEAN MARTIN
(maître de conférences à la Sorbonne-Paris IV.)

Départ de l'expédition Transantarctique. — Les six membres de l'expédition internationale Transantarctique ont entamé, vendredi 28 juillet, leur traversée du continent antarctique. L'Américain Will Steger, le Français Jean-Louis Etienne, le Soviétique Viktor Boyarski, le Britannique Geoff Sommers, le Japonais Keiko Funatsu et le Chinois Qin Dahé ont quitté vendredi matin le site de Seal Unstak, sur la péninsule antarctique, pour un périple de 5 400 km en plein hiver austral qu'ils comptent boucler en six mois avec leurs trois traîneaux tirés chacun par deux chiens. Leur départ, initialement prévu le 1^{er} août, a été avancé en raison des conditions météorologiques un peu plus favorables régnant sur place des jours derniers. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 29 juillet 1989 a été tiré à 514 359 exemplaires

A C D E F G H

Portrait d'un cinéaste avec poules



Les rendez-vous

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
	31 juillet	1 ^{er} août	2 août	3 août
TF	<p>20 h 36 FEUILLETON</p> <p>La comtesse de Charny C'est la fin !</p> <p>22 h MAGAZINE</p> <p>Super-sexy</p>	<p>20 h 36 CINÉMA</p> <p>Le commando de St Malet ■ Fin de guerre conventionnel.</p> <p>22 h 35 DOCUMENTAIRE</p> <p>Histoires naturelles Chasseurs italiens.</p>	<p>20 h 40 FEUILLETON</p> <p>La vengeance aux deux villages Les aventures australiennes se compliquent.</p> <p>22 h 10 MAGAZINE</p> <p>Desdèdes</p> <p>Les tragédies de Romy Schneider.</p>	<p>20 h 30 FEUILLETON</p> <p>Orages d'été Pépétiles à Larasema.</p> <p>22 h SÉRIE</p> <p>L'ami Maupassant</p>
A	<p>20 h 35 THÉÂTRE</p> <p>Le nègre Un juge fait écrire ses Mémoires.</p> <p>22 h 20 MAGAZINE</p> <p>Bonjour la télé</p>	<p>20 h 36 CINÉMA</p> <p>Captaine sans loi ■ Spencer Tracy dans le rôle d'un marin sans scrupules.</p> <p>22 h 25 DÉBAT</p> <p>Les docteurs de l'écran L'histoire des Américains.</p>	<p>20 h 36 SÉRIE</p> <p>Romances Deux jeunes et riches héritiers.</p> <p>22 h 18 DIVERTISSEMENT</p> <p>La centaine cachée 23 h DOCUMENTAIRE</p> <p>Vivre la France ! Le langage industriel.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA</p> <p>L'année des ombres ■ La Résistance au quotidien, l'histoire sera une grande vérité.</p> <p>23 h 05 SPECTACLE</p> <p>Alex Mécayer au Casino de Paris</p>
FR	<p>20 h 36 CINÉMA</p> <p>L'or du Honduras ■ Un bon western.</p> <p>22 h 25 MAGAZINE</p> <p>Océaniques Au Festival d'Avignon.</p>	<p>20 h 36 FEUILLETON</p> <p>L'Aéropostale Le courrier arrive de plus en plus loin.</p> <p>22 h 20 CINÉMA</p> <p>Histoire du capital ■ La nature admirablement restituée par Jean Baronne.</p>	<p>20 h 36 THÉÂTRE</p> <p>Le Minoture La suite du cycle Marcel Aymé.</p> <p>21 h 30 MAGAZINE</p> <p>Archipel sonore 22 h 25 MAGAZINE</p> <p>Océaniques Deux émissions en une.</p>	<p>20 h 36 CINÉMA</p> <p>Le Schpountz ■ Drolette et émotion.</p> <p>23 h 05 MAGAZINE</p> <p>Océaniques Le cinéma d'amateurs.</p>
CANAL	<p>20 h 30 CINÉMA</p> <p>Hamburger Hill ■ La Vietnam au quotidien.</p> <p>22 h 20 TAURINOMACHIE</p> <p>Conda 23 h 25 SPORT</p> <p>Golf</p>	<p>20 h SPORT</p> <p>Football Lille contre Monaco.</p> <p>22 h 40 CINÉMA</p> <p>La grande attaque du train d'or ■ Aventures et humour. Papillont.</p>	<p>21 h CINÉMA</p> <p>Le dragon du lac de feu ■ Une imagerie semi-fantastique.</p> <p>22 h 50 CINÉMA</p> <p>Solange ta droite ■ ■ ■ Un grand Godard.</p>	<p>20 h 30 CINÉMA</p> <p>L'amour au présage ■ Les souvenirs d'un homme désespéré.</p> <p>22 h CINÉMA</p> <p>West side story ■ ■ ■ Gangs d'adolescents et tueur de venge.</p>
LA	<p>20 h 36 TÉLÉFILM</p> <p>Pour la peau de Mr Wilks Un ex-agent de la CIA remplit.</p> <p>22 h 20 SÉRIE</p> <p>Deux flics à Miami</p>	<p>20 h 36 CINÉMA</p> <p>Le ciel peut attendre ■ Un mort revient sur Terre. Comédie un peu mièvre mais amusante.</p> <p>22 h 25 SÉRIE</p> <p>Deux flics à Miami</p>	<p>20 h 36 TÉLÉFILM</p> <p>Une occasion pour frère Fennor L'escapade de la secrétaire et de son patron tourne mal.</p> <p>22 h 20 SÉRIE</p> <p>Deux flics à Miami</p>	<p>20 h 36 TÉLÉFILM</p> <p>La onzième victime Le tueur fou a encore frappé.</p> <p>22 h 25 SÉRIE</p> <p>Deux flics à Miami</p>
M	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>Sept femmes commandos Aventures musclées.</p> <p>22 h SÉRIE</p> <p>Messieurs les Jedis</p>	<p>20 h 30 FEUILLETON</p> <p>La cathèque de la Fort-Maire 22 h 05 MAGAZINE</p> <p>Ciné 6 22 h 30 CINÉMA</p> <p>Les légions de Cincinnatus ■ Pépétum.</p>	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>Devant la menace Un gamin geïfou.</p> <p>22 h 10 FEUILLETON</p> <p>Le comte de Monte-Cristo C'est le dernier épisode.</p>	<p>20 h 30 TÉLÉFILM</p> <p>Destacoyl, la statuette maléfique Une lèbre machinale aux pouvoirs étonnants.</p> <p>21 h 55 THÉÂTRE</p> <p>Le monsieur qui attend Un préopérateur et son élève.</p>

par JEAN-MICHEL DUMAY

pile de sous. Le tout s'évalue à
tâches, comme un mini-Audimat.

à improviser un petit film qui

Front national, jangant

portes

אודות

22

12, 12

Jean

TF 1

A2

FREE

[illegible]

Dans la chaleur de Cinecittà

L'ACHILLE-LAURO, D'ALBERTO NEGRIN

TOURNAGE

Les autres radios

Fairco-Inter

26

27

Inspiré du détournement du paquebot italien Achille-Lauro, qui eut lieu en octobre 1985, le téléfilm — en deux parties — d'Alberto Negrin devrait être diffusé sur TF 1 au printemps prochain.

Le tournage de cette superproduction, qui réunit des acteurs prestigieux et dont le coût s'élève à 9 millions de dollars, vient de s'achever.

nésiste, pour financer un budget de 2 millions de dollars (environ 60 millions de francs), la participation de 779, de la RAI, des Beatles et de l'Allemagne, non plus. Mais Alberto Negrita passionné des superproductions, a su générer d'une distribution prestigieuse, capable de porter le bout de bras ce pal : Burt Lancaster (qui interprète *Mr. Klugehoff*, cet Américain paralyté qui a été et qui s'est fait assassiner par les Palestiniens), Eva Marie Saint (Mme Klugehoff), Bernard Fresson et Dominique Sanda (dans le rôle d'un couple de Français inventé pour l'histoire), Renzo Montagnani (le commandant Gesto di Rosa).

Le désastre a également placé ses acteurs dans les meilleures conditions d'indemnité possible en les faisant tourter (et vivre) pendant trois semaines (le tournage en compte fait au total) sur le bateau *Bel-Orém* (rentré au port depuis les événements) avec pour partenaires certains membres de l'équipage qui assistèrent à l'accident. Chacun a ainsi pu témoigner, parler avec ceux qui allaient, quatre ans plus tard, reconnaître le drame. Les comédiens, eux, sont tous revenus marqués, émus, nourris de cette expérience de l'ouïrage à huis clos, au milieu de la Méditerranée, sur les lieux mêmes du déroulement. Pour Lancaster, qui confia avoir accepté ce rôle parce qu'il constituait un défi par rapport à son passé d'acteur, et Brie-Marie Santel, à cause de la présence de Lamontey, de la qualité du scénario, de l'ardeur de tourner pour la première fois à Kome et avec ses réalisateurs, avouent tous deux ne pas avoir changé d'avis sur le tournage mais reconnaissent s'être ennuyés.

...joignant que ces sentiments alimentent la densité et la puissance de son os, son film : *« Perdant tout, mais, dit-il, j'ai travaillé avec Sergio Donati, le comteur du scénario. Nous avons écrit les témoignages de tous les gens qui avaient participé ou avaient eu affaire à ce séquestré, les policiers, les membres de l'équipage, les fonctionnaires... »* Mots, néant des spécialistes, nous n'avons pas voulu donner un avis spécifique, ou porter un jugement. Plus que la reconstitution fidèle, nous

« Pendant ce temps, le plateau n° 15 s'est éteint. Les stars se taisaient. Peut-être même disparaissaient-elles avec la nuit. Mais le ciel de Cinquetti, avec la tandre charité des étoiles, n'en finit pas de leur rendre hommage. »

Y. G.

EN cette journée de la mi-juin le soleil assomme Rome, l'alourdit sans cependant parvenir à l'endormir. C'est qu'il faudrait plus d'une canicule aux Italiens pour tempérer cette pétulance qu'ils portent comme une seconde nature et qui donne vie aux plus étranges ruelles de la ville. Romanes fourmillent et burle comme les autres jours.

A quelques kilomètres de là, les grands arbres du parc de Cinecittà s'élèvent sur l'axe principal. Ici, nous sommes au bout de l'escalier, au bout du bruit et de l'agitation, nous barrons dans un univers qui a été plus grand-chose à voir avec la réalité, ce n'est pas propre représentation, il n'y a rien de plus. C'est la situation. Là le portail français, on sent bien, sans se le formuler, qu'une magie passe. Certaines choses nous ont fait penser à la magie du cinéma, les images des films de Fellini bien sûr et en particulier celles de *Don Giovanni* (on se surprend presque à attendre la bus qui, au début de l'histoire, déviera à cet endroit une bête de journal) — nous avons bien vu l'ennemi. Elles ne nous hantent plus. Nous nous formons, plongeant comment.

Pourtant, avec ses bâtiments isolés entre et fougues, ses allées ombagées pratiquement désertes, ses cafédias froide et glauque tant et tant, sortis d'un tableau de Böcklin, Hopper, ou même Freud, Cinecittà, rassemblé plus à un campus université américaine, un samedi après-midi, qu'à un immense studio de cinéma. Qu'importe. L'imaginaire fonctionne. Et il suffit d'apercevoir, au loin, un peu en retrait, au milieu du ciel bleu, un avion, un pan de ciel (comme si, au-delà, on allait trouver la mer), un pan de ciel, l'espèce d'immensité en carton-pâte, pour que remissent nos plus beaux rêves et s'agitent nos plus intimes chimères.

Qu'on se s'y trompe pas. Des lampes rouges allumées au-dessus de certaines portes nous rappellent que de l'autre côté se jouent précisément ces éternels et ces éphémères. Coïncide une intercession d'êtres, se trouvent contraindre à la loi du silence nous fait pressentir conscience que nous ne sommes pas dans un quelconque endroit mais au pied d'un Raccès arctique. Les gardiens du Pô on se tourne une des rênes du prométhée d'Alberto Vercini (le restaurant *Santoro*), nous font bien presser le pied, nous accordent.

A l'intérieur, la chaleur de Rome plus rien. Celle-là nous étreint, et comme elle stigmatise la faiblesse des deux cents figurants qui, pressés autour du chef des terroristes (Foued Nassab aux allures de fauvette) se précipitent dans l'escalier qui mène à la salle à manger et se paqu coast *Achille-Lauro*. La scène



BÖRTEL-GÜCHARD / GAMMA

Mardi 1^{er} août

A2

Fr

Jeu d'3 août

**Calibration ;
Comparison ;**

6.28	Métagène : Une première. Présenté par Françoise Buech et Jean-Michel Zetlin. Asécit le journal 1.6.30, 7.00 et 1.30.	9.30	Téléfilm. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
7.40	Club Dorothée match. Candy, Disney classique : Jeux.	8.30	Écrit et composé. Émission présentée par Eric Gagliano et Noëlle Asselin. Les invités : Shirock, Hommes, Zorro, Michel, Robert, Bob, Mousquetaires, Charlie-Prince, la Polytechnique (cinéma).
8.20	Télé shopping.	11.35	Série : Ou du neuf, docteur ?
8.55	Club Dorothée organos. Juliette et Jérôme : L'anné : Naskman : Les chers-lères du zodiague.	12.00	Fish d'informations et météo.
10.40	Jeu : J'ai vu ça, j'en parle. Amné par Frédéric Dervaux.	12.05	Fish d'informations et météo.
11.05	Féulillon : Le déclin du docteur Gaiet.	12.30	Jeu : Destinée, c'est gagné ! Présenté par Patrice Laflotte.
11.30	Jeu : Jeopardy. Amné par Philippe Riouli.	13.00	Féulillon et météo.
12.00	Tourne... ménage.	13.30	Série : Falcon Crest.
12.30	Jeu : Le juste prix.	14.35	Féulillon :
13.00	Joural.	15.00	Spécteur et météo des courtoisanes (2 épisodes).
13.30	Météo et Bourne.	16.00	Documentaire : Les grands fleuves.
14.25	Série : Julien Fontaine, magistral.	16.55	Documentaire : Michel Houdon.
14.55	Féulillon : En cas de bonheur.	17.00	Documentaire : Les grands fleuves.
16.00	Féulillon : En cas de bonheur.	17.10	Documentaire : Les grands fleuves.
16.25	Club Dorothée vacances. Georges : Goliath. Spéctel croissant : Trichaux, les gars : Mendié, Top Jant.	17.15	Documentaire : Les grands fleuves.
16.15	Série : Les usas de San-Francisco.	17.30	Documentaire : Les grands fleuves.
16.05	Féulillon : Le chef de la perr.	17.35	Documentaire : Les grands fleuves.
19.05	Féulillon : Série : Barbra.	17.40	Documentaire : Les grands fleuves.
19.30	Jeu : La roue de la fortune.	17.55	Documentaire : Les grands fleuves.
20.00	Joural, Météo et Tapis vert.	18.00	Documentaire : Les grands fleuves.
20.30	Météo et Tapis vert.	18.05	Documentaire : Les grands fleuves.
20.35	Cinéma : Le commando de St Malgast. Film américain d'Andrew V. Molagney (1990). Avec Gregory Peck, Roger Moore, David Niven, Trevor Howard.	18.15	Documentaire : Les grands fleuves.
22.25	Documentaire : Histoires naturelles.	18.25	Documentaire : Les grands fleuves.
22.30	Métagène en Italie, de Jean-Pierre Fouz.	18.30	Documentaire : Les grands fleuves.
22.35	Métagène : Futur. D'Jérôme et Christine Boudin. Documentaire : Les grands fleuves.	18.35	Documentaire : Les grands fleuves.
22.40	Documentaire : Les grands fleuves.	18.40	Documentaire : Les grands fleuves.
22.45	Documentaire : Les grands fleuves.	18.45	Documentaire : Les grands fleuves.
22.50	Documentaire : Les grands fleuves.	18.50	Documentaire : Les grands fleuves.
22.55	Documentaire : Les grands fleuves.	18.55	Documentaire : Les grands fleuves.
23.00	Documentaire : Les grands fleuves.	19.00	Documentaire : Les grands fleuves.
23.05	Documentaire : Les grands fleuves.	19.05	Documentaire : Les grands fleuves.
23.10	Documentaire : Les grands fleuves.	19.10	Documentaire : Les grands fleuves.
23.15	Documentaire : Les grands fleuves.	19.15	Documentaire : Les grands fleuves.
23.20	Documentaire : Les grands fleuves.	19.20	Documentaire : Les grands fleuves.
23.25	Documentaire : Les grands fleuves.	19.25	Documentaire : Les grands fleuves.
23.30	Documentaire : Les grands fleuves.	19.30	Documentaire : Les grands fleuves.
23.35	Documentaire : Les grands fleuves.	19.35	Documentaire : Les grands fleuves.
23.40	Documentaire : Les grands fleuves.	19.40	Documentaire : Les grands fleuves.
23.45	Documentaire : Les grands fleuves.	19.45	Documentaire : Les grands fleuves.
23.50	Documentaire : Les grands fleuves.	19.50	Documentaire : Les grands fleuves.
23.55	Documentaire : Les grands fleuves.	19.55	Documentaire : Les grands fleuves.
24.00	Documentaire : Les grands fleuves.	20.00	Documentaire : Les grands fleuves.

[illegible]

Voyage, voyage

Lundi 31 juillet

France-Culture

24

21

CANAL +

7.00 Cinéma :
La tornade de Dieu □
 Film français de Enzo di La Pina, 1978, 105 min. Avec Jean Gabin, Michèle Mercier, Jean Piat.

8.40 Documentaire :
Aventures, un autre monde.
 4. La grande barrière de corail.
 4. La grande barrière de corail.

9.10 Cinéma :
Le dragon du lac de feu. ■
 Film américain de Matthew Robbins (1912). Avec Peter Mac Nally, Cathleen Cahill, Kip Ricketts.

10.55 Cinéma : Les dents de la mer 4 : La revanche. □
 Film américain de Joseph Sargent (1977). Avec Anthony Quinn, Lorne Greene, Mark van der Meer.

En club jusqu'à 13.30.

12.30 Magazines : Exploité.
 Sommaire : Surt en billes et du monde. ■
 1. Les nouvelles de la semaine et la grande famille. L'homme et la bestiole : Le Prezeaux : Le binga.

13.00 Série : Frog show.

13.25 Flash d'informations.

13.30 Sport : Téléthon.
 Es direct d'Alphonse.

16.30 Sport : Moto.
 Es direct de sirène de Domestique, Le Grand Prix d'Angleterre de moto.

17.30 Série : Mister Gun.

18.00 Cinéma : A bond à tue. □
 Film américain d'Alan Meiller (1985). Avec Rodney Dangerfield, Sally Kellerman, Burt Young.

En club jusqu'à 20.30.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Les superstars du catch.

20.30 Cinéma :
Envoyez les violents. ■
 Film français de Roger Andrieux (1987). Avec Antonia, Richard Anconina, Michel Galabru.

21.55 Flash d'informations.

22.00 Cinéma :
Maigret voit rouge. □
 Film français de Gilles Grangier (1963). Avec Jean Gabin, Viktor Stankov, François Fabian.

23.25 Téléfilm : Pourvu-qu'on nous pègne votre mari !
 De Bob Mahoney avec Dirk Bogarde, Catherine Aschenoroph, Francis Mercur.

1.10 Cinéma :
De sable et de sang. ■
 Film français de Jeanne Labrousse (1987). Avec Saint Just, André Dussolier, Clémentine Célarié.

FRANCOPHONES

RTL - 20 h 30, cinéma : Surtout sur la route. ■
 Film français de Claude Lelouch, 22 h 20, cinéma : Gagner et Perdre, Film de Federico Fellini 10 h 30, cinéma : Grand Overture.

TMC - 20 h 30, jeu : Téléphone 20 h 40, variété : MCM : 23 h, variété : MCM d'été.

RTL - 20 h 30, fiction : L'homme de tout les métiers (2 épisodes) : 21 h, adome de tout les métiers, La locomotive, d'André Billet de Beuvry, La locomotive, d'André Billet de Beuvry.

TSR - 20 h, variété : Télépaté show ! 20 h 50, cinéma : La prophétie, Film de Claude Goretta : 22 h 45, documentaire : Les Uns et les autres.

21

Les billes de bois flottent jusqu'à l'embarquement final.

VÉRONIQUE CAUHAPE.

